adf
AFRICA DEFENSE FORUM

LORSQUE FRAPPE LA CATASTROPHE

Les professionnels de la sécurité en Afrique se préparent aux interventions

Préparation aux pandémies

Organisation d'un centre de crise

TABLE DES MATIÈRES

articles

8 Prévention, préparation, intervention, redressement, répétition
Comprendre les cycles de la gestion des situations d'urgence peut atténuer l'impact des catastrophes.

12 Sauvés par la technologie
Des téléphones portables et des sites Web pour communiquer à bas prix avant et après les catastrophes.

18 Préparation aux pandémies
Les épidémies peuvent facilement dépasser les moyens, une consolidation des liens militaires et civils s'impose.

24 Les centres sont d'importance cruciale pour intervenir en cas de crises
Le Centre national de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence de l'Ouganda offre un modèle.

30 L'acier aiguise l'acier
Un exercice commun de Shared Accord 13 renforce deux infanteries.

38 Une médecine au service de la population
Un événement humanitaire offre des soins médicaux gratuits aux civils et une formation aux soldats.

44 Une dose de prévention
L'Afrique du Sud, un des leaders en matière d'intervention face aux catastrophes, améliore son plan d'action.

48 Les catastrophes en chiffres
Un aperçu de l'impact des catastrophes naturelles en Afrique de 1980 à 2008.

50 Initiatives du Ghana en matière d'interventions en cas de catastrophe
Entretien avec Kofi Portuphy, membre de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes du Ghana.

52 Dans les moments difficiles
L'armée kenyane adopte résolument son rôle d'intervenant en cas de catastrophes.

48

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

42 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

THE ASSOCIATED PRESS

EN COUVERTURE : Des survivants sont hissés sur la terre ferme après avoir été secourus par un bateau suite à des inondations à Dar es Salaam, en Tanzanie, en décembre 2011.

POINT DE VUE

Les armes ne sont pas toujours la cause de menaces à la sécurité. De la sécheresse aux tremblements de terre en passant par les inondations, les catastrophes qui s'abattent sur le monde sont souvent plus meurtrières et moins prévisibles que les guerres.

L'Afrique ne fait pas exception à la règle. De 1980 à 2008, 77 événements classés comme catastrophes naturelles ont touché près de 600.000 personnes par an et causé pour plus de 100 millions de dollars de dégâts économiques chaque année sur le continent.

Lorsqu'un désastre survient, les forces de sécurité sont généralement les premières à intervenir. Elles disposent d'avions pour acheminer l'aide, d'hélicoptères pour secourir des personnes isolées, de personnel médical pour fournir l'aide d'urgence et de techniciens pour réparer les routes et les ponts. Elles ont été aussi formées à maintenir l'ordre lorsque les populations touchées sont désespérées et inquiètes.

En plus de ces rôles traditionnels, les militaires africains jouent maintenant un rôle clé dans la préparation aux catastrophes et à l'atténuation de leurs effets. En Ouganda, par exemple, des officiers militaires pilotent des centres d'intervention d'urgence qui peuvent prévoir et suivre les catastrophes. Ainsi, les dirigeants civils peuvent organiser une réponse coordonnée. L'armée participe aussi à la planification avancée des pandémies pour soutenir les services médicaux et maintenir l'ordre en cas d'épidémie. Les spécialistes militaires et civils des interventions en cas de catastrophes se servent de la technologie pour alerter les citoyens, collecter des données météorologiques et géologiques et déterminer les zones d'extrême urgence dans leur pays.

Les mesures d'intervention en cas de catastrophes doivent être un effort conjugué. L'armée joue un rôle crucial dans l'aide aux autorités civiles, aux premiers intervenants, aux organisations non gouvernementales et au secteur privé. Grâce à ce système intégré et multisectoriel, les pays africains se rendent comptent que les catastrophes peuvent être mieux gérées. La nature sera toujours imprévisible. Cependant, grâce aux plans d'intervention en cas de catastrophe, à l'attribution des ressources nécessaires et à la tenue d'exercices, il est possible d'atténuer l'impact des pires catastrophes mondiales et de sauver des vies.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des policiers ougandais traversent une route inondée près de la frontière avec le Soudan du Sud en août 2013. REUTERS

Intervention en cas de catastrophe

Volume 7, 1er trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

REUTERS

ISTOCK

LA SIERRA LEONE INAUGURE UN FONDS *de lutte contre les catastrophes*

Le Dr. Ernest Bai Koroma est le quatrième président de la Sierra Leone. Voici un résumé d'un discours qu'il a prononcé le 8 mai 2013 au centre de conférences Miatta à Freetown, en Sierra Leone, à l'occasion du lancement du Fonds d'intervention en cas de catastrophe nationale.

Nous vivons dans un village global et nous faisons partie intégrante des avantages et des inconvénients qui découlent de notre appartenance à la communauté mondiale. Un défi majeur aujourd'hui est la gestion des catastrophes qui surviennent de plus en plus souvent. Des événements dans une partie du monde peuvent engendrer des catastrophes dans une autre région et cette région pourrait bien être la nôtre. D'autres peuvent nous venir en aide. Cependant, nous devons être prêts. Nous devons prendre les devants et être en première ligne dans la gestion des catastrophes de notre propre coin du village.

Pour citer les derniers chiffres de 2011 et 2012, plus de 20 personnes ont disparu dans des inondations en Sierra Leone. Nous avons vu augmenter les cas d'incendie ravageant les villages et les villes. En outre, des tempêtes ont dévasté près de 10 villes et villages au cours des deux derniers mois. Nous devons attaquer de front les problèmes posés par ces événements. Cela signifie que nous devons disposer de mécanismes nationaux et locaux de préparation aux catastrophes. En fait, même aux niveaux mondial et régional, l'accent est mis sur les aspects de prévention et d'atténuation des impacts et sur la préparation à la riposte. Au lieu de mener une approche ad hoc des catastrophes et des urgences qu'elles entraînent, nous devons baser nos stratégies sur une attitude plus proactive.

Mesdames et messieurs, mon gouvernement est déterminé à promouvoir un environnement sûr et sécurisé et nous sommes très engagés à atteindre les cinq piliers du Cadre d'action de Hyogo pour la période 2005-2015. Ce cadre appelle à accroître l'engagement politique et à créer des institutions à tous les niveaux, à identifier, évaluer et effectuer le suivi des risques pour renforcer l'alerte précoce, à utiliser les connaissances, l'éducation et l'innovation pour instaurer une culture de résistance, à intégrer la RCC (réduction des risques de catastrophes) dans les secteurs clés pour réduire les facteurs de risque sous-jacents et à renforcer la préparation à une riposte efficace. Ainsi, nous serons en mesure de réaliser ces objectifs.

Par souci de renforcer les systèmes d'alerte précoce dans le pays, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FISCR) a introduit l'Application de secours d'urgence Trilogy (TERA) avec l'aide de la Croix-Rouge de Sierra Leone et de ses partenaires. Ce système permet à la Croix-Rouge d'envoyer directement un SMS sur les téléphones des populations en fonction de leur zone géographique afin de leur fournir des informations sur la prévention des maladies, des alertes météorologiques et/ou l'annonce de catastrophes imminentes, entre autres, ainsi que de leur donner des instructions pour sauver des vies.

TERA a été mis en place pour la première fois à Haïti dans le cadre des initiatives mises en place suite au tremblement de terre qui a eu lieu en 2010. Je m'empresse de vous dire que la Sierra Leone est le deuxième pays du monde à utiliser TERA et le premier pays d'Afrique subsaharienne. Aucun autre système d'alerte précoce n'est capable d'atteindre un grand nombre de personnes dans un laps de temps aussi court et d'une manière aussi directe et personnelle. Le FISCR lancera ce système de SMS d'urgence dans 40 pays au cours des cinq années à venir.

Mesdames et messieurs, je suis particulièrement fier de pouvoir lancer le Fonds de secours et d'intervention d'urgence en cas de catastrophe nationale. Nous fournissons le capital de départ de ce fonds. Vous recevrez les informations sur les comptes à la Banque de Sierra Leone.

Le lancement de ce fonds de départ n'est qu'une étape. Il est donc important d'assurer sa pérennité. Pour ce faire, nous devons conjuguer nos efforts. La prévision des désastres est toujours le moyen le plus approprié de gérer les catastrophes et les urgences qui s'ensuivent. Notre pays est en marche : il nous faut donc agir pour maintenir et protéger notre développement en soutenant la préparation aux catastrophes.

REUTERS

Un ouvrier sort de la centrale géothermique KenGen d'Olkaria, près de Naivasha, à l'ouest de Nairobi. KenGen, la première société d'énergie électrique du pays, cherche à construire une nouvelle centrale géothermique.

LE KENYA EXPLOITE SON POTENTIEL GÉOTHERMIQUE

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Situé à proximité du grand rift, qui était autrefois le foyer d'une activité volcanique, le Kenya est le plus grand producteur d'énergie géothermique du continent. Treize pour cent du réseau électrique national est alimenté par cette énergie renouvelable. Cependant, des champs géothermiques inexploités peuvent répondre à la demande énergétique du pays tout entier, et au-delà.

Près de la ville de Naivasha, Isaac Kirimi, contremaître de forage chez KenGen, la première société d'énergie du Kenya, gravit une colline fumante. « C'est comme un volcan en activité, dit il. Vous pouvez facilement vous croire en enfer ».

Plus de 30 ans après que KenGen a construit sa première usine géothermique dans la région, les investissements dans les énergies renouvelables sont en plein essor. Aidée par le gouvernement, la société KenGen accélère la production géothermique.

Toutefois, l'expansion n'est pas acceptée par tous les Kenyans. Les Masaï, qui vivent sur le site d'un projet géothermique prévu, risquent d'être déplacés si ce projet est réalisé. Les membres de cette communauté sont en négociation avec KenGen, afin d'exiger des emplois et une partie des bénéfices.

Pour le moment, la majorité des besoins énergétiques du Kenya sont couverts par l'énergie hydraulique. Or, cette dernière est réduite en cas de pénurie d'eau, ce qui plonge régulièrement le Kenya dans le noir.

Pour exploiter l'énergie géothermique, des puits sont creusés à plus de 2 kilomètres de profondeur. La vapeur produite par les puits est contrôlée pendant des mois. Si elle est exploitable, elle est extraite du puits avec l'eau chaude. La vapeur est acheminée par des canalisations jusqu'à une centrale électrique, où elle est convertie en électricité. Puis, l'eau est réinjectée dans le sol.

Le Cameroun délivre des documents officiels pour les mariages

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le Cameroun a organisé des mariages collectifs pour unir officiellement des couples, dont certains vivaient ensemble depuis 50 ans sans documents officiels. Ce changement protégera les droits et les biens des femmes en cas de décès de leur mari.

Quatre-vingt-dix pour cent des Camerounais ne possèdent pas d'acte de mariage officiel. Lorsqu'un homme meurt, les membres de sa famille saisissent parfois les biens communs du couple, parce que la femme ne peut y opposer un document officiel.

Parmi les couples ayant obtenu un acte de mariage de la municipalité de Yaoundé, se trouve Théodore Mehamere, âgé de 85 ans. Il se rappelle encore très bien comment il a rencontré sa femme, Mino Colette, âgée elle de 77 ans. « J'étais le chef d'une unité de contrôle agricole. Je passais par beaucoup de villages, raconte-t-il. C'est là que je l'ai vue. C'était une gamine à l'époque. Je ne l'ai pas quitté depuis. »

Colette voulait se marier un jour. Alors, quand le gouvernement camerounais a annoncé son programme de mariages collectifs, elle s'est inscrite. Pour elle, c'était un rêve qui se réalisait. « Je suis tellement heureuse d'épouser mon mari, Théodore Mehamere, a-t-elle dit. Même s'il est vieux, je l'aime sincèrement. Moi aussi je suis vielle et je me suis enfin mariée. Dieu soit loué. »

Marie Thérèse Abena Ondoua, ministre camerounaise de la Promotion de la femme et de la Famille, a déclaré que la légalisation de ces mariages apporterait la stabilité dans les foyers et dans la société. « C'est un exemple pour les jeunes couples qui ne pensent même pas à se marier », a-t-elle ajouté.

JANE BOLES

Un couple signe un acte de mariage à Bamenda, au Cameroun, en 2008. La grande majorité des mariages ne sont pas enregistrés officiellement.

LE GÉANT DE L'AFRIQUE

Nelson Mandela : 18 juillet 1918 - 5 décembre 2013

« Bien qu'il ait atteint l'âge avancé de 95 ans, la mort de Madiba laissera un grand vide qu'il sera difficile de combler sur notre continent. Il manquera terriblement à tous ceux qui chérissent l'amour, la paix et la liberté dans le monde entier ».

— Goodluck Jonathan, Président du Nigeria

« Comme le diamant le plus précieux affûté dans les profondeurs de la terre, le Madiba qui est sorti de prison en janvier 1990 était pratiquement sans faille. […] Au lieu de crier vengeance, il a lancé un message de pardon et de réconciliation, inspirant d'autres par ses actes extraordinaires empreints d'une grande noblesse d'esprit ».

— Desmond Tutu, archevêque émérite

« Nous ne verrons plus jamais d'égal à Nelson Mandela. Permettez-moi toutefois d'affirmer aux jeunes d'Afrique et du monde entier qu'ils peuvent s'approprier l'œuvre de sa vie. »

— Barak Obama, président des États-Unis

« Ton long chemin vers la liberté s'est achevé au sens physique du terme. Notre propre voyage continue. Nous devons continuer à construire la société à laquelle tu as travaillé sans relâche. […] L'Afrique du Sud va continuer à grandir ».

— Jacob Zuma, président d'Afrique du Sud

RAPPORTS D'ASSOCIATED PRESS, DE REUTERS ET D'*ADF*

Nelson Mandela restera dans les mémoires comme celui qui a tout donné pour la liberté et tout pardonné pour la paix. Le premier président noir d'Afrique du Sud et le plus grand guerrier dans la lutte contre l'apartheid a passé 27 ans en prison comme prisonnier politique. À sa libération en 1990, il était à la croisée des chemins, entre châtiment et réconciliation. Son choix et son leadership en tant que président ont sorti le pays des ténèbres et donné un exemple à suivre au reste du monde. Mandela, appelé affectueusement Madiba, est mort le 5 décembre 2013, plongeant dans le deuil les peuples de tous les pays. Ci-dessus sont rapportés les mots de ceux qui l'ont connu et admiré.

GETTY IMAGES

PRÉVENTION
PRÉPARATION
INTERVENTION
REDRESSEMENT

Répétition

Comprendre les cycles de la gestion des situations d'urgence peut atténuer l'impact des catastrophes

PERSONNEL D'*ADF*

Au Malawi, la saison de la faim, qui dure normalement du mois d'août au mois de mars, s'est rallongée ces dernières années. La déforestation et le changement climatique ont perturbé les cycles pluviométriques. Une telle situation met à l'épreuve la région du sud, où est concentrée la pauvreté. Malgré cela, environ 200.000 habitants de huit districts ont adapté leurs moyens de subsistance et ont modifié leurs pratiques agricoles pour intensifier leur résilience aux épisodes prolongés de sécheresse.

Avec l'aide de l'Agence américaine pour le développement international (U.S. Agency for International Development ou USAID), les Malawites apprennent des techniques de conservation pour exploiter au mieux leur terre. Ils plantent des arbres en vue de faciliter la rétention d'eau dans les sols. Ils creusent des tranchées pour canaliser l'eau vers les cultures. Des pompes à pédales contribuent également à l'acheminement de l'eau. Ce travail renforce les efforts plus traditionnels visant à surmonter les épisodes de sécheresse.

« Nous observons les comportements des oiseaux, la direction du vent ou la floraison des manguiers », explique Jailos Mbawa, un membre bénévole de la communauté malawite qui s'efforce de réduire les risques liés aux catastrophes, dans une vidéo réalisée pour ProVention Consortium. « Nous pouvons déterminer l'arrivée éventuelle des pluies. »

Ces efforts mettent en exergue l'importance de la résilience, un élément crucial de la prise en charge des situations de catastrophe. En effet, les communautés locales résilientes sont capables de diversifier leurs moyens de subsistance pour surmonter les chocs et les facteurs de stress. Il peut arriver qu'un village confronté à des épisodes de sécheresse persistante ne puisse pas être en mesure de dépendre de l'agriculture pour sa subsistance. Ses résidents peuvent, par exemple, élever des chèvres et de la volaille pour subvenir à leurs besoins lorsque les récoltes sont maigres.

Un soldat mozambicain participe à une opération de recherche et de sauvetage le long du Zambèze à Chirembwe.

REUTERS

Les institutions publiques et militaires peuvent également stimuler la résilience. Les autorités du pays doivent disposer de cadres de travail et d'institutions leur permettant d'intervenir rapidement et efficacement en cas de catastrophe. La compréhension de la nature cyclique des catastrophes et les mesures d'interventions appropriées peuvent contribuer à renforcer cette capacité.

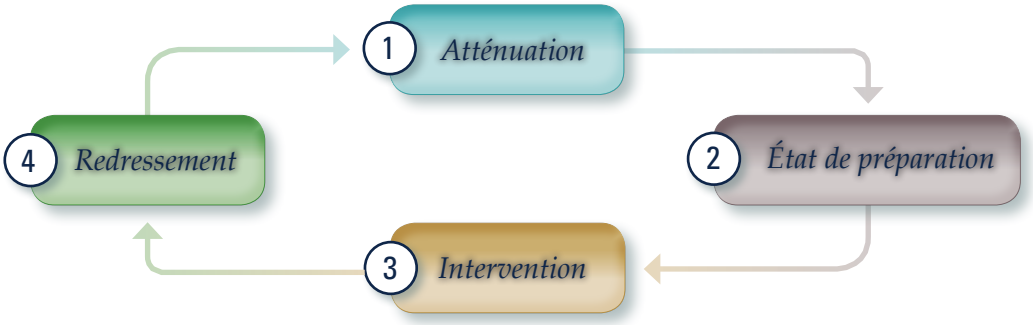
Les phases du cycle de gestion des situations d'urgence

Alors que de nombreux habitants du sud du Malawi ont appris à s'adapter à la nature cyclique des épisodes de sécheresse, les gouvernements nationaux, les armées et les intervenants en situation d'urgence doivent aussi connaître les phases du cycle de gestion des situations d'urgence et planifier leurs interventions en conséquence. Ces quatre phases sont généralement la prévention et l'atténuation, l'état de préparation, l'intervention et le secours et enfin le redressement et le relèvement. Ces phases sont typiques de la plupart des catastrophes majeures, telles que les inondations et les périodes de sécheresse, très fréquentes en Afrique. Voici un aperçu de chaque phase.

La prévention et l'atténuation concernent les efforts entrepris pour éviter de futures catastrophes, ou tout au moins en atténuer au maximum les effets. Cette phase comprend toute action engagée pour réduire la gravité des dommages lorsqu'une catastrophe ne peut pas être évitée. Par exemple, dans un village agricole du Burkina Faso, les habitants ont tenté d'éviter la dévastation causée par les épisodes de sécheresse à l'aide d'un barrage permettant l'accumulation de l'eau, une précieuse ressource. L'eau est ensuite acheminée vers les cultures grâce à des petits canaux. Certains agriculteurs de ce pays et du Niger plantent également des arbres et creusent des demi-lunes, c'est-à-dire des cuvettes en demi-cercle destinées à collecter et à stocker l'eau. Ces mesures permettent d'irriguer les cultures lorsque la pluie se fait rare.

L'état de préparation implique une planification assurant la sécurité et contribue aux opérations d'intervention et de secours. Vers la fin de l'été 2013 au Ghana, l'Organisme de gestion des catastrophes naturelles (National Disaster Management Organisation ou NADMO) a fait face à des inondations, un problème fréquent durant la saison des pluies. Le Burkina Faso limitrophe envisageait le déversement du barrage Bagre pour disperser ses propres eaux de pluie, abondantes. Ce déversement devait s'écouler dans le Nord du Ghana. Pour se préparer à cette éventualité, Kofi Portuphy, le coordinateur national de NADMO, a déclaré que les responsables avaient cartographié les

Les quatre phases de la gestion des situations d'urgence



petits affluents de la Volta afin d'identifier les communautés locales vulnérables nécessitant une évacuation, le cas échéant.

L'intervention et les secours concernent les actions engagées pour sauver des vies et empêcher davantage de dommages aux biens. Au cours de cette phase sont mis en œuvre les plans de préparation aux situations de catastrophe et d'intervention d'urgence. Par exemple, dans l'éventualité d'une flambée de grippe pandémique, un ministre de la Santé publique peut mobiliser un programme de vaccination pour ralentir la propagation de l'infection. L'armée peut aider à mettre en place des zones de quarantaine et à assurer la sécurité afin que les intervenants médicaux puissent traiter les malades et les prendre en charge. Pendant les famines, comme celle qui a sévi en Somalie de 2010 à 2012, les forces de sécurité peuvent assurer l'ordre pendant que les organisations d'aide humanitaire distribuent des vivres.

Le redressement et le relèvement ont lieu lorsqu'un pays s'efforce de retrouver le cours normal des choses, ou tout au moins une situation plus sûre, après une catastrophe. Cette phase du cycle de gestion des situations d'urgence peut concerner les problèmes de développement, tels que la réparation ou la remise en état des infrastructures endommagées. C'est également le moment de réexaminer les efforts d'atténuation et de prévention, afin de se préparer à une nouvelle catastrophe. Lorsqu'ils procèdent au remplacement ou à la réparation de routes et de ponts emportés par les inondations, les responsables peuvent envisager d'inclure de meilleurs réseaux d'assainissement pour aider à éviter des dommages futurs.

Le renforcement des capacités sur tout le continent

L'aptitude des pays africains à prévenir efficacement les catastrophes naturelles, à intervenir en conséquence et à s'en relever est très variable, selon Lorraine Rapp, directrice du Programme de préparation aux catastrophes à l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. Son programme noue des contacts avec la société civile et les institutions militaires des pays africains volontaires, analysant leurs systèmes de gestion des situations d'urgence pour en identifier les lacunes et les points forts. Parallèlement, le programme offre des ateliers et des exercices de formation pour aider les différents pays à élaborer un plan d'action afin qu'ils puissent mettre en place leurs propres systèmes de gestion des catastrophes. Une fois la planification établie, les partenaires se réunissent avec l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique en vue d'examiner la façon dont ils peuvent aider le pays à renforcer cette capacité.

« Je pense qu'il y a beaucoup de capacités, en ce sens que nos partenaires sont des professionnels. Ils savent ce qu'il est nécessaire d'accomplir, a expliqué Lorraine Rapp. Ils ont les bonnes idées. Ils n'ont tout simplement pas les ressources permettant de renforcer cette capacité. »

L'état-major unifié a travaillé de la façon la plus approfondie avec le Ghana, le Kenya, le Nigeria et l'Ouganda. Il a eu divers niveaux d'interaction avec le Bénin, le Burkina Faso, le Liberia, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et le Togo. Un soutien d'appoint a été offert au Botswana, à Maurice et au Maroc.

Une réussite exemplaire au Ghana

Le Ghana se distingue particulièrement en Afrique en raison de l'autorité légale de NADMO pour coordonner les interventions en cas de catastrophes entre les diverses agences nationales. D'autres pays peuvent disposer d'organismes de gestion des catastrophes. Toutefois, sans autorité légale, ils doivent passer par l'intermédiaire du président ou du premier ministre de leur pays. Cette absence d'autorité peut compliquer et retarder l'efficacité et la coordination des interventions lorsque frappe la catastrophe. Au Ghana, le ministère de l'Intérieur donne à NADMO les moyens d'action pour coordonner les interventions.

Le Ghana travaille également en partenariat avec la Garde nationale du Dakota du Nord par le biais du Programme de partenariat avec les États (State Partnership Program ou SPP) du Département de la Défense des États-Unis, qui met en relation les divers États des États-Unis avec des pays du monde entier. Dans le cadre de cette relation, Kofi Portuphy de NADMO s'est rendu dans le Dakota du Nord pour observer les interventions de la Garde nationale visant à faire face à des inondations, une situation qui est familière aux deux régions.

AFP/GETTY IMAGES

OXFAM

Ci-dessus à gauche : les catastrophes peuvent endommager ou détruire les infrastructures, comme sur cette route que les crues ont emportée à Maputo, au Mozambique, en janvier 2013. La reconstruction des infrastructures fait partie de la phase de redressement et de relèvement du cycle de gestion des situations d'urgence.

Ci-dessus à droite : des travailleurs creusent des *demi-lunes* dans le sol sec, dans le village de Gobro, à 1.000 kilomètres à l'est de Niamey, au Niger. Ces structures collectent et stockent l'eau et peuvent faciliter la plantation dans les zones sèches.

Le commandant Brock Larson, directeur du SPP du Dakota du Nord, a indiqué que Kofi Portuphy est revenu dans son pays et a aussitôt commencé à travailler sur la construction du Centre national des opérations pour les situations d'urgence du Ghana. Le personnel de la Garde nationale du Dakota du Nord a aidé les Ghanéens à organiser le centre et à mettre en place la gestion de l'information. En outre, elle a formé les instructeurs de façon à ce que le Ghana puisse proposer une formation à ses propres responsables de la gestion des situations d'urgence dans l'ensemble du pays.

L'armée joue un rôle crucial dans les interventions en cas de catastrophes

Pour ce qui est des quatre phases de la gestion des situations d'urgence, l'armée peut souvent avoir le plus d'impact en matière d'intervention et de secours. Les armées disposent de l'équipement et des capacités permettant de livrer des vivres et d'autres fournitures mais aussi d'établir les communications, comme le rappelle Marcus Oxley, directeur du Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques liés aux catastrophes. Les armées peuvent acheminer les intervenants et les équipements dans les zones frappées par une catastrophe, même si un événement endommage ou détruit une infrastructure.

Cette capacité était manifeste début 2013. Les Forces de défense nationale sud-africaines (South African National Defence Force ou SANDF) ont porté assistance au Mozambique lors de crues ayant provoqué le déplacement de milliers de personnes. L'armée de l'air sud-africaine a transporté plus de 150 tonnes de vivres, et les SANDF ont secouru des centaines d'habitants menacés par la montée des eaux du Limpopo.

Le groupe de Marcus Oxley se concentre sur l'atténuation et la prévention. Ces initiatives consistent en partie à s'assurer que les habitants tiennent compte de la résilience dans leurs moyens de subsistance, comme les villageois du sud du Malawi. Si aucun progrès n'est accompli dans ces domaines, les vulnérabilités persistent et les communautés locales sont en proie aux difficultés lorsque frappe la catastrophe. « Donc, évidemment, il nous faut être dans un meilleur état de préparation et pouvoir mieux intervenir. Cependant, si nous ne nous attaquons pas aux causes, nous accuserons toujours du retard, a constaté Marcus Oxley. Malheureusement, c'est là que nous faisons le moins de progrès. »

Il n'est pas rare que des catastrophes surviennent dans des zones de conflit, comme la famine en Somalie. « Ce n'est jamais simplement une catastrophe naturelle, a ajouté Marcus Oxley. Il y a toujours également une vulnérabilité et une exposition extrêmes, qui est autant causée par l'insécurité et la fragilité des ces pays que par le phénomène naturel en lui-même (le cyclone, l'inondation, ou la sécheresse). Ainsi, vous obtenez cette sorte de situation hybride, pour ainsi dire, dans un contexte africain. Ce n'est pas toujours le cas. Toutefois, il y a de fortes chances que la situation soit hybride en faisant converger des problèmes naturels et des problèmes créés par l'homme. »

Ces problèmes créés par l'homme impliquent souvent un manque de sécurité. Les armées peuvent donc jouer un rôle avant que la catastrophe ne frappe, en favorisant la stabilité et en assurant la sécurité. « Vous n'allez jamais être capable d'instaurer un certain niveau de résilience si l'environnement n'est pas véritablement stable », a ajouté Marcus Oxley. ❑

Sauvés par

LA TECHNOLOGIE

PERSONNEL D'*ADF*

ILLUSTRATION D'*ADF*

Une catastrophe s'est abattue sur le Kenya fin 2007 et début 2008. Ce n'était pas une inondation, ni la famine, ni un tremblement de terre. Des manifestations à la suite d'une élection présidentielle contestée ont rapidement dégénéré en une vague de violence qui a fait 1.200 morts, déplacé plus de 300.000 personnes et pillé ou détruit 42.000 maisons et commerces. Pour répondre à la crise, un nouvel outil technologique a vu le jour. Cela prouve que les méthodes de préparation et d'intervention en cas de catastrophes, utilisant des techniques de pointe, n'ont pas besoin d'être compliquées ou onéreuses.

L'ORIGINE D'USHAHIDI

Alors que les violences postélectorales faisaient rage au Kenya, un nouveau site Web a été créé pour rassembler des informations sur des incidents, à travers le pays, par l'intermédiaire du « crowdsourcing » (approvisionnement par la foule). Il s'agit de recueillir des services, des idées ou, dans le cas du Kenya, des informations auprès de grands groupes de personnes, généralement par téléphone portable ou ordinateur.

« C'était en fait une sorte d'outil technologique bidouillé, qui permettait aux gens d'envoyer des informations sur les violences dont ils étaient témoins », a expliqué Chris Albon, directeur des projets de données chez Ushahidi, qui signifie « témoignage » en swahéli.

Depuis, Ushahidi s'est agrandi et, cinq ans plus tard, des sites utilisateurs ont été créés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Asie et en Afrique. Un exemple des avantages d'Ushahidi figure sur un site ougandais, sur la page Web de l'organisation. Le système d'alerte Tamuko est décrit comme un « système d'alerte à l'échelle nationale qui permet au public d'envoyer des informations concernant la santé, la criminalité, les accidents, les catastrophes et les problèmes d'infrastructure ».

ISTOCK

Ushahidi est un logiciel libre que tout le monde peut télécharger et héberger sur un serveur pour collecter des informations. Une fois le site Web mis en place, le public peut envoyer des informations sous forme de SMS, d'e-mails, de tweets ou par formulaire Web. Les informations sont analysées, organisées et indiquées sur une carte. Pendant la crise électorale au Kenya, par exemple, les gens pouvaient envoyer des informations sur des incidents violents dans certaines communautés. Une fois vérifiées, ces informations étaient publiées sur une carte, informant le public sur les zones les plus touchées.

« Notre plus grande catastrophe a été le tremblement de terre en Haïti, en 2010. Ushahidi a alors été utilisé au sol pour aider à transmettre les informations envoyées par le public. Il a même été utilisé par l'armée américaine pour déterminer où elle devait envoyer des vivres », a déclaré Chris Albon.

Ushahidi peut être utilisé pour collecter des données sur à peu près tout, y compris les défaillances d'infrastructure, la corruption, les personnes disparues ou les demandes d'aide d'urgence. « Le but n'est pas seulement de recevoir des informations, mais surtout de les transmettre aux personnes qui peuvent faire la différence », a-t-il ajouté.

L'armée et les agences gouvernementales peuvent utiliser l'application. Les coûts opérationnels sont pratiquement nuls et le public peut envoyer les informations même sur les portables les plus basiques. Comme le logiciel est libre, toute amélioration doit être mise à la disposition des utilisateurs, partout. « Si les opérations d'intervention en cas de catastrophes menées par l'armée sont améliorées grâce à notre logiciel, cela représentera pour nous un gain sur toute la ligne », a déclaré Chris Albon.

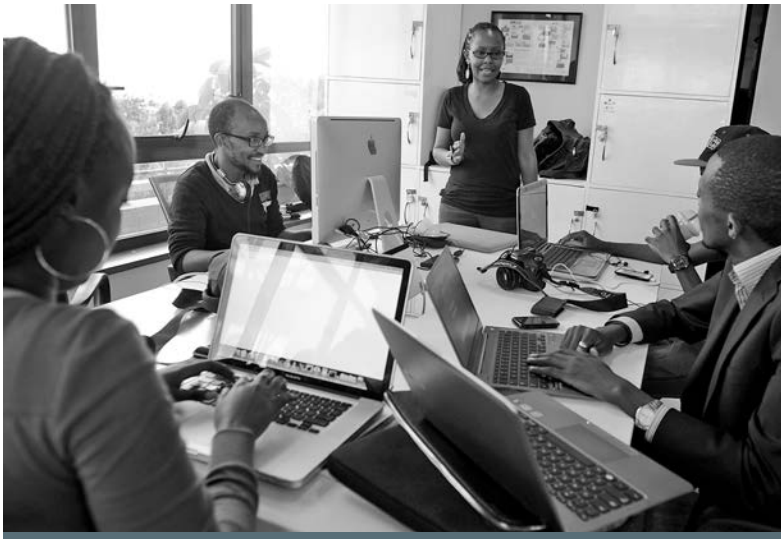
L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) comprennent, entre autres, les médias de diffusion, les téléphones portables, les ordinateurs et les satellites. Un rapport publié en 2012 par la Banque Mondiale a examiné quatre types de TIC pour l'adaptation aux changements climatiques : il s'agissait des systèmes d'information géographique, de l'e-gouvernance, des systèmes d'alerte précoce et des communications sans fil. Les systèmes d'information géographique et l'e-gouvernance sont généralement utilisés pour la prévention et le sauvetage. Les systèmes sans fil et d'alerte précoce rendent plus efficaces l'alerte et l'intervention en cas de catastrophes. Voici une description des quatre types de TIC :

Un jeune somalien cultive un champ de maïs à Dollow, au nord de la Somalie, en 2012.

AFP/GETTY IMAGES

Selon une étude de la Banque mondiale, il y avait moins de 20 millions de lignes fixes en Afrique en 2000. En 2012, il y avait environ 650 millions d'abonnement de téléphones portables.



Juliana Rotich (debout), directrice exécutive du site Web de crowdsourcing Ushahidi, parle avec ses collègues dans les bureaux de l'organisation à Nairobi, au Kenya.
AFP/GETTY IMAGES

Les systèmes d'information géographique permettent aux utilisateurs de visualiser les informations sous forme de modèles et de tendances. Dans des zones inondables, les cartes des systèmes d'information géographique peuvent indiquer la topographie, y compris les premières zones affectées, le type de logement dans la zone concernée et l'emplacement des infrastructures de drainage. Tous ceux qui ont accès à Internet peuvent voir ces informations.

L'e-gouvernance signifie la numérisation et la diffusion par Internet d'informations provenant des pouvoirs publics. Les outils d'e-gouvernance peuvent être utilisés pour des permis de construire et des achats de terrains. Ils vérifient souvent la prédisposition aux inondations avant d'octroyer les permis. La réglementation de la construction dans les zones inondables peut réduire la vulnérabilité.

Les moyens de communication sans fil, comme les portables et les radios, présentent des avantages évidents. Ils sont bon marché, répandus et un puissant outil pour envoyer et recevoir des communications vitales. Leur utilisation connaît une croissance exponentielle. Selon une étude de la Banque mondiale, il y avait moins de 20 millions de lignes fixes en Afrique en 2000. En 2012, il y avait environ 650 millions d'abonnement de téléphones portables.

Marcus Oxley, directeur du Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes, donne deux exemples de la manière dont la technologie mobile a facilité la préparation et l'intervention en cas de catastrophes. Alors qu'il voyageait en Asie, des personnes lui ont expliqué que leur famille aux États-Unis suivait la météo à la télévision 24 heures sur 24 et leur envoyait par SMS des informations sur les intempéries graves dans leur région. De même, après le séisme en Haïti, les intervenants d'urgence ont envoyé des SMS pour demander si des personnes étaient bloquées dans des bâtiments ou ensevelies sous les décombres. Les personnes pouvaient appuyer sur « oui » sur leur portable. Les systèmes GPS ont aidé les services de secours à établir un quadrillage pour les opérations de sauvetage.

Selon la Banque mondiale, Madagascar a utilisé un système de « crieur public », géré par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), pour avertir de l'arrivée des cyclones. Dans le cadre de ce système, le chef du village traverse la communauté en faisant sonner une cloche et en criant les avertissements. En 2012, le gouvernement a testé un système d'avertissement par SMS. Le système collecte aussi des données sur les dommages.

« Grâce à ce système, nous sommes en mesure d'évaluer les dommages en moins de 48 heures et d'aider à identifier les zones les plus touchées où la population a immédiatement besoin d'aide », a précisé Raonivelo Andrianianja du BNGRC.

La Sierra Leone a commencé en 2013 à mettre à profit l'usage du téléphone portable grâce à l'application de secours d'urgence Trilogy. La Société de la Croix-Rouge de Sierra Leone travaille avec des opérateurs de téléphonie mobile pour avertir des centaines de personnes par heure de la survenue d'incendies, d'inondations et d'épidémies. Environ 70 pour cent des Sierra-Léonais ont accès à un téléphone portable.

Le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine surveille les conditions météorologiques, le climat, l'agriculture, les prix et le commerce pour identifier les problèmes qui surgissent. La collecte et l'analyse de ces données aident les gouvernements et les organisations non gouvernementales à planifier leurs interventions en cas de crise alimentaire.

Des Somaliennes sont assises sur leur ration, au cours d'un exercice de distribution de nourriture dans un camp de personnes déplacées à Dollow, en 2012. La famine est courante en Somalie et dans toute la Corne de l'Afrique.
AFP/GETTY IMAGES

« Ce système sauve réellement des vies, a déclaré Abubakarr Tarawallie, directeur des communications de la SLRCS. Nous pouvons l'utiliser pour avertir les populations des éventuelles situations d'urgence ou épidémies déclarées et leur fournir des informations vitales sur la prévention de maladies comme le paludisme et le choléra. Qui plus est, le système est bilatéral. Ainsi, nous pouvons rapidement évaluer les zones ayant le plus besoin d'aide après une urgence et répondre aux demandes d'information à grande échelle. »

Les systèmes d'alerte précoce utilisent des dispositifs, tels que des logiciels de simulation des précipitations et des détecteurs, pour prévoir les inondations, les glissements de terrain et même les pénuries de nourriture causées par la sécheresse. Le réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning Systems Network ou FEWS NET) est l'une des technologies utilisées en Afrique. Créé à la suite des graves famines de 1985, FEWS NET surveille les conditions météorologiques, le climat, l'agriculture, les prix et le commerce pour identifier les problèmes. La collecte et l'analyse de ces données aident les gouvernements et les organisations non gouvernementales à planifier leurs interventions en cas de crise alimentaire.

Les informations sont placées sur des cartes avec des codes couleur, indiquant les perspectives à court et moyen termes pour la sécurité alimentaire, ainsi que des données météorologiques. Selon le site Web, dès qu'un problème est identifié « FEWS NET utilise un éventail d'instruments pour aider les décideurs à agir afin de réduire l'insécurité alimentaire. Ces produits comprennent des mises à jour sur la sécurité alimentaire de 25 pays, des perspectives et des alertes régulières sur l'insécurité alimentaire ainsi que des séances d'information et un soutien à la planification des risques et des ripostes ».

LA MAÎTRISE DES COÛTS EST ESSENTIELLE

Si la technologie peut être rapide et efficace, elle peut aussi être coûteuse. Le manque de ressources est le premier obstacle à l'achat et à l'entretien des équipements mais aussi à la formation du personnel qui l'utilise. En Afrique, il est logique de tirer profit des technologies largement répandues et déjà utilisées. La prolifération rapide des téléphones portables en est un exemple. L'information est cruciale en cas de catastrophes. Même les téléphones les moins chers permettent à la plupart des citoyens de partager et d'obtenir rapidement des informations précieuses.

Marcus Oxley a expliqué qu'il était essentiel de garantir le flux d'informations lors d'une catastrophe. « Les populations et les gouvernements doivent connaître la situation, les besoins et les pertes, a-t-il dit. Nous évoquons souvent les pots, les casseroles, les couvertures et les abris, soit le type de chose concrètes dont les gens ont besoin. Cependant, l'information est absolument cruciale. » ❑

PRÉPARATION AUX PANDÉMIES

LES ÉPIDÉMIES PEUVENT FACILEMENT SIDÉRER LES RESSOURCES DISPONIBLES : UNE CONSOLIDATION DES LIENS MILITAIRES ET CIVILS S'IMPOSE

ÉQUIPE D'*ADF*

Une maladie hautement contagieuse a frappé le Nigeria en février 2006. En avril, 325.000 personnes avaient été infectées et 223.000 avaient péri. Le virus s'est étendu au Burkina Faso, au Cameroun, au Ghana et au Niger. Il pouvait faire de nombreuses victimes et paralyser toute une industrie.

ADF ILLUSTRATION

La maladie, qui s'est déclarée dans une ferme à Jaji, au Nigeria, était une souche virulente de la grippe aviaire, connue sous le nom de H5N1. Elle frappait les poulets. Ceux qui n'avaient pas été tués par l'infection ont été abattus pour éviter la propagation de la grippe.

Maintenant, imaginez le même scénario avec des victimes humaines. Le résultat est une pandémie grippale qui peut se propager d'un pays à l'autre, à travers le continent et partout dans le monde. Des millions de personnes peuvent être atteintes et des centaines de milliers peuvent mourir. Une telle menace n'est pas hypothétique. Chaque année, une autre souche du virus de la grippe apparaît et, avec elle, la possibilité d'une pandémie mondiale.

Selon la revue Nature, en juillet 2013, le virus H7N9 a tué près de 40 personnes en Chine. « Les virus H7N9 ont différentes caractéristiques typiquement associées aux virus de la grippe humaine. Ils ont, par conséquent, un potentiel pandémique et doivent être étroitement surveillés », a déclaré Yoshihiro Kawaoka, un expert en grippe aviaire de l'université de Wisconsin-Madison aux États-Unis. « Si le virus H7N9 peut se transmettre facilement d'une personne à l'autre, une flambée épidémique mondiale est pratiquement certaine puisque les humains ne sont pas immunisés contre ce type de virus. »

Le H7N9 n'est pas mortel pour les volailles, ce qui complique les choses. Il manque un important signal de présence du virus, qui est alors encore plus difficile à dépister et à éradiquer. En juillet 2013, le virus a tué 20 pour cent des animaux contaminés, ce qui rend encore plus terrifiante la perspective d'une épidémie mondiale.

REUTERS

LES PHASES D'UNE PANDÉMIE

PERSONNEL D'*ADF*

Une pandémie diffère d'une épidémie en ce sens qu'elle n'est ni saisonnière ni limitée à une ville, une région ou un pays. Les pandémies tendent à se répandre dans le monde entier. Une épidémie se produit lorsque les taux d'infection dépassent les prévisions dans un pays ou une région.

Les pandémies sont généralement issues d'une nouvelle souche de virus qui n'a pas circulé chez l'homme avant ou, dans le cas de la grippe, depuis très longtemps. Les épidémies impliquent des sous-types de virus qui circulent déjà chez l'homme.

Comme elles traversent les frontières et les océans, les pandémies font plus de victimes que les épidémies.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) divise la pandémie de grippe en six phases :

Infections animales principalement avec peu d'infections humaines

PHASE 1 :

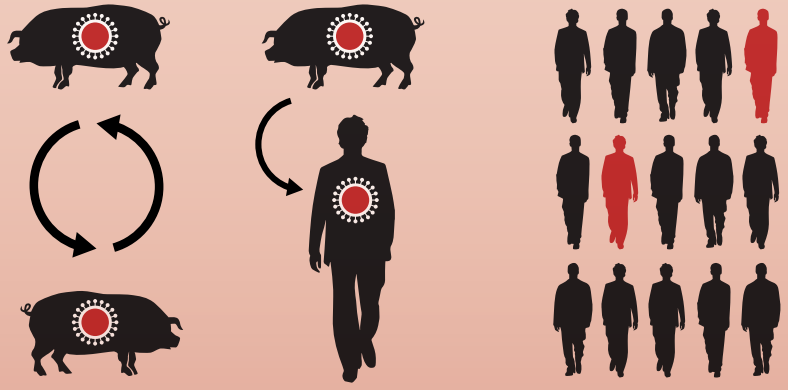
Aucun cas d'infection chez l'homme due à un virus circulant chez les animaux n'a été signalé.

PHASE 2 :

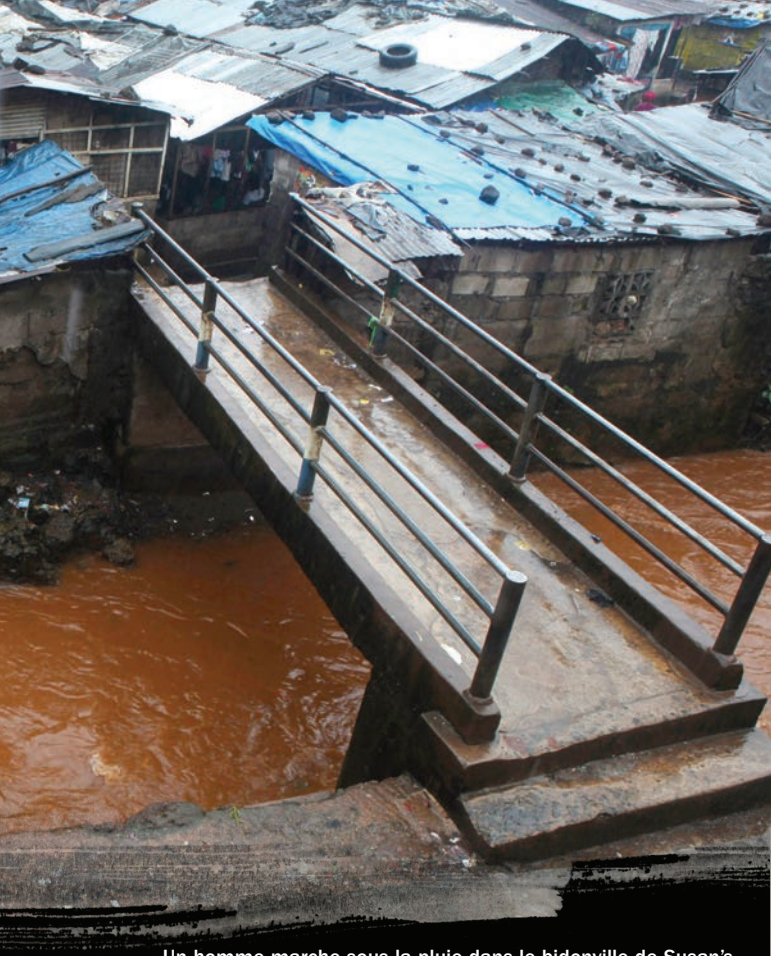
Un virus grippal circulant chez des animaux domestiques ou sauvages a provoqué des infections chez l'homme et est considéré comme constituant une menace de pandémie.

PHASE 3 :

Un virus grippal animal ou humain-animal a été à l'origine de cas sporadiques, mais n'a pas entrainé de transmission interhumaine suffisamment forte pour être capable de provoquer des flambées à l'échelle communautaire.



Sources : *Medical News Today* et Organisation mondiale de la Santé



Un homme marche sous la pluie dans le bidonville de Susan's Bay à Free Town, en Sierra Leone, en août 2012. Au plus fort de la saison des pluies, les zones surpeuplées, aux mauvaises conditions sanitaires, ont aggravé la propagation du choléra.

Le cas s'est déjà produit. En 1918, la grippe espagnole a tué 50 millions de personnes dans le monde, plus que toute autre maladie jamais enregistrée. Un cinquième de la population mondiale a été atteinte. La plupart des victimes avaient entre 20 et 40 ans. Rien qu'aux États-Unis, le nombre des victimes de la grippe a été estimé à 675.000. Certaines victimes sont mortes le jour même où les symptômes sont apparus.

LA PLANIFICATION D'UNE INTERVENTION

Lorsqu'une maladie a le potentiel de se propager comme l'épidémie de 1918, il est essentiel d'être préparé. De nombreux virus de la grippe trouvent leur origine en Asie de l'Est et du Sud-Est, puis se propagent dans le monde. D'après les estimations, les virus de la grippe incubent dans la région parce que les villes sont très peuplées et bien reliées entre elles. Une fois qu'un virus atteint l'Afrique, le potentiel de propagation s'intensifie en raison des déplacements transfrontaliers, du commerce et des capacités limitées des systèmes sanitaires africains.

Pour pallier ces problèmes, l'Agence des États-Unis pour le Développement international (United States Agency for International Development ou USAID) a collaboré, en 2008, avec le bureau du ministre de la Défense pour lancer le Programme de Riposte aux Pandémies (PRP) en Afrique et dans la région Asie- Pacifique. L'objectif était de se concentrer sur le rôle de l'armée vis-à-vis de l'aide à apporter aux autorités civiles en cas de pandémie grave, a déclaré Erik Threet, directeur de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique.

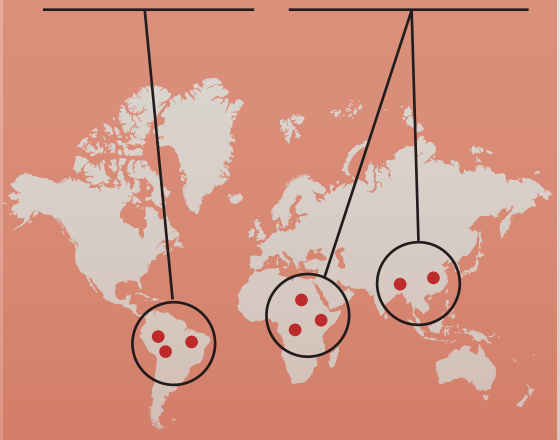
Transmission interhumaine vérifiée

PHASE 4 :
Transmission interhumaine vérifiée, capable de provoquer des flambées à l'échelon communautaire.

Propagation interhumaine étendue

PHASE 5 :
Le virus identifié a causé une flambée vérifiée à l'échelon communautaire dans deux pays ou plus d'une région de l'OMS.

PHASE 6 :
En plus des critères de la phase 5, le virus a causé des flambées à l'échelon communautaire dans au moins un pays d'une autre région de l'OMS.

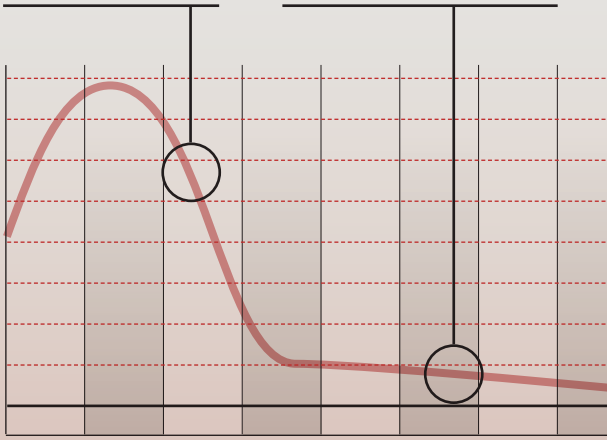


Possibilité de cas récurrents

PÉRIODE SUIVANT LE PIC :
Dans la plupart des pays le nombre de cas a chuté au-dessous de celui observé lors du pic.

L'activité de la maladie retrouve les niveaux saisonniers

PÉRIODE POSTPANDÉMIQUE :
Dans la plupart des pays, l'activité de la grippe est revenue à des niveaux saisonniers.



AFP/GETTY IMAGES

Des agents de l'Organisation mondiale de la Santé entrent dans un hôpital dans le district de Kibale, en Ouganda, après une épidémie d'Ebola en 2012. Des responsables militaires et civils se préparent dans toute l'Afrique à affronter les pandémies.

Dans le cadre de ce programme, des réunions ont été organisées sur le continent pour familiariser les pays africains avec le plan développé. Il revient aux pays d'inviter individuellement l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique à participer à leur planification. Des responsables du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, du Kenya, du Liberia, du Nigeria, du Sénégal, de la Tanzanie, du Togo et de l'Ouganda ont collaboré avec des responsables américains pour établir des plans de lutte contre les pandémies, selon Erik Threet.

LA SENSIBILISATION EST LA CLÉ

Lorsque Daniel Gambo, directeur de l'Agence nationale nigériane de gestion des urgences, a participé à un exercice d'intervention en Tanzanie, en tant qu'observateur, son pays avait déjà rédigé un plan d'intervention en cas de pandémies, mais ne l'avait jamais utilisé, comme il l'a expliqué à *ADF*. Au lieu d'attendre qu'une épidémie se déclare, les responsables nigérians ont décidé de tester ce plan.

Le Nigeria a envoyé son plan à l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et un exercice de simulation a été organisé en octobre 2011 à Lagos. « Cela a été fantastique, parce que, pour cet exercice, nous avons rassemblé 100 participants de toutes les agences impliquées dans les catastrophes pandémiques, a déclaré Daniel Gambo. Cet événement a créé une grande sensibilisation. »

Quelques mois plus tard, les enseignements tirés de l'exercice ont été examinés, en présence de responsables militaires. Ainsi, un plan d'urgence militaire sur les interventions en cas de pandémies a pu être établi.

Par la suite, les plans civils et militaires ont été comparés. Une autre réunion et un exercice se sont tenus en novembre 2013 pour discuter de trois plans définitifs, à savoir le plan de préparation et d'intervention en cas de pandémies de la République fédérale du Nigeria, le plan d'urgence pandémique des forces armées nigérianes et le plan d'urgence d'assistance militaire aux autorités civiles, selon News Afrique Informations. Le dernier exercice permettra de développer un plan stratégique sur cinq ans pour garantir des interventions efficaces.

La sensibilisation est le premier objectif du programme, selon Lorraine Rapp, co-directrice du

Programme de préparation aux catastrophes de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, avec Erik Threet. Même si plusieurs pays ont été impliqués dans la planification, aucun d'entre eux n'a eu à intervenir contre une vraie pandémie. Néanmoins, le programme a fourni des avantages réels.

« Cela concernait plus le travail et les interactions. Par exemple, des organisations et des ministères qui ne communiquaient pas avant, considéraient la pandémie comme une question sanitaire ou ne se sentaient pas concernés comprennent mieux maintenant qu'ils doivent vraiment travailler ensemble », a expliqué Lorraine Rapp.

L'Ouganda a bénéficié de cette sensibilisation et de ces communications accrues au cours des glissements de terrain de 2010, qui ont fait entre 100 et 300 victimes dans le district de Bududa, dans l'est du pays. La formation aux interventions en cas pandémies, qui avait rassemblé des intervenants militaires et civils, a permis d'éliminer les obstacles et de renforcer l'idée que la pandémie n'est pas seulement une question de santé.

« L'un de leurs responsables en charge de la gestion des urgences nous a même dit que, grâce à leurs activités dans le cadre du Programme d'intervention en cas de pandémies, ils connaissaient leurs homologues au sein de l'armée et n'avaient eu aucun problème à leur demander de l'aide. Auparavant, ils ne l'auraient jamais fait », a précisé Lorraine Rapp.

Les exercices ne rassemblent pas uniquement des fonctionnaires d'État. Des observateurs d'autres pays y participent aussi, tout comme des organisations non gouvernementales et des agences des Nations Unies. Daniel Gambo a assisté à des réunions au Ghana, au Sénégal, en Tanzanie et au Togo. De même, le Nigeria a invité des représentants d'Angola, du Burkina Faso, du Ghana et de Mozambique à participer en tant qu'observateurs ou animateurs. « Cela nous a aidé à définir la direction à prendre, a dit Daniel Gambo. Cela les a aussi aidé à savoir où ils en sont et les objectifs qu'ils espèrent atteindre. Nous prenons maintenant l'initiative et le Nigeria a de quoi en être fier. »

LE RÔLE DE L'ARMÉE

Les épidémies relèvent normalement de la responsabilité des ministères de la Santé. Or, lorsqu'une pandémie se développe, le gouvernement tout entier doit être impliqué. Erik Threet a expliqué que le PRP a toujours visé à aider « l'armée à assister les autorités civiles en cas de pandémie grave ». En cas d'épidémie virulente, des milliers de personnes pourraient être dans l'incapacité de se rendre à leur travail, entraînant l'arrêt d'infrastructures essentielles et du commerce. Les systèmes sanitaires civils pourraient être débordés et l'armée pourrait être appelée pour assurer la sécurité et le maintien de l'ordre. « Nous avons envisagé la situation sous cet angle, du point de vue de la stabilité et de la sécurité, sur l'initiative des services sanitaires », a-t-il ajouté.

Le Kenya a terminé son engagement dans le cadre du processus PRP. Le colonel Vincent Anami, aujourd'hui à la retraite et ancien directeur du Centre national des opérations d'intervention en cas de catastrophes du Kenya, a déclaré que les formations et les exercices avaient mis en évidence les lacunes concernant les capacités d'intervention du pays. Des plans d'intervention médicale d'urgence ont été développés. Cependant, aucune « approche gouvernementale globale » n'existait, comme le préconisait le programme. La nouvelle approche implique le gouvernement, l'armée et le secteur privé, tout en se concentrant sur la coopération entre l'armée et les autorités civiles.

« Le rôle de l'armée kenyane consiste principalement à assister les autorités civiles aux niveaux médical et logistique et à assurer la sécurité pendant une pandémie », a expliqué Vincent Anami. « Désormais, sur le plan médical, les médecins militaires collaboreront avec les hôpitaux civils et mettront en place les infrastructures adéquates si les hôpitaux civils sont surchargés. […] Ils fourniront aussi une assistance logistique lorsque les moyens civils seront débordés pendant une pandémie. »

DES INITIATIVES DESTINÉES À GÉRER PLUSIEURS TYPES DE PANDÉMIES

Avant d'être intégré dans le Programme de préparation aux catastrophes de l'état-major unifié des États-Unis en Afrique, le PRP était destiné à traiter les problèmes liés aux grandes pandémies de grippe. Or, selon Lorraine Rapp, la formation et la planification des pandémies peuvent aussi donner aux pays les moyens de traiter d'autres flambées dangereuses.

L'Afrique centrale a connu plusieurs épidémies d'Ebola, l'un des virus les plus contagieux et les plus mortels du monde. Ces épidémies ont touché la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), le Soudan et l'Ouganda. Le virus tire son nom d'un fleuve de la RDC. Apparenté au virus Ebola, le virus de Marburg a aussi provoqué des épidémies en Afrique centrale.

Le VIH/sida est aussi courant sur le continent, en dépit des succès récents vis-à-vis de la réduction de la contamination et des taux de mortalité. En Afrique se trouve aussi la « ceinture de la méningite », qui s'étend de l'Érythrée, à l'est, au Sénégal, à l'ouest. Des épidémies de choléra peuvent survenir lorsque les inondations compromettent l'approvisionnement en eau potable. En outre, la polio a récemment fait son apparition en Somalie et au Nigeria.

Chacune de ces maladies pourrait poser problème si elle se déclenchait dans un camp de personnes déplacées par la sécheresse, la famine ou une inondation. Si cela se produisait, il serait essentiel de disposer d'un plan efficace intégrant les capacités logistiques et d'intervention de l'armée.

« Pour des menaces surgissant rapidement, je pense que la formation et la planification sont les mêmes », a affirmé Lorraine Rapp. ❑

LES CENTRES SONT D'IMPORTANCE CRUCIALE POUR INTERVENIR EN CAS DE CRISES

Le Centre national de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence de l'Ouganda offre un modèle

PERSONNEL D'*ADF*

En juillet 2013, trois séismes ont ébranlé la région du lac Albert en Ouganda. Les secousses n'ont causé que des dommages minimes, mais ont rappelé aux responsables du pays chargés des interventions en cas de catastrophes qu'il leur fallait être préparés à tout événement majeur susceptible de frapper la région.

« C'était un avertissement, une véritable sonnette d'alarme. Cela nous a réellement motivé à vérifier nos capacités », a déclaré le général de division Julius Oketta, directeur du NECOC (National Emergency Coordination and Operations Centre), le Centre national de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence du pays. « Nous avons conclu qu'effectivement, si cela s'était produit, nous n'aurions pas disposé des capacités suffisantes. »

En réaction, Julius Oketta et le NECOC ont convoqué une réunion du Comité ministériel de gestion des catastrophes à laquelle ont participé des représentants de tous les ministères gouvernementaux, des Nations Unies, du secteur privé et d'organisations non gouvernementales (ONG). Ils avaient besoin de connaître leurs atouts et d'identifier les lacunes en matière de capacités.

« Nous avons demandé à chacun d'entre eux de dresser un état des lieux des capacités dont ils disposaient en cas de séisme ou d'inondation ou de toute autre situation d'urgence », a-t-il précisé lors d'une interview donnée à *ADF* en septembre 2013. « À présent, nous regroupons les capacités de toutes les institutions du gouvernement. Nous identifions celles qui ont des capacités et quels besoins ces dernières satisfont. Je développe en ce moment-même une procédure opérationnelle normalisée et un plan d'opérations d'urgence, qui incluront

Un avion cargo largue des paquets contenant des tentes et des moustiquaires destinés aux victimes d'inondations au Kenya.

DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS

toutes ces fonctions de services d'urgence afin de combler les lacunes et de satisfaire à nos besoins. Ainsi, chaque agence peut jouer son rôle sans générer de conflits de compétences. »

Le NECOC sera au cœur de la coordination des interventions en cas de catastrophes en Ouganda. Julius Oketta a expliqué que le centre, créé en 2010, continue cependant à développer suffisamment de capacités pour répondre aux multiples menaces auxquelles le pays peut être confronté, notamment l'activité sismique, les inondations, les glissements de terrain, les situations de sécheresse, les incendies et les épidémies. Selon les estimations, 200.000 Ougandais sont affectés chaque année par des catastrophes naturelles.

Julius Oketta a affirmé qu'un centre d'opérations d'urgence fonctionnant de manière adéquate devrait se focaliser sur le commandement et le contrôle. Il doit donner aux responsables la capacité de prendre en compte un vaste éventail de données et de répartir les ressources disponibles dans tout le pays, en particulier lorsque des infrastructures sont endommagées ou détruites.

En Ouganda, le NECOC s'efforce de renforcer les capacités suivantes :

- L'aptitude à communiquer 24 heures sur 24 avec les centres de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence des districts régionaux, dans les commissariats de police de district de tout le pays. Les communications seront effectuées au moyen de téléphones satellitaires ou mobiles, de la radio et d'Internet.
- La mise en place d'un système d'alerte précoce regroupant les données recueillies au niveau du village, les informations météorologiques par satellite, ainsi que les données hydrologiques, géologiques et autres, en vue de la prévision des catastrophes.
- La mise en service d'une ligne directe fonctionnant 24 heures sur 24, au moyen de laquelle les civils et les représentants de la Croix Rouge ougandaise peuvent alerter les responsables de l'imminence des catastrophes.
- La mise en place dans tout le pays de stocks stratégiques d'équipements destinés aux interventions d'urgence.
- La formation de 20 % des soldats des Forces de défense populaires de l'Ouganda et de 20 % des policiers au sauvetage et aux interventions d'urgence. Le pays, en partenariat avec l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, a également formé des soldats aux interventions en cas de menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.
- La préparation d'une unité mobile en vue de son déploiement en Ouganda ou dans un autre pays de l'Afrique de l'Est, dans l'éventualité d'une catastrophe.

Julius Oketta a indiqué que le NECOC fonctionne actuellement à environ 40 % de ses capacités prévues en termes de technologie et à 55 % en termes de ressources humaines. Environ 150 personnes (dont 80 % sont des civils) ont été formées au fonctionnement du centre. « Dans l'idéal, il faut déterminer la meilleure façon d'obtenir de puissantes capacités à un faible coût, a-t-il ajouté. Pour assurer son efficacité, le centre doit jouer un rôle de coordination et donc coordonner les interventions à partir de la région dans laquelle vous rassemblez les capacités. »

Les centres virtuels **offrent un accès instantané**

PERSONNEL D'*ADF*

Les centres d'opérations d'urgence (EOC) conventionnels sont basés dans un bâtiment, généralement une installation appartenant à l'État, ou dans une unité mobile, par exemple une ou deux semi-remorques dépêchées sur les lieux d'une catastrophe naturelle. Toutefois, un troisième type d'EOC est à présent utilisable, à savoir l'EOC virtuel (VEOC).

Ce type de centre existe exclusivement ou partiellement dans le cyberespace. Il peut s'agir d'une station de travail ou de milliers d'ordinateurs reliés en réseau dans le monde entier. Les premières versions des VEOC étaient de simples systèmes d'information basés sur des réseaux sans fil fixes ou mobiles. Les VEOC modernes utilisent les technologies les plus récentes en matière d'Internet et de communications satellitaires.

Même dans les régions les plus reculées du globe, qui sont très éloignées des réseaux ou des tours de transmission cellulaire, le contact avec un VEOC est possible par satellite.

Les membres d'un centre de commandement échangent des informations, prennent des décisions et déploient des ressources sans devoir être présents physiquement dans un centre traditionnel. Les participants peuvent travailler depuis chez eux ou sur le terrain. Ils peuvent également travailler depuis la région en crise à mesure que la situation se développe.

Les informations sont collectées dans une base de données centrale qui est mise à la disposition des membres de l'équipe depuis n'importe quelle région du monde. Le responsable d'équipe et le technicien réseaux peuvent être basés n'importe où. Un VEOC peut protéger les communications et les données en ayant recours à la redondance, à la sécurité et à la flexibilité nécessaires.

Les VEOC peuvent avoir recours à diverses options en matière de technologies et de communications :

- Internet, intranet/réseau virtuel privé, sans fil
- Radio, portables, satellites
- Cartographie
- Tenue de journal automatisée
- Accès aux plans et aux données

En règle générale, les conférences téléphoniques, les courriels et les systèmes automatisés sont les moyens de communication privilégiés. Les systèmes automatisés peuvent utiliser des catégories standard pour transmettre les rapports aux personnes appropriées. Les gestionnaires de situations d'urgence reçoivent et analysent les informations recueillies à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. En outre, le système peut gérer les informations en temps réel pour tenir des registres à mesure que les événements se déroulent.

Sources : DavisLogic Inc., « The Emergency Operations Center: A Vital Preparedness Tool » (Le centre d'opérations d'urgence, un outil crucial pour la préparation), de Williams Shouldis ; « A Brand New World » (Un monde entièrement nouveau), de Regina Phelps

Les centres d'opérations en cas de catastrophe de l'Afrique

Les centres d'opérations en cas de catastrophe de l'Afrique en sont à divers stades d'organisation et de mise en œuvre. Voici quelques exemples de centres implantés sur le continent.

GAMBIE. La Gambie est aux prises avec des pluies torrentielles pratiquement chaque année. Les inondations annuelles font des victimes et endommagent les biens immobiliers et autres, et des bâtiments s'effondrent. L'Agence nationale de gestion des catastrophes gère les interventions en cas de catastrophes avec l'Agence des services d'entretien afin que les habitants soient davantage impliqués dans leur propre protection et celle de leurs biens.

KENYA. Le Centre national d'opérations en cas de catastrophe s'est associé en mai 2013 à une entreprise spécialisée dans les infrastructures de communication en vue d'établir un système de caméras de contrôle pour la détection précoce et la surveillance des catastrophes dans les zones urbaines. BizTechAfrica a indiqué que le centre de contrôle sera relié à des caméras placées sur et à l'intérieur des gratte-ciel, le long des routes et des autoroutes principales, dans les stades de football, dans les centres commerciaux, dans les gares ferroviaires et dans les aéroports. En juillet 2013, le centre a annoncé la mise en place d'une nouvelle base de données de surveillance et d'enregistrement des catastrophes, y compris les inondations et les incendies, qui vise à coordonner les efforts de secours rapidement et efficacement.

LIBERIA. Après des années d'inactivité, la Commission nationale des secours en cas de catastrophe du Liberia a commencé à intervenir lors de tempêtes et d'autres catastrophes naturelles. Elle a aussi lancé en 2012 une campagne intitulée « Making Cities Resilient » dont l'objectif est de rendre les villes résistantes à l'adversité.

MOZAMBIQUE. Le Mozambique a régulièrement des problèmes d'inondations. En 1999, l'Institut national de gestion des catastrophes a été créé pour prévoir et gérer de tels problèmes.

NAMIBIE. La Namibie est le pays le plus sec de l'Afrique sub-saharienne. Par conséquent, les prévisions météorologiques jouent un rôle crucial. En 2011, le pays a lancé le Centre de recherche et de formation à l'observation terrestre et aux applications satellitaires pour aider à la préparation aux situations de sécheresse, d'inondations, de feux de brousse et d'infestation de ravageurs. Le centre se trouve dans l'École polytechnique de Namibie et comprend une station de réception des données satellitaires.

NIGERIA. L'Agence nationale de gestion des situations d'urgence du Nigeria (NEMA) a réalisé des études de vulnérabilité, et en août 2013 a recensé dans le pays 90 zones qui pourraient être vulnérables aux inondations pour le restant de l'année. L'agence a commencé un « exercice de sensibilisation » aux alertes précoces et à la prévention dans les régions à risque. L'étude a montré en 2013 que les niveaux pluviométriques seraient plus élevés qu'ils ne l'étaient en 2012, en particulier dans les États du nord du pays.

En juin 2013, les Nations Unies ont signalé que la NEMA avait demandé au Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (U.N. Office for Disaster Risk Reduction ou UNISDR) de l'aider à mettre au point un plan détaillé de gestion des risques de catastrophe. Les responsables des Nations Unies ont déclaré que la nation la plus peuplée de l'Afrique souhaite particulièrement développer des mesures préventives d'adaptation aux catastrophes et au changement climatique. Namadi Sambo, le vice-président nigérian, a déclaré à ce propos : « Il est temps de revenir à ce que disait le sage : il vaut mieux prévenir que guérir. »

SÉNÉGAL. La Direction de la protection civile sénégalaise a annoncé en 2012 avoir essayé d'instaurer une culture de « préparation en amont » au lieu de simplement intervenir en cas de catastrophes à mesure qu'elles surviennent. Avec l'aide du Dispositif mondial de réduction des catastrophes et de reconstruction sous l'égide de la Banque mondiale, le Sénégal a lancé un projet d'adaptation à la gestion des risques de catastrophes et au changement climatique. Un budget de 1,1 million de dollars lui a été alloué en complément d'un accord de crédit passé avec la Banque mondiale d'un montant de 55,5 millions de dollars en vue d'améliorer le réseau d'évacuation des banlieues de Dakar.

Le pays est vulnérable aux inondations, à la montée du niveau des océans le long de son littoral, à la sécheresse et aux invasions de sauterelles. Les inondations qui ont eu lieu à Dakar et aux alentours en 2009 ont causé plus de 100 millions de dollars de dommages.

SOMALIE. L'Agence somalienne de gestion des catastrophes, dont la création a été approuvée par le gouvernement du pays le 30 mai 2013, est peut-être le centre d'opérations en cas de catastrophe le plus récent du continent. Il entre dans le cadre d'initiatives à plus grande échelle mises en place par ce pays pour rétablir les institutions nationales après des décennies de combats.

AFRIQUE DU SUD. Le centre national de gestion des catastrophes de l'Afrique du Sud veille à l'application dans tout le pays de la loi sur la gestion des catastrophes. Il est devenu le centre de coordination pour tous les Sud-africains jouant un rôle actif dans la gestion des catastrophes. En outre, il contribue à la « préservation des vies, de l'héritage naturel et de l'environnement ».

TANZANIE. La Tanzanie a créé le Département de la gestion des catastrophes en 1990 pour coordonner les secours en cas de catastrophe et réaliser des études. Suite à une étude réalisée en 2001, le département a conclu que les plus importantes menaces naturelles dans le pays sont notamment les épidémies, l'infestation de ravageurs, les situations de sécheresse et de famine, les inondations, les incendies, les cyclones, les tremblements de terre et les glissements de terrain.

L'attentat à la bombe perpétré par des terroristes à l'ambassade des États-Unis à Dar es Salaam en 1998 a révélé des faiblesses au niveau de la préparation du pays aux catastrophes et de ses capacités d'intervention. Suite à cet attentat, le département a mis en œuvre un programme de 30 mois en 2001 pour améliorer ses interventions.

ZAMBIE. La Zambie a créé un Bureau de gestion et d'atténuation des catastrophes en 1994. Ce bureau travaille en collaboration étroite avec l'UNICEF pour prévoir et atténuer au maximum les conséquences des catastrophes naturelles. Les inondations ont fait l'objet d'une attention particulière, à l'instar du choléra, qui survient fréquemment après une inondation. Le bureau a été initialement créé pour centraliser les procédures et éviter les redondances en termes d'initiatives et de ressources.

En mai 2013, le quotidien *Times of Zambia* a rapporté que le bureau avait envoyé sur place 40 équipes de la commission d'évaluation des vulnérabilités dans 44 des 100 districts du pays pour évaluer les dommages causés par les épisodes de sécheresse ou les inondations.

ZIMBABWE. La mission de la Direction de la protection civile du Zimbabwe est de coordonner et de promouvoir la planification stratégique des situations d'urgence « par le biais de mécanismes réglementaires dans le but de mettre en place et d'assurer une préparation optimale aux situations d'urgence et la prévention des catastrophes ». La mission du centre est de promouvoir la planification, en particulier pour les inondations. Le centre fournit régulièrement des rapports sur les incidents majeurs liés à la saison des pluies.

Informations regroupées par *ADF* à partir de données provenant de sources publiques.

Les EOC

Les centres d'opérations d'urgence (EOC ou Emergency Operations Centers), tels que celui de l'Ouganda, ont pour vocation d'être les centres névralgiques à partir desquels les interventions en cas de catastrophes peuvent être coordonnées. Équipés de divers systèmes de communications et de surveillance, les EOC devraient être situés à l'endroit où les professionnels des interventions en cas de catastrophes diffusent les alertes, coordonnent les opérations d'urgence entre les agences et les organisations externes, produisent des cartes et collectent des données en temps réel. Les centres sont également l'endroit où les responsables civils peuvent être informés sur l'impact d'une catastrophe. Ainsi, ils peuvent classer par ordre de priorité les zones d'intervention et affecter les ressources disponibles.

Ainsi que l'a fait valoir le chercheur en sécurité publique William Shouldis dans une étude parue en 2010, « l'EOC mobilise les intervenants et les équipements pour prendre en charge des incidents dont la résolution dépasse les capacités d'une agence seule ».

William Shouldis distingue trois types fondamentaux d'EOC :

Une installation fixe est habituellement aménagée dans un bâtiment administratif polyvalent sur un site facilement accessible afin d'accélérer les délais d'intervention des responsables qui en assurent le fonctionnement. Il est équipé en permanence des outils nécessaires à l'intervention en situation de catastrophe.

Un EOC mobile est utilisé lorsqu'une catastrophe frappe une zone étendue et que la prise en charge des opérations et la collecte des informations doivent impérativement se faire sur place. Un camion semi-remorque est l'installation idéale pour un tel centre. Il doit être équipé d'un centre complet de communications en mesure de relier entre elles de multiples fréquences radio. Pour sa propre surveillance, un système de caméras de sécurité est recommandé.

Un EOC virtuel (VEOC) dépend du cyberespace et non pas d'une installation physique traditionnelle ou d'une unité mobile (voir l'encadré p. 25). Un VEOC communique via Internet, un intranet/des réseaux virtuels privés, des smartphones et des téléphones satellitaires. Les personnes autorisées peuvent y accéder « à toute heure et en tout lieu », en se connectant à un serveur sécurisé à l'aide d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe. Un VEOC peut réduire les délais d'intervention et utiliser au mieux les ressources disponibles.

Les procédures opérationnelles normalisées d'intervention en cas de catastrophes devraient faire l'objet d'exercices sur place, a ajouté William Shouldis. La formation devrait également mettre en évidence la chaîne de commandement et les processus appropriés de prise de décision, afin que toutes les parties connaissent bien le responsable des opérations. « À maintes reprises, il a été démontré qu'au cours d'un incident, la plupart des intervenants se souviennent davantage de ce qu'ils ont pratiqué que de ce qu'on leur a dit ou de ce qu'ils ont lu », a ajouté William Shouldis.

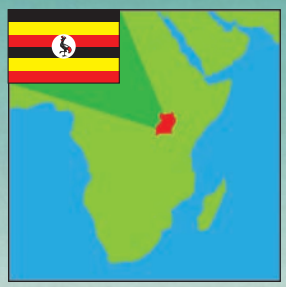
AFP/GETTY IMAGES

Au Rwanda, la police, l'armée et le personnel médical d'urgence effectuent le sauvetage d'un ouvrier qui était prisonnier des décombres d'un bâtiment effondré à Kigali en 2012.

Le rôle de l'armée

Dans les pays tels que l'Ouganda, l'armée joue un rôle clé dans la dotation en personnel d'un EOC et dans les interventions en cas de catastrophes. Il s'agit d'un développement relativement récent, car le recours aux armées dans des situations de catastrophe naturelle n'a pas toujours été encouragé. Dans une étude de 2003, l'organisation d'aide humanitaire Oxfam International arrive à cette conclusion : « La participation de l'armée peut compromettre l'exécution efficace de l'aide humanitaire et risquer d'entraîner des conséquences imprévues. Conçue pour avoir un impact rapide, l'aide acheminée par les militaires est souvent plus coûteuse et ne parvient pas à tenir compte des besoins à long terme des communautés locales. »

Les catastrophes survenues au cours des 10 dernières années ont fait évoluer cette réflexion. Elizabeth Ferris, dans un article écrit en 2012 pour la Brookings Institution, a cité les propos d'un responsable des Nations Unies à ce sujet : « Cela fait longtemps que la bataille engagée pour tenir les militaires à l'écart d'une intervention en situation de catastrophe a été



L'Ouganda

planifie une couverture totale

L'Ouganda s'efforce de faire de son Centre national de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence la plaque tournante des interventions en cas de catastrophes dans tout le pays.

Unités spécialisées de l'armée et de la police :

Ces unités assureront la formation de 20 % des soldats des Forces de défense populaires de l'Ouganda et de 20 % des policiers au sauvetage et aux interventions d'urgence. Le pays forme également les soldats aux interventions en cas de menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION BIOMÉDICALES (NCBRT)

Données météorologiques par satellite :

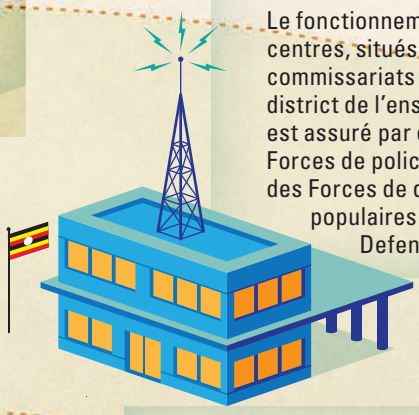
Ces informations sont regroupées pour obtenir une vue d'ensemble en temps réel du niveau des menaces de sécheresse, d'inondations et d'épidémies.

Centre national de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence :

Ce centre névralgique d'intervention en cas de catastrophes est opérationnel 24 heures sur 24. Les communications se font par téléphone satellitaire, par radio, par Internet et par téléphones portables. Il comprend un espace pour la notification des élus et des ministres au sujet des catastrophes afin qu'ils puissent ordonner des interventions appropriées.

Unité mobile :

Elle peut être déployée pour des interventions en Ouganda ou dans d'autres pays de la région.



Centres de district de la coordination et des opérations pour les situations d'urgence :

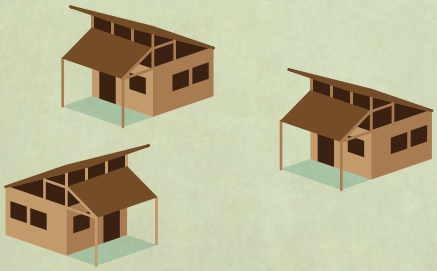
Le fonctionnement de ces centres, situés dans les commissariats de police de district de l'ensemble du pays, est assuré par du personnel des Forces de police ougandaises et des Forces de défense populaires de l'Ouganda. Defence Force.

Villages, régions isolées :

Les civils et la Croix Rouge peuvent utiliser une ligne téléphonique directe en service 24 heures sur 24 pour les alertes précoces.

Dépôts stratégiques :

Des fournitures non alimentaires et du matériel d'intervention en cas d'urgence sont entreposés dans tout le pays afin d'intervenir rapidement.



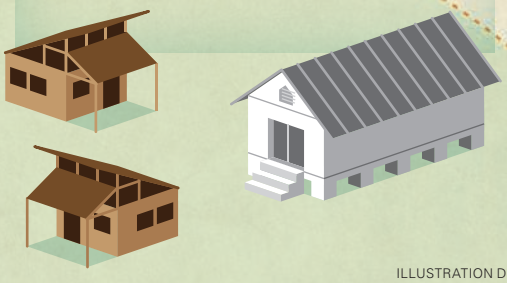


ILLUSTRATION D'*ADF*

perdue. La réalité est que, lors de catastrophes naturelles, vous avez besoin des militaires. Vous devez réfléchir à des moyens de travailler avec les militaires afin que leurs capacités soient employées efficacement et qu'elles ne compliquent pas les choses pour les intervenants civils. »

Cela fait des années que les forces armées jouent avec succès un rôle central dans les interventions en cas de catastrophes naturelles, notamment lors du cyclone de 1991 au Bangladesh, de l'ouragan Katrina aux États-Unis en 2005 et au Japon en 2011, à l'occasion du séisme, du tsunami et de l'accident nucléaire. Les armées africaines, par exemple celles du Kenya, du Mozambique et de l'Afrique du Sud, ont été une ressource cruciale dans le sauvetage des victimes d'inondations au cours des dix dernières années.

Les armées ont participé aux interventions en cas de catastrophes naturelles parce qu'elles disposent de l'équipement et des ressources nécessaires. Cependant, il existe d'autres raisons légitimes d'apporter de l'aide. L'aide fournie en cas de catastrophes peut améliorer les relations entre l'armée et la population. Elle donne à l'armée l'occasion de montrer son utilité et sa polyvalence. Les interventions en cas de catastrophes offrent des opportunités de formation. Lorsque les militaires viennent en aide à d'autres pays, ils sont les meilleurs des ambassadeurs, forgeant de nouvelles alliances et en renforçant d'anciennes.

D'après les observations d'Elizabeth Ferris, lorsque les Forces d'auto-défense japonaises sont intervenues lors des catastrophes de 2011, leur action a été très largement saluée. Elles « ont pu sur le long terme entraîner un soutien plus large de la part du public pour les budgets de la défense ».

Dans la plupart des pays, en particulier en Afrique, il n'est ni pratique ni logique que les ressources fassent double emploi avec celles dont les armées disposent déjà. Au milieu d'une catastrophe naturelle, l'armée fournit ses capacités de transport, de communication, de logistique et de sécurité en plus de ses moyens de formation. Les militaires arrivent souvent équipés de leurs propres systèmes de survie, rations d'urgence et systèmes de surveillance.

Le rôle des armées revêt également des aspects intangibles. Le chercheur Wiley C. Thompson a noté en 2008 que les militaires semblent aussi avoir une manière de travailler ensemble qui n'est peut-être pas aussi évidente chez les civils.

« Parmi les avantages liés à la collaboration avec d'autres organisations militaires, indépendamment de leur origine nationale, il semble surtout qu'il existe une bonne compréhension entre eux, a remarqué Wiley C. Thompson. Dans le jargon militaire, ils « pigent ». Les concepts de chaîne de commandement, d'ordres de mission, de sécurité, de communications et de coordination font tous intrinsèquement partie des organisations militaires professionnelles. Les acteurs militaires de l'humanitaire peuvent s'appuyer sur ce socle commun pour établir rapidement une relation de travail fondée sur la collaboration. »

REUTERS

Des officiers de l'armée et des travailleurs à Khartoum, au Soudan, déchargent du matériel de secours d'un avion militaire égyptien, pour venir en aide aux victimes des inondations et des pluies torrentielles qui ont eu lieu au mois d'août 2013.

L'une après l'autre, les études parviennent à la même conclusion : aucune organisation ne peut rivaliser avec l'armée en matière de rapidité des interventions en cas de catastrophes. Ceci s'explique par le fait que l'armée s'appuie sur des forces en attente. Elizabeth Ferris a noté qu'après le séisme de 2008 dans le Sichuan, les forces armées chinoises ont été mobilisées en 14 minutes.

Toutefois, l'armée ne peut pas, et ne doit pas intervenir seule. Elle doit être l'une des composantes d'une équipe d'intervention en cas de crise. Les ONG ont observé que, même si l'armée s'avère experte dans la remise en service des aéroports et des ports après une catastrophe, elle peut ne pas être aussi efficace pour coordonner la distribution des secours. Bien que les militaires soient les meilleurs intervenants pendant une catastrophe naturelle, leur présence peut être moins bien acceptée une fois la crise passée. Il est important de savoir quand laisser les autorités civiles, les gouvernements locaux et les ONG prendre le relais. Dans l'idéal, ces groupes travaillent en équipe par l'intermédiaire d'un centre d'intervention en cas de crises. ❑

SHARED ACCORD 13

EXERCICE COMMUN

L'ACIER *Aiguise* L'ACIER

UN EXERCICE COMMUN DE SHARED ACCORD 13 RENFORCE DEUX INFANTERIES

ARTICLES ET PHOTOS DU PERSONNEL D'*ADF*

Avant le lever du jour, un convoi de véhicules composé de Humvee américaines et de véhicules blindés sud-africains, appelés Casspirs et Mambas, dévalait une piste pleine d'ornières et de termitières, dans la brousse sud-africaine. Par une température de 6 degrés Celsius et un vent cinglant, les fantassins de la force de défense nationale sud-africaine (South African National Defence Force ou SANDF) avaient mis des gants et portaient des bonnets de laine sous leur casque en Kevlar.

La manœuvre du matin (l'une des premières dans le cadre d'un un exercice bilatéral de deux semaines appelé Shared Accord) portait le nom de « bouger pour frapper », ce qui signifiait que le convoi devait emprunter une route prédéterminée et riposter aux attaques. « Nous nous attendions à des obus, des obus et encore des obus, a déclaré l'officier spécialiste de l'armée américaine Christopher Cronin. L'essentiel est de savoir avec quelle rapidité nous pouvons descendre du véhicule, affronter l'ennemi et remonter pour poursuivre notre objectif. »

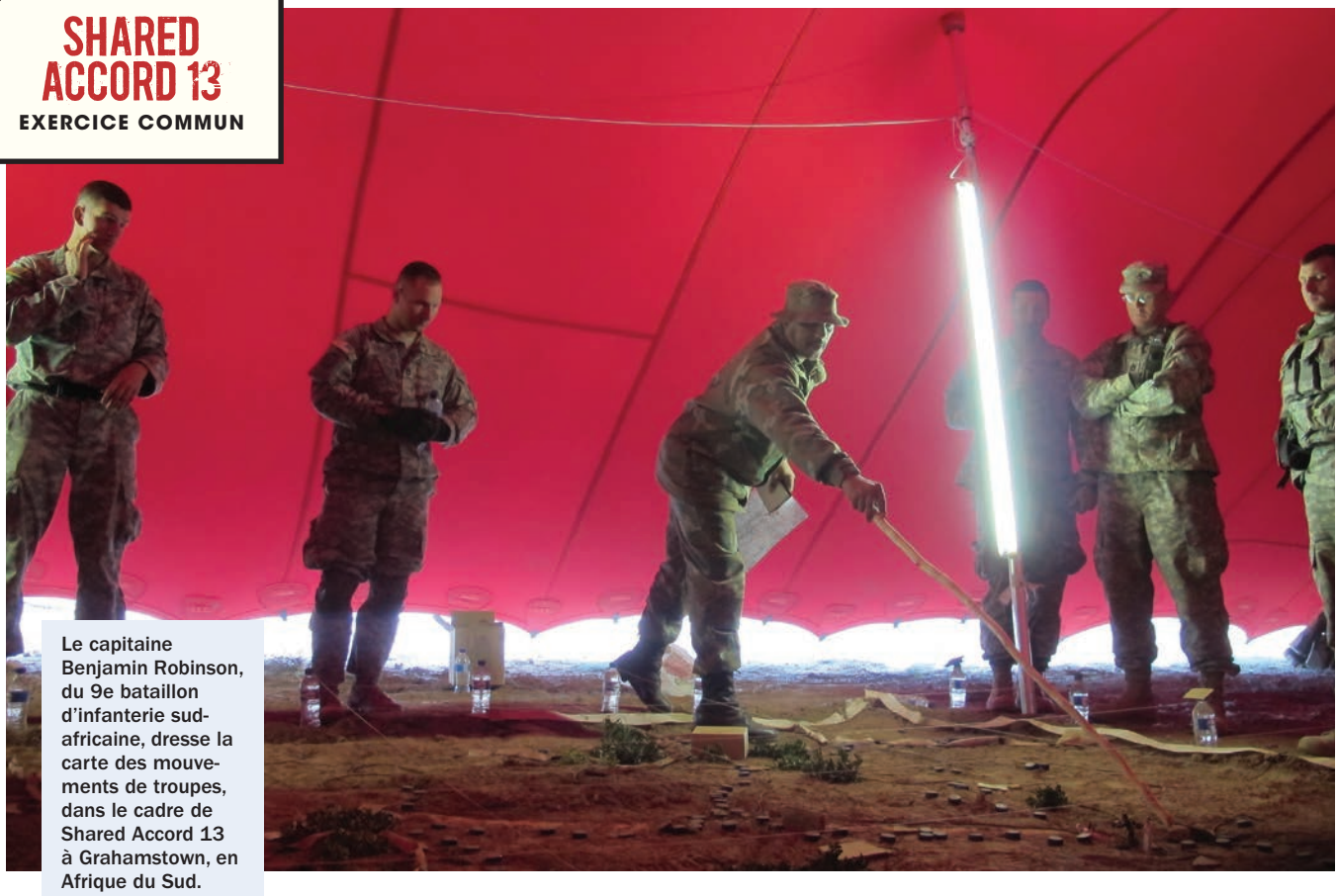
La première manœuvre a démontré qu'il y avait beaucoup à faire. Les ennuis ont commencé quand des véhicules à l'arrière du convoi ont perdu le contact radio et ont été incapables de rejoindre le convoi dans l'obscurité. Peu après, les tirs de mortier ont commencé. C'était une embuscade. Les soldats se sont jetés des regards furtifs et ont chargé leurs armes. « Descendez ! », a crié le caporal Ashraf Plaatjies du 9e bataillon d'infanterie de l'armée sud-africaine, alors qu'il ouvrait la porte arrière du véhicule.

Les hommes ont bondi hors des véhicules et se sont dispersés sur la colline en dévalant la pente, puis se sont couchés à plat ventre. Une fois en place, les tireurs d'obus ont lancé des bombes de fumée verte qui devaient simuler un tir d'obus de 60 mm. À mesure que les Sud-africains s'approchaient de la ravine où était caché l'ennemi, leurs partenaires américains avançaient sur le côté, à un angle de 90 degrés. Toutefois, à cause d'une panne du système de communication, aucun côté n'a dévié le tir. Pendant un court instant, on ne savait plus quelle était l'équipe de soutien et quelle était l'équipe d'assaut. Dans la confusion générale, l'assaut a commencé à dégénérer.

Les soldats ennemis, appelés OPFOR pour l'exercice, ont alors tiré parti du chaos. Ils ont émergé de la ravine et ont commencé à tirer. Tous les soldats portaient des détecteurs sensoriels, appelés Système d'engagement à lasers intégrés multiples (Multiple Integrated Laser Engagement System ou MILES). Ces derniers sonnent si la personne est touchée par une balle à blanc. La coalition des soldats américains et sud-africains aurait subi des pertes considérables dans une situation réelle. Un son creux électronique résonnait dans les collines, alors que les soldats posaient des garrots et simulaient d'autres soins aux blessés.

« Le commandement et la conduite des opérations étaient mauvais, l'espacement était mauvais, a déclaré Ashraf Plaatjies. Je ne sais pas comment nous avons fait, mais nous avons tué nos propres hommes. »

Après un retour cahotant et silencieux à la base, les fantassins se sont rassemblés devant leurs tentes pour écouter le compte rendu détaillé de la mission du



Le capitaine Benjamin Robinson, du 9e bataillon d'infanterie sud-africaine, dresse la carte des mouvements de troupes, dans le cadre de Shared Accord 13 à Grahamstown, en Afrique du Sud.

lieutenant-colonel Robert E. Lee Magee, commandant du 1er bataillon, 18e régiment d'infanterie, basé à Fort Riley, au Kansas. Selon le colonel Magee, la communication laissait à désirer. Il fallait améliorer le contact radio ainsi que les signaux indiquant où finit une unité et où commence l'autre. Il a conseillé aux soldats de bien s'assurer de dévier les tirs lorsqu'un élément s'avance pour attaquer une position.

« Nous devons trouver un moyen de nous déplacer ensemble, a déclaré le colonel Magee. Un dialogue croisé entre vos hommes est absolument vital, pour éviter de vous entretuer. »

Après une longue énumération de suggestions pour la manœuvre suivante, le colonel Magee a terminé sur des mots d'encouragement. « Au final, vous vous en tirez bien. Il va y avoir beaucoup de frustrations, mais nous devons continuer à collaborer comme une équipe. »

Les exercices d'entraînement de l'infanterie, qui ont eu lieu de fin juillet à début août près de Grahamstown, en Afrique du Sud, ne représentaient qu'une partie de Shared Accord 13, un exercice bisannuel, qui s'est étendu dans toute la province du Cap oriental de Port Elizabeth à East London. Environ 3.000 membres des personnels américains et sud-africains ont participé à des événements qui incluaient des parachutages de nuit, un débarquement amphibie et une opération d'aide humanitaire de grande envergure.

Après le déjeuner, à la base de Grahamstown, les soldats ont élaboré une stratégie pour améliorer leur performance. Le capitaine de l'armée américaine, John P. Young, commandant de la 18e compagnie B a décidé de se joindre à une section de la SANDF pour assurer la communication avec les équipes américaines. Christopher Cronin, qui était incorporé dans la SANDF depuis plusieurs jours, a proposé de porter sur son dos l'équipement radio des sud-africains et de transmettre les messages. Il avait bricolé l'équipement et estimait qu'il pouvait surmonter certains problèmes d'interopérabilité entre les appareils de fabrication américaine et russe.

Les transmissions sur le champ de bataille doivent être permanentes. « Tout ce que nous faisons, nous devons le transmettre en haut lieu, a expliqué Ashraf Plaatjies. De cette manière ils peuvent suivre tous nos mouvements. S'ils doivent envoyer un tir de mortier ou un appui aérien, ils connaissent exactement notre position. Les transmissions sont l'essence de toute mission de combat. »

Plus tôt, Shared Accord avait révélé des différences dans les styles de combat des deux armées. L'infanterie sud-africaine avait tendance à attaquer une cible en formation de combat linéaire, avançant rapidement en une ligne régulièrement espacée, puis encerclant véritablement la cible. À l'inverse, les américains avaient plutôt tendance à combattre en escouade, avec cinq ou six hommes en action, appuyés par un tir de base, a expliqué John P. Young. Aucune des deux stratégies n'est en soi meilleure que l'autre.

Ci-dessus à gauche : un soldat du 9e bataillon d'infanterie sud-africain traverse une ligne d'entraînement tactique, alors que de la fumée, représentant un tir de mortier, s'élève derrière lui.

Ci-dessus à droite : l'officier spécialiste Christopher Cronin, de l'armée américaine, à gauche, félicite un lieutenant du 9e bataillon d'infanterie sud-africaine après un exercice d'entraînement réussi dans le cadre de Shared Accord 13, à Grahamstown, en Afrique du Sud.

Des soldats sud-africains se rassemblent en une ligne de combat alors qu'ils se préparent à avancer sur une cible pendant l'entraînement dans le cadre de Shared Accord 13.

Le caporal Ashraf Plaatjies, du 9e bataillon d'infanterie sud-africaine, s'approche d'une cible, dans une ligne d'entraînement tactique, dans le cadre de Shared Accord 13 à Grahamstown, en Afrique du Sud.

« C'est une armée professionnelle, qui a livré de nombreux combats, a dit John P. Young de ses homologues de la SANDF. Il y a une raison pour laquelle ils procèdent comme ils le font. Maintenant que j'ai opéré dans leur environnement, je comprends pourquoi leur style de manœuvre fonctionne, compte tenu des conditions dans lesquelles ils interviennent. »

Les hommes de la SANDF, dont beaucoup d'entre eux ont été déployés pour des missions de maintien de la paix dans des régions sensibles comme le Soudan, le Burundi et la République démocratique du Congo, avaient quelques suggestions à offrir aux forces américaines pour les entraînements en Afrique. En ce qui concerne les uniformes, les treillis américains gris et beige ressortent au milieu des collines vertes d'Afrique du Sud. « Ils sont faciles à repérer », a ricané le capitaine Benjamin Robinson, du 9e bataillon d'infanterie sud-africain.

De plus, les collines escarpées, parsemées de grès, demandent un type de mouvement spécial auquel les soldats américains n'étaient pas habitués. « Nous leur avons donné des tas de tuyaux, surtout sur la manière de se déplacer, a poursuivi Benjamin Robinson. Ce type de terrain est épuisant. Si vous vous déplacez lentement sur ce terrain, vous allez vous fatiguer. Si vous êtes rapide et atteignez votre objectif le plus rapidement possible, ce sera plus facile. »

« Pour nous, ce terrain est plus favorable, parce que nous nous sommes entraînés ici ; c'est notre pays, nous pouvons nous battre n'importe où dans le pays », a affirmé Benjamin Robinson.

Benjamin Robinson a décrit la manière unique dont la SANDF positionne ses hommes dans des véhicules tactiques légers moyens, pour un maximum de rapidité et d'efficacité, dès qu'ils posent le pied à terre. Les soldats de la SANDF ont impressionné leurs collègues américains en organisant un « exercice d'intégration » : au cours d'un combat, un élément arrière passe devant pour relever une unité sur le front, prend ses munitions et fonce en avant à une vitesse maximum. À leur tour, pendant les semaines d'entraînement, les marines américains ont fait une démonstration de leurs tactiques anti-émeutes non létales et d'autres méthodes. Un participant a comparé les échanges animés de tactiques entre les deux forces de combat à « de l'acier aiguisant de l'acier », pour la manière dont ils ont amélioré les performances des deux armées.

« Les Sud-africains apprennent nos tactiques, nos techniques et nos procédures, et nous apprenons les leurs », a déclaré le major Paul Lawrence, de l'armée américaine. « Ensemble, nous parviendrons à trouver un meilleur moyen de procéder. »

S'étant mieux compris mutuellement sur les techniques de déplacement de chacun et sur les transmissions plus cohérentes, la deuxième manœuvre de la

Le caporal Ashraf Plaatjies, du 9e bataillon d'infanterie sud-africaine, s'approche d'une cible, dans une ligne d'entraînement tactique, dans le cadre de Shared Accord 13 à Grahamstown, en Afrique du Sud.

journée a eu plus de succès. Dans l'après-midi, après avoir gravi a une colline, le convoi s'est arrêté devant un groupe de maisons en contre-plaqué et de tentes. Des soldats de la SANDF sont descendus de leur véhicule pour examiner les lieux. Même si le camp était vide, ils ont décidé de continuer à pied pour prendre position sur une hauteur, au-dessus de deux véhicules suspects dont le moteur tournait au ralenti. L'espacement entre les soldats était visiblement plus régulier et les chefs d'escouade dirigeaient activement leurs hommes par gestes ou sifflements. La communication entre les forces américaines et sud-africaines était cohérente. Les membres de la SANDF ont signalé qu'ils allaient tenir la ligne sur la crête surplombant les véhicules pendant que leurs partenaires se préparaient à neutraliser l'OPFOR.

À la suite d'un court échange de tirs, 14 OPFOR ont été tués ou faits prisonniers. Alors que les forces américaines se préparaient à inspecter les deux véhicules, l'équipe de mortier leur a signalé, par radio, de ne pas avancer. Il leur restait encore quelques obus qu'ils ont préconisé de lancer sur les véhicules avant que leurs homologues ne s'en approchent de trop près. L'équipe a lancé deux bombes fumigènes sur l'objectif. « Ils ont décidé de neutraliser les deux véhicules, a expliqué Ashraf Plaatjies. Ces derniers avaient déjà été immobilisés, mais ils craignaient qu'ils aient été piégés. »

Leur intuition était la bonne. En effet, les deux véhicules suburbains étaient piégés avec des engins explosifs improvisés. À l'issue de l'exercice, John P. Young a rassemblé l'équipe et a distribué des « médailles commémoratives » à l'équipe de mortier de la SANDF, en reconnaissance de leur présence d'esprit. « Cela a sauvé la vie du soldat qui serait allé inspecter ce véhicule », a-t-il expliqué.

À mesure que la semaine s'écoulait, le partenariat s'est visiblement renforcé. Les soldats ont passé de longues journées ensemble. Ils ont mangé côte à côte et dormi dans des dortoirs. Des soldats américains ont sorti des cartes pour indiquer où se trouvait leur base de Fort Riley, au Kansas, aux États-Unis, et les soldats sud-africains n'ont été que trop heureux de leur apprendre quelques mots de xhosa et de zulu.

« L'expérience a été positive, parce qu'une relation s'est établie entre deux armées différentes, avec chacune sa culture et sa manière d'opérer. Nous comprenons nos personnalités réciproques, a confié Benjamin Robinson. Comment font-ils les choses ? Qu'est-ce qu'ils aiment ou pas ? C'est le genre de choses que vous devez respecter chez les uns et les autres. »

Le dernier jour, le partenariat a été manifeste lors d'un exercice à tir réel. Parmi les observateurs, le général David Rodriguez, commandant de l'état-major des États-Unis pour l'Afrique, le lieutenant-général Derick Mgwebi, chef des opérations conjointes de la SANDF, et le major général Patrick Donahue, commandant de l'armée américaine pour l'Afrique, ont assisté à la simulation de l'assaut d'un camp ennemi par les forces d'infanterie. Des équipes de mortier postées sur la colline tiraient des obus sur l'ennemi, alors qu'une unité d'infanterie descendait de son véhicule et se précipitait pour frapper avec des armes de petit calibre.

Alors que les hommes approchaient à pied, ils ont lancé des grenades fumigènes vertes pour indiquer aux équipes de mortier qu'ils devaient dévier le tir. Ayant attaqué le premier objectif, les troupes à pied ont commencé à assaillir un deuxième objectif 100 mètres plus loin. Après avoir fait appel au tir de mortier, elles ont finalement lancé une grenade fumigène rouge pour indiquer à toutes les forces de cesser le feu. La communication et la coordination tactique entre les deux armées ont été parfaites. Elles avaient fait du chemin depuis les premiers jours.

« Ils n'ont commis quasiment aucune erreur. C'était pratiquement parfait », a déclaré le colonel Magee après l'exercice. « Les progrès réalisés [cette semaine] ne sont pas uniquement les leurs : ce sont aussi les nôtres. Il faut collaborer. C'est un véritable travail d'équipe. Nous leur apprenons tout autant qu'ils nous apprennent et nous comprenons nos capacités réciproques. Je serais donc heureux de travailler à nouveau avec la défense nationale sud-africaine, n'importe où, n'importe quand et même le dimanche. » ❑

SHARED ACCORD 13
EXERCICE COMMUN

UN ENTRETIEN AVEC LE COMMANDANT DE L'EXERCICE

Le général de brigade Lawrence Smith est l'officier commandant la 43e brigade sud-africaine de la Force de défense sud-africaine (South African National Defence Force ou SANDF). Il est diplômé de l'école de l'état-major de l'armée des États-Unis de Fort Leavenworth, au Kansas, et de l'université de la défense populaire de l'APL en Chine. Il a effectué deux missions au Burundi en tant que commandant des forces de maintien de la paix sud-africaines. Il a passé 15 mois en République démocratique du Congo comme commandant de section dans l'est et a commandé la Force africaine en attente de la communauté de développement d'Afrique australe. En juillet et en août 2013, il a servi en tant que commandant de la force, au cours de Shared Accord 13, un exercice bilatéral entre l'armée américaine et sud-africaine. Il s'est entretenu avec *Africa Defense Forum* depuis le centre de commandement de l'exercice à Port Elizabeth, en Afrique du Sud. Voici un extrait de cet entretien.

ADF : au cours de cet exercice, vous avez inclus un large éventail d'éléments, notamment un débarquement, un parachutage de nuit, un événement humanitaire et un entraînement tactique pour l'infanterie. Quelle est la logique sous-tendant tous ces éléments de l'exercice ?

Gén. Smith : le plus important consiste à ce que les soldats comprennent ce qui se passe dans cet exercice. Vous leur présentez un tableau de la situation. Si votre plan n'a pas de sens au niveau tactique et opérationnel, il s'en feront une fausse idée.

Au niveau tactique, il est toujours bon de partager les tactiques, les techniques et les procédures communes pour voir comment l'autre agit sur le terrain. Ainsi, vous pouvez évaluer la qualité de votre propre doctrine et de votre propre manière d'agir. Je pense que nous avons eu l'avantage de partager ces choses, de voir comment font les Américains et de les comparer à notre propre doctrine. La doctrine est une chose vivante. Vous devez l'adapter aux enseignements que vous tirez ; vous devez sans arrêt adapter vos tactiques, vos techniques et vos procédures. Rien n'est gravé dans la pierre.

Ensuite, il est stimulant de faire connaissance avec d'autres personnes qui font le même métier que vous. Il y a toujours beaucoup d'échanges d'histoires de guerre, lorsque des soldats se rencontrent. Ces histoires de guerre ont de l'importance pour eux en termes d'échange d'expériences. Parfois, ces échanges n'ont pas d'effet immédiat, mais un jour, ils s'en souviendront et ils pourront les mettre à profit.

ADF : qu'ont appris vos soldats à leurs homologues américains en termes d'opération en Afrique ?

Gén. Smith : selon moi, nous essayons vraiment d'être plus malins que l'ennemi parce que nous n'avons pas toujours les moyens de lui être supérieur en armes. Ainsi, vous prenez l'ennemi par surprise en essayant de comprendre son état d'esprit. Nous insistons beaucoup là-dessus. Il ne faut jamais attaquer l'ennemi de front : il faut le contourner et élaborer la série d'actions qui déboucheront sur la victoire et, en définitive, permettront d'atteindre les objectifs visés.

ADF : beaucoup de soldats de la SANDF ont servi dans des missions de maintien de la paix dans des pays comme le Soudan, le Burundi et la République démocratique du Congo. Quel impact cela a-t-il eu sur vos forces de combat ?

Gén. Smith : en fait, c'est devenu une réalité en Afrique du Sud. Le pays est mis sous pression par ses collègues africains. Ces derniers imaginent que c'est l'un des pays les plus riches d'Afrique. Par conséquent, ils estiment que les forces sud-africaines doivent apporter une contribution majeure. À l'heure actuelle, environ 2.500 hommes sont déployés hors du pays et environ 13 compagnies sont déployées à l'intérieur de nos frontières. Il y a donc beaucoup de troupes déployées à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. Il ne s'agit pas de troupes ou d'unités différentes. Une unité sera assignée à l'intérieur (surveillance des frontières). Puis, elle passera par une période de recyclage, suivie d'une période de repos avant d'être envoyée en mission en RDC. Notre problème actuel est de trouver la bonne proportion entre le déploiement et le temps passé ici en Afrique du Sud. Nous espérons que nous pourrons trouver une solution dans un avenir proche. Cependant, en ce moment, nous sommes très déployés. J'ai des hommes dans mon état-major. Vous verrez leurs médailles : ils portent une médaille de l'ONU RDC numéro 7. Cela signifie qu'ils ont fait sept missions en RDC. Nous y sommes déployés depuis 10 ans maintenant. Ainsi, sur dix-huit mois, ils ont été déployés six mois. C'est dur.

ADF : l'Afrique du Sud a la chance d'être dans une région relativement sûre en termes de menaces, comme les activités terroristes internationales. Quelles sont les menaces auxquelles la SANDF est le plus confrontée ?

Gén. Smith : nous avons des problèmes uniques, en ce sens que notre système bancaire est hautement développé. Alors, évidemment, l'Afrique du Sud est une cible de choix pour le trafic de drogue et le blanchiment d'argent. Toutefois, cela ne relève pas en soi du domaine militaire. La nouvelle révolution dans les affaires militaires consiste à envisager les menaces asymétriques qui finiront par avoir un effet secondaire sur l'armée. Cependant, ce n'est pas vraiment le rôle de l'armée de s'impliquer dans ce domaine.

Il y a aussi le fait que l'Afrique du Sud est encore une jeune démocratie : nous sommes encore en pleine croissance, avec des préoccupations intérieures et des obligations extérieures. Nous devons donc trouver un équilibre. Combien d'argent veut-on dépenser pour la défense, dans ce cas la défense expéditionnaire ? Nous voulons créer une région stable pour que les populations restent en dehors de notre pays et n'inondent pas l'Afrique du Sud. Notre système éducatif et notre système médical sont prévus pour la population sud-africaine, pas pour 5 ou 10 millions de personnes en plus, provenant des pays périphériques. Nous voulons parvenir à une situation dans laquelle nous pouvons créer un environnement stable dans nos pays voisins pour qu'ils puissent se concentrer sur leur développement et nous sur le nôtre.

ADF : le braconnage est aussi lié à la criminalité transnationale. Quel impact cela a-t-il sur la sécurité de l'Afrique du Sud ?

Gén. Smith : il semble que nous allons battre le record [de braconnage des rhinocéros] cette année. C'est devenu un délit tellement spécialisé, que c'est vraiment très dur. Nous déployons beaucoup de ressources pour essayer de réduire le braconnage et je ne suis pas sûr, à l'heure actuelle, que ce soit fructueux. Ces problèmes sont liés aux nouvelles émergences de conflits dans le monde. Nous en faisons partie. Le village mondial a impacté l'Afrique du Sud plus vite que nous ne pouvions l'absorber. Désormais, nous devons infléchir la courbe de puissance afin de ne pas nous retrouver perdants.

ADF : les gens qui étudient la réconciliation citent souvent la SANDF en exemple, par certains aspects, de l'intégration dans l'armée et du rôle prépondérant de l'armée dans la réconciliation nationale. Quelles est la position actuelle de l'armée en termes d'intégration raciale et de restructuration ? Y a-t-il encore plus à faire ?

Gén. Smith : nous avons pratiquement 19 ou 20 ans d'intégration derrière nous. Je pense que cela s'est plutôt bien passé. Évidemment, il y a eu des problèmes lorsqu'il a fallu régler certaines choses. Nous sommes arrivés à une phase où nous allons devoir nous réorganiser en une meilleure structure pour répondre à nos besoins. Nous sommes partis d'une structure prévue pour mener des opérations internes et des opérations externes en Namibie. Nous avons dû passer à une structure réellement centrée sur la défense du pays et sur la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Cela a commencé par des opérations de maintien de la paix. Aujourd'hui, nous sommes dans une sorte de structure composite où la force de défense, dans son ensemble, doit résoudre ces problèmes. Je pense que nous avons maintenant compris ce que nous devons faire. Le chef actuel de la force de défense, le général [Solly] Soke, y a vraiment beaucoup réfléchi. Sous sa direction, nous nous sommes livrés, il y a quelques années, à une véritable introspection, afin de répondre aux questions suivantes : où en sommes-nous ? De quoi avons-nous besoin ? Et dans quelle direction devons-nous aller ?

ADF : certains pourraient être surpris de la diversité de la SANDF. En plus des blancs et des noirs, elle comprend aussi beaucoup de groupes ethniques et ses membres parlent 11 langues officielles. Selon vous, la SANDF a-t-elle réussi à intégrer les soldats à tous les niveaux et à construire une armée représentative du pays dans son ensemble ?

Gén. Smith : lorsque vous êtes dans l'armée, votre culture et la couleur de votre peau n'a pas d'importance. Quand vous êtes blessé, le sang qui coule est rouge. C'est aussi simple que cela. ❑

UNE MÉDECINE AU SERVICE DE LA POPULATION

Un événement humanitaire offre des soins médicaux gratuits aux civils et une formation aux soldats

RÉCIT ET PHOTOS PAR LE PERSONNEL D'*ADF*

ILLUSTRATION D'*ADF*

1. Les gens se rassemblent à l'extérieur du stade de cricket près de Bhisho, en Afrique du Sud, pour recevoir des traitements médicaux gratuits dans le cadre d'un événement humanitaire lié à Shared Accord 13.

2. Le lieutenant Elizabeth Lopez, une infirmière de l'Armé américaine, prend la tension d'une patiente pendant Shared Accord 13.

« C'EST UN GUICHET UNIQUE. TOUS LES SERVICES AUXQUELS VOUS POUVEZ PENSER SONT OFFERTS. »

— *Lieutenant-colonel Kwena Mabotja, un dentiste des Forces de défense nationale sud-africaines*

De loin, il semblait que la foule entourant le stade de cricket proche de Bhisho, en Afrique du Sud, était composée de passionnés de ce sport faisant la queue avant d'assister à un match important. L'ambiance festive était rehaussée par la présence de Cynthia Bhadikazi Mnyande, une responsable de la santé et de la sécurité au travail de l'hôpital Grey voisin, qui portait une coiffe multicolore et lançait des mots d'encouragement à travers un mégaphone.

« Tout Le monde entrera », a assuré Cynthia Bhadikazi Mnyande, qui s'exprimait tour à tour en anglais et en xhosa.

Ces gens, dont beaucoup étaient là depuis 6 heures du matin, n'étaient pas venus pour assister à un match mais pour obtenir des soins. Du 29 juillet au 2 août 2013, le stade a été transformé en un immense dispensaire en plein air. À l'occasion de ce qui a été appelé une action civique humanitaire, des médecins, des infirmiers, des infirmières, des dentistes, des optométristes et des professionnels de la santé mentale des services de santé des armées provenant des États-Unis et d'Afrique du Sud ont traité environ 3.000 personnes de la région environnante et examiné plus de 500 patients par jour.

« Pour la population, cette initiative est une véritable manne, a observé Cynthia Bhadikazi Mnyande. En effet, personne ne s'attendait à recevoir des services de ce type de la part de l'armée. L'opinion générale pense que les militaires sont formés uniquement pour tirer et faire la guerre. »

Souvent associée à un exercice militaire, une action civique humanitaire est un geste de bonne volonté à l'égard des civils dans la communauté locale d'accueil. Cette activité permet également aux médecins militaires de travailler avec les agences gouvernementales et aux ONG de se former afin d'être en mesure d'intervenir en cas d'éventuelles pertes massives suite à une catastrophe naturelle ou à un conflit. L'action civique humanitaire de Bhisho a été annoncée dans les journaux, à la radio et au moyen de dépliants dans la province du Cap Oriental. Il existe de nombreux dispensaires dans la région. Or, les patients ont indiqué qu'ils étaient venus participer à cet événement dans l'espoir d'obtenir une seconde opinion sur une maladie ou de recevoir des soins spécialisés. Ils ont également sauté sur l'occasion pour faire soigner plusieurs affections dans un même endroit.

« Normalement, vous auriez à vous rendre plusieurs fois [en ville] pour des soins dentaires, une consultation ophtalmologique, un traitement contre la grippe ou une autre affection », explique le lieutenant-colonel Kwena Mabotja, un dentiste des Forces de défense nationale sud-africaines (SANDF). « Ici, c'est un guichet unique. Tous les services auxquels vous pouvez penser sont offerts. »

Le capitaine Mthobisi Nene, un travailleur social des Forces de défense nationales sud-africaines, accompagne une patiente qui se rend à la pharmacie au cours de Shared Accord 13.

Pendant cet événement, qui se déroule dans le cadre de l'exercice militaire Shared Accord 13, les organisateurs ont enregistré les informations concernant les patients, notamment leur nom, leur adresse, leur âge et leurs parents les plus proches. Les responsables locaux de la santé prévoient d'utiliser les données recueillies pour étudier les tendances sanitaires dans la région. Après leur inscription, les patients se sont dirigés vers une tente où des infirmières ont vérifié leurs signes vitaux et les ont aiguillés vers des spécialistes, selon leurs besoins. Parmi les soins spécialisés procurés figuraient les tests tuberculiniques, les traitements dentaires, les tests optométriques et les services de santé mentale. En outre, une pharmacie a été montée. Les maladies les plus courantes et non traitées observées par les médecins étaient l'hypertension artérielle, le diabète et les problèmes osseux. Était également offert le dépistage du VIH, un service important dans un pays où le taux d'infection s'élève encore à environ 18 %, même s'il est en baisse. Les patients présentant des pathologies trop graves ou complexes pour être traitées lors de l'action civique humanitaire ont été aiguillés vers les hôpitaux locaux.

L'action civique humanitaire a offert à diverses agences sud-africaines et américaines l'occasion exceptionnelle de travailler ensemble. Le service de santé des armées sud-africain a collaboré avec le ministère de la Santé du pays et avec une ONG. L'armée américaine a envoyé des médecins et d'autres spécialistes de Washington, D.C., la Garde nationale, des soldats du 82e bataillon des affaires civiles de Fort Stewart, en Géorgie, et des détachements médicaux spécialisés de l'ensemble des États-Unis.

« Il existe une grande camaraderie entre l'armée américaine et les SANDF, et également une collaboration interorganisationnelle que nous n'observons pas quotidiennement, a indiqué Kwena Mabotja. Le Département de la Santé y accomplira sa mission. Le DOD [Département de la Défense] fera de même. Aussi, lorsque nous œuvrons de concert, nous apprenons de nouvelles choses, enseignons nos savoirs et développons de nouvelles compétences. »

Autre aspect unique en son genre, des psychologues et des travailleurs sociaux ont pris part à cet événement. Ils ont prodigué des conseils à des personnes affectées par toute une série de problèmes, notamment conjugaux et financiers. Les psychologues ont offert une prise en charge pré et post-dépistage aux personnes s'y étant prêtées.

« En notre qualité de travailleurs sociaux militaires, nous travaillons avec les soldats et leurs familles. Aussi, nous ne sommes pas habitués à aller vers les civils et à offrir ces types de services. Cette situation est donc nouvelle pour nous, a observé le capitaine Mthobisi Nene des SANDF. C'est important parce que cela remet en question l'idée que les civils se font des soldats. Aussi, lorsque nous venons dans les quartiers pour offrir à leurs habitants des services sociaux, ils portent un regard différent sur nous. »

Les patients ont exprimé leur reconnaissance pour les soins gratuits. Chaque jour de cette semaine, nous avons constaté que les gens venaient nous voir en plus grand nombre. Le bouche à oreille au sujet de l'événement semblait bien fonctionner. Bien que les derniers jours aient coïncidé avec le jour de paie pour la plupart des habitants du quartier, les patients ont décidé de passer la journée là au lieu de se rendre à leur banque pour encaisser leurs chèques. « La santé d'abord, la paie plus tard » est devenue la devise de toute la ville.

L'un des patients, Hamilton Makom, âgé de 68 ans, est arrivé avant le lever du jour afin qu'un médecin lui examine le dos et la taille. Il souffrait de douleurs fulgurantes qui le tenaient éveillé la nuit. Il avait également des troubles de la vue, mais n'avait jamais consulté d'ophtalmologue. Après près de six heures, il arborait un large sourire en serrant bien fort les médicaments prescrits pour ses douleurs ainsi qu'une ordonnance lui donnant droit à une paire de lunettes gratuite.

« Je me suis présenté ici parce que je cherchais de l'aide. Je savais que j'avais besoin de médicaments, et j'ai reçu les services sur lesquels je comptais, a expliqué Hamilton Makom par le biais d'un traducteur. Je suis heureux parce que je vais avoir des lunettes et des médicaments. Je ne sais pas encore si cela va m'aider, mais je suis très reconnaissant. »

À la fin du quatrième jour, le lieutenant-colonel Phumla Ngqakamba, chef du service de santé des SANDF, se tenait à l'extérieur de sa tente, un stéthoscope autour du cou. Habituellement, elle travaille dans un hôpital de Pretoria où elle peut examiner plus d'une vingtaine de patients en une journée. Aujourd'hui, elle en a vu plus de 100. « Vous devenez épuisé, a-t-elle confié. En revanche, vous éprouvez une grande satisfaction d'avoir aidé la communauté. Certains nous demandent même pourquoi nous ne prolongeons pas l'événement. Il ne reste plus qu'une journée, ce qui les attriste énormément. » ❑

VÉTÉRINAIRES MILITAIRES

Bétail traité à l'occasion de Shared Accord 13

PERSONNEL D'*ADF*

Voici l'histoire d'une scène inhabituelle de la vie agricole. Trois soldats étaient accroupis à l'intérieur d'un enclos d'attente grillagé dans un nuage de poussière et de laine. Ces hommes essayaient de rassembler un troupeau de moutons qui refusaient résolument d'être confinés. Les moutons étaient encore plus rétifs à être saisis et à se faire injecter un médicament antiparasitaire au moyen d'une seringue.

Cependant, ces soldats (deux Américains et un Sud-Africain) étaient tenaces. Deux d'entre eux ont uni leurs efforts pour acculer l'un des moutons craintifs et s'en saisir. Le troisième se tenait prêt avec une seringue pour administrer un vaccin destiné à protéger les bêtes contre les vers ronds.

Ainsi, il a fallu moins de sept minutes pour vacciner 14 moutons. Les membres de l'équipe vétérinaire sont ensuite remontés dans leur camion et se sont rendus dans la petite exploitation agricole suivante où un autre agriculteur reconnaissant souhaitait faire vacciner des chiens, des porcs et des moutons.

« J'aimerais que nous puissions faire ceci de plus en plus fréquemment », a indiqué le caporal Abel Mhlambi, un aide-vétérinaire des Forces de défense nationale sud-africaines. « En effet, la population locale apprécie nos efforts. »

L'équipe fait partie d'un programme d'action civique vétérinaire qui se déroule parallèlement à Shared Accord 13 à proximité de Bhisho, en Afrique du Sud. En cinq jours, en juillet et août 2013, des vétérinaires ont traité 5.913 animaux, parmi lesquels 3.112 moutons, 2.392 bovins, ainsi que des cochons, des chevaux, des ânes, des chiens et des chats dans la province du Cap Oriental. Des soldats du 82e bataillon des affaires civiles de Fort Stewart, en Géorgie, aux États-Unis, ont travaillé aux côtés de vétérinaires américains et sud-africains et de représentants du département des services vétérinaires provinciaux de la province du Cap Oriental. Les équipes constituées se sont relayées au sein de leurs dispensaires dans cinq villages à mesure que les exploitants apportaient chaque jour leurs bétails et d'autres animaux. Elles ont également envoyé une unité vétérinaire mobile aux exploitants ne pouvant pas transporter leurs animaux.

L'événement a été supervisé par un couple de vétérinaires militaires travaillant pour les SANDF, à savoir le capitaine François van Huyssteen et le capitaine Lelanie van Huyssteen. Tous deux travaillent à l'institut vétérinaire militaire de l'Afrique du Sud dans la province de l'État libre, où ils traitent habituellement les chevaux de la cavalerie des SANDF et des chiens militaires entraînés à la détection et au repérage des bombes.

François van Huyssteen a expliqué que les vétérinaires avaient rarement le temps de se consacrer à ce type de services offerts à des groupes mal desservis, mais qu'ils étaient grandement appréciés dans les régions comme le Cap Oriental, où le bétail est le moyen de subsistance de nombreux habitants.

« C'est leur richesse », a-t-il fait remarquer, montrant d'un geste de la main une ligne formée par un troupeau avançant le long d'un étroit corral. « Ils n'ont ni voitures, ni maisons, ni possessions de ce type. Leur patrimoine est uniquement constitué du nombre de têtes de bétail qu'ils possèdent. »

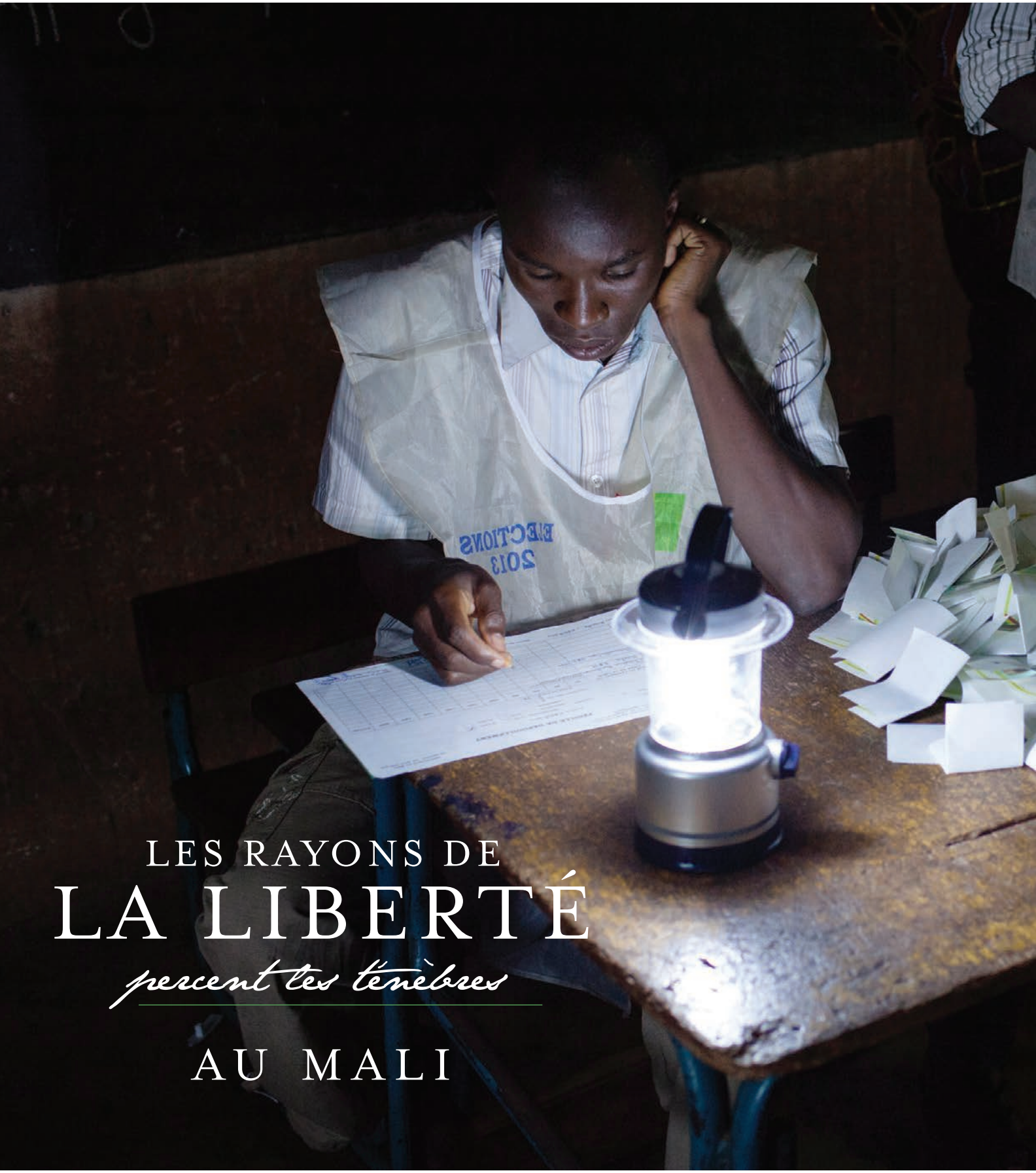
Outre les bénéfices apportés à la communauté, l'événement a aidé le gouvernement provincial à recenser précisément les animaux de la région. Le département local des services vétérinaires a également effectué des prélèvements sanguins et tissulaires sur le bétail pour y détecter des signes de maladie.

Le lieutenant-colonel Dickie Vest, un vétérinaire de l'Armée américaine servant dans la 176e Brigade médicale, précise qu'il a participé à des programmes d'action civique vétérinaire dans le monde entier et est revenu particulièrement impressionné par l'expertise et les installations vétérinaires sud-africaines.

« L'objectif le plus important est simplement de les appuyer, a ajouté Dickie Vest. Ils disposent de l'assise financière, des équipements (une installation très impressionnante) et de semi-remorques d'intervention en situation d'urgence grâce auxquels ils peuvent établir un cordon sanitaire total sur cette zone tout entière en 48 à 72 heures en cas de flambée épidémique. En revanche, ils manquent de personnes, d'effectifs. Et c'est là que nous pouvons aider. »

Des éleveurs poussent du bétail vers un corral pour qu'il soit vacciné et traité contre les parasites dans le cadre d'un programme d'action civique vétérinaire lors de Shared Accord 13 près de Bhisho, en Afrique du Sud.

PERSONNEL D'*ADF*



LES RAYONS DE LA LIBERTÉ *percent les ténèbres* AU MALI

REUTERS

PERSONNEL D'*ADF*

Après plus d'une année de violences et d'instabilité, les Maliens se sont rendus aux urnes et ont voté en faveur d'un avenir plus pacifique.

Le scrutin s'est déroulé fin juillet 2013 sans incident, sous la surveillance d'importantes forces de sécurité. Il s'agissait de la première élection depuis 2007. Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité au premier tour, les électeurs sont retournés aux urnes pour le second tour en août. L'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keita, âgé de 68 ans, l'a emporté avec 77,6 % des voix.

D'un bout à l'autre de ce vaste pays du Sahel, les électeurs ont fait la queue pour déposer leur bulletin de vote dans l'urne. Lorsque c'était leur tour, ils ont pris place dans des isoloirs de carton, ont marqué leurs bulletins et les ont déposés dans des corbeilles en plastique.

Le comptage des voix a été laborieux dans maints endroits. Dans une maison d'une seule pièce faisant office d'école à Bamako, les préposés au scrutin ont déposé les bulletins de papier pliés sur un bureau de fortune et les ont comptés à la lumière d'une lanterne. Ces préposés ont rempli les formulaires à l'aide de stylos-billes pendant qu'une autre personne comptabilisait les voix sur un tableau noir en dessinant à la craie des barres.

De fortes pluies ont entravé la participation électorale à Bamako. Toutefois, à l'issue du vote, les observateurs ont envisagé la possibilité que cette élection puisse servir d'exemple pour toute l'Afrique. Soumaila Cissé, le candidat arrivé en deuxième position, a été honorable dans sa défaite, même avant l'annonce des résultats définitifs. Il a rendu visite à Ibrahim Boubacar Keita à son domicile pour le féliciter en personne. « Le Président Ibrahim Boubacar Keita a remporté cette élection avec élégance, a déclaré Soumaila Cissé à la Voix de l'Amérique. C'est mon devoir de le féliciter. »

L'attitude conciliante de Soumaila Cissé a été appréciée. Le chauffeur de taxi Boubacar Diarra a estimé que cette manière de reconnaître sa défaite pourrait aider le pays à se remettre sur les rails. « Pour nous, c'est vraiment positif. En effet, si un candidat se rend compte de sa défaite et va rendre visite au vainqueur pour le féliciter de sa victoire, cela va rendre notre démocratie meilleure », a-t-il indiqué à la Voix de l'Amérique.

Malgré ces éléments encourageants, Richard Downie, directeur adjoint du programme Afrique au Centre d'études stratégiques internationales, a mis en garde contre une vue exagérément optimiste de l'élection. « Je pense que les élections ne constituent que la première phase [de] ce qui sera un très long processus pour restaurer de nouveau la paix au Mali. »

Un préposé aux élections compte des bulletins en papier à la lumière d'une lanterne à Bamako, au Mali, le 11 août 2013. L'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keita l'a emporté sur l'ancien ministre des Finances Soumaila Cissé.

Il a estimé que la tâche difficile du président élu Ibrahim Boubacar Keita ne faisait que commencer. En effet, le nouveau dirigeant devra trouver une façon de rassembler les éléments disparates de la société malienne en vue d'aboutir à une réconciliation nationale. Ibrahim Boubacar Keita, pour sa part, a prononcé des paroles encourageantes durant sa campagne.

« Pour l'honneur du Mali, j'apporterai la paix et la sécurité, a-t-il déclaré, selon l'Agence France-Presse. Je ferai en sorte que le dialogue soit renoué entre tous les fils de notre nation, et je rassemblerai les citoyens autour des valeurs sous-tendant notre histoire, à savoir la dignité l'intégrité, le courage et le travail assidu. »

Des pompiers sud-africains luttent contre des feux de brousse qui balayent la campagne, près du Cap en 2009.

REUTERS

UNE DOSE de PRÉVENTION

PERSONNEL D'*ADF*

L'Afrique du Sud, un des leaders en matière d'intervention face aux catastrophes, améliore son plan d'action

À gauche : un hélicoptère des pompiers collecte de l'eau pour éteindre un gigantesque feu de brousse sur la Montagne de la Table, au Cap en 2009. REUTERS

Un soldat secourt une femme, qui avait été bloquée par les inondations, au Mozambique en janvier 2013. EPA

En janvier 2013, après des semaines de fortes pluies, le Limpopo, au Mozambique, est sorti de son lit, inondant les terres agricoles et les villages alentour. À mesure que la crue augmentait, près de 185.000 personnes ont été forcées de quitter leur foyer. Des lignes de transmission endommagées ont privé d'électricité la moitié du pays. Bien qu'une telle catastrophe puisse facilement engloutir les ressources d'un pays comme le Mozambique, sa population a bénéficié de l'aide de son voisin du sud.

Une équipe d'une centaine de personnes provenant de tous les secteurs de la Force de défense nationale sud-africaine (South African National Defence Force ou SANDF), comprenant huit plongeurs, des pilotes aux commandes d'hélicoptères Oryx et d'avions C-130, des médecins militaires, des infirmières et des agents de sécurité sanitaire de l'environnement, est intervenue. Les membres de l'équipe ont transporté 150 tonnes de vivres données par une organisation non gouvernementale. Ils ont aussi sauvé 500 personnes, dont beaucoup d'entre elles s'étaient réfugiées sur les toits ou dans les arbres, et traité des centaines de victimes souffrant de blessures et de maladies.

L'Afrique du Sud dispose de la structure d'intervention en cas de catastrophes la plus performante du continent. C'est une nécessité et aussi le fruit d'années de dure expérience. La géographie du pays va de montagnes arides à des vallées inondables. Certaines régions connaissent régulièrement des tempêtes de neige tandis que, dans d'autres, une étincelle peut déclencher un incendie. Parfois les changements de saison peuvent transformer un lieu habituellement aride en une zone submergée, en l'espace de quelques mois.

Andries Jordaan, directeur du Centre d'éducation et de formation à la gestion des catastrophes pour l'Afrique, au sein de l'Université de la province de l'État libre, a étudié le paysage des catastrophes du pays pendant des années. Selon lui, les plus grandes menaces de catastrophes pour l'économie et les habitants d'Afrique du Sud sont la sécheresse, les inondations et les feux de brousse. Ces dernières années, la surpopulation et l'urbanisation dans des régions comme la province du Cap occidental, où sont arrivées des vagues de migrants cherchant du travail, ont aggravé le problème. Ces mouvements de population tendent à peser sur les ressources, a-t-il dit.

« Des foules affluent en masse vers la province du Cap occidental, ce qui met nos ressources à rude épreuve en termes d'approvisionnement en eau et en eau potable, a déclaré Andries Jordaan à *ADF*. Les gens ont tendance à s'installer dans des endroits vulnérables, comme des plaines inondables, et à y construire des logements de fortune, ce qui rend évidemment toute la population encore plus vulnérable. » De plus, d'après lui, beaucoup d'habitants de ces communautés n'ont pas d'électricité. Par conséquent, ils utilisent des feux ouverts, ce qui entraîne des incendies.

Entre 1980 et 2010, 585.000 personnes en moyenne ont été touchées par des catastrophes chaque année en Afrique du Sud. Bien que les inondations aient été les plus fréquentes avec 25 cas enregistrés, selon le site des Nations Unies PreventionWeb, la sécheresse a été la catastrophe la plus coûteuse, avec 143 millions de dollars en moyenne et la plus destructrice ayant coûté environ 1 milliard de dollars.

Consciente de la nécessité de disposer d'un plan détaillé de lutte contre les catastrophes, l'Afrique du Sud a adopté la loi sur la gestion des catastrophes (Disaster Management Act ou DMA) en 2002. Celle-ci remplaçait la loi désuète sur la défense civile, qui se concentrait principalement sur les mesures d'intervention et les opérations de recherche et de sauvetage au lieu de la planification et de la prévention. En 2005, le pays a créé le cadre national de gestion des catastrophes naturelles pour mettre en œuvre la DMA. Dans le cadre de la loi, le Centre national de gestion des catastrophes a été mis en place à Pretoria afin de coordonner l'intervention en cas de catastrophes dans tout le pays. La DMA décentralisait également les responsabilités en donnant davantage de pouvoir aux responsables provinciaux et municipaux. L'objectif était de créer un système national intégré de gestion des catastrophes, de donner la priorité à l'évaluation et à la réduction des risques mais aussi d'officialiser les canaux d'intervention.

« Nous sommes parvenus à la conclusion que la gestion des catastrophes, telle que nous la connaissons, n'incluait pas seulement la défense civile et les opérations d'intervention, mais aussi des questions de préparation, de sensibilisation, de réduction et de développement, que l'ancienne loi de défense civile ne traitait pas », a déclaré Anthony Kesten, président du comité exécutif de l'Institut de gestion des catastrophes d'Afrique du Sud.

La DMA a été largement saluée comme étant un modèle pour le continent. Toutefois, selon des experts, sa mise en œuvre a pris du retard. Beaucoup d'évaluations de risques nécessaires n'ont pas eu lieu. « Je pense que ce sont d'excellents documents. La loi est bonne. Le cadre est excellent, a affirmé Andries Jordaan. La mise en œuvre a posé problème. […] La loi devait être entièrement appliquée en 2007. Or, aujourd'hui, je ne pense pas que nous ayons achevé 20 pour cent de nos objectifs de mise en œuvre. »

La loi n'a pas non plus officialisé le rôle de l'armée. La SANDF a été essentiellement supprimée du cadre de gestion des catastrophes pour n'être appelée que sur une base ad hoc, en cas de besoin, selon Andries Jordaan. Cela

n'a pas toujours été le cas. Pendant des décennies, avant la DMA, les forces de réserve de tout le pays s'occupaient en grande partie de la gestion des catastrophes. Les chefs militaires de réserve disposaient de l'autorité, de la formation et de l'équipement pour intervenir en cas de catastrophe.

La SANDF moderne possède de nombreux atouts pour intervenir en cas de catastrophes. L'armée de l'air est qualifiée pour transporter l'aide dans les zones touchées et pour évacuer en hélicoptère les personnes isolées par les inondations. Depuis 1979, l'armée de l'air sud-africaine organise des séances d'entraînement à la lutte contre les incendies et des formations sur les compétences en interventions de sauvetage. Le génie militaire est aussi apte à intervenir par la construction de ponts sur les eaux en crue. Le Service de santé militaire d'Afrique du Sud est prêt à mettre en place des cliniques d'urgence en cas d'événement impliquant de nombreuses victimes. De plus, la SANDF gère la radio nationale d'alerte d'urgence, qui diffuse des informations en cas de catastrophe.

Bien que la SANDF ait été appelée à plusieurs reprises pour intervenir en cas de catastrophes, ces dernières années, la DMA a réduit le rôle de l'armée. Cette situation devait changer en 2013. En effet, la DMA devrait être amendée pour définir le rôle de la SANDF en tant qu'élément du cadre national de gestion des catastrophes.

La géographie du pays va de montagnes arides à des vallées inondables. Certaines régions du pays connaissent régulièrement des tempêtes de neige tandis que, dans d'autres, une étincelle peut déclencher un incendie.

« Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait une lacune. Il est évident que l'armée a la capacité de direction et de contrôle : elle dispose de la logistique et du personnel pour fournir une aide au pays, a déclaré Andries Jordaan. Elle est capable de le faire. Elle est la seule à pouvoir réellement intervenir en cas de catastrophe. Par conséquent, je suis vraiment content de ce nouvel amendement, grâce auquel elle sera plus impliquée à l'avenir. »

Selon Anthony Kesten, l'armée continuera de mettre en place des mesures d'intervention, sur demande du directeur du centre national. « Sa fonction première est de défendre le pays, a-t-il dit. Or, sa deuxième fonction est de rechercher et de secourir, d'une part, et de riposter et de réhabiliter en cas de catastrophes, d'autre part. »

Le général Xolani Mabanga, porte-parole de la SANDF, a affirmé que les mesures d'intervention en cas de catastrophes ont toujours constitué une part importante de la mission de l'armée. D'après ses précisions, elle fait partie des trois objectifs de la SANDF, à savoir défendre le pays contre les attaques, promouvoir la paix et la stabilité dans la région et fournir une aide au peuple sud-africain.

Dans le cadre de ce troisième objectif, chaque année à la saison des pluies, la SANDF surveille le niveau des crues et positionne des effectifs dans les provinces où les inondations risquent de se produire. « Nous devons être vigilants, a-t-il dit. Ces éléments doivent toujours être prêts et déployés dans une zone où ils peuvent intervenir rapidement. »

À mesure que la DMA sera amendée et mise en œuvre dans les années à venir, le général Mabanga s'attend à ce que l'armée réévalue aussi son rôle, même s'il consistera toujours à soutenir les structures et les responsables civils.

D'après le scénario le plus probable, dès l'apparition d'une catastrophe, un centre d'opérations conjointes est monté, où se rassembleront tous les acteurs concernés pour organiser une intervention coordonnée, a poursuivi le général Mabanga. La structure de commandement civile demandera certaines ressources et membres du personnel de la SANDF, qui, à leur tour, transmettront ces demandes à l'état-major des opérations conjointes, situé dans chacune des neuf provinces. Pour être autorisées, les demandes doivent être envoyées aussi bien à la chaîne de commandement militaire qu'à celle en charge des interventions civiles. Si cette démarche est planifiée à l'avance, l'autorisation peut être plus rapide et plus efficace.

« Nous ne pouvons pas nous lancer seuls dans une intervention », a déclaré le général Mabanga. « Nous devons suivre la structure existante et obtenir la mission ou l'autorisation d'assister ou de diriger les opérations dans de tels cas. »

Bien que la SANDF soit prête à intervenir en cas de catastrophes, toutes les parties semblent s'accorder sur le fait que, dans les années à venir, l'aspect le plus important de la gestion des catastrophes sera l'atténuation et la prévention. Le pays a fait des progrès à cet égard. Le Service météorologique sud-africain (South African Weather Services ou SAWS) utilise des données obtenues par satellite pour fournir des prévisions à court et à long termes de sécheresse ou d'inondations, de sorte que les autorités soient préparées. Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche enseigne aux paysans des pratiques d'utilisation des terres qui peuvent réduire les effets des phénomènes climatiques extrêmes.

Après tout, l'intervention la plus efficace consiste à éviter la catastrophe en premier lieu. « Nous savons très bien quelles populations sont exposées à quelles catastrophes. En outre, les provinces et les différentes municipalités établissent des plans en conséquence, a affirmé Andries Jordaan. Nous devons investir dans la réduction des risques et des facteurs de vulnérabilité au lieu des interventions. […] Nous devons nous assurer que les gens ne vivent pas dans des plaines inondables et mettre en place des systèmes d'alerte précoce. L'outil le plus efficace est la sensibilisation. ». ❑

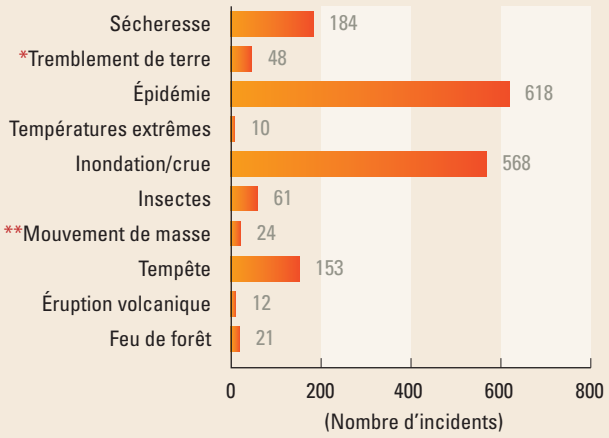
Les catastrophes en CHIFFRES

L'AFRIQUE DE 1980 À 2008

PERSONNEL D'*ADF*

L'Afrique subit régulièrement un large éventail de catastrophes naturelles. Les inondations accompagnent la saison des pluies au Mozambique, à Madagascar et au Ghana. Les famines et les périodes de sécheresse sont des phénomènes courants en Afrique de l'Est, en particulier en Somalie et en Éthiopie. Les tremblements de terre frappent de temps en temps les pays d'Afrique du Nord, et des essaims de sauterelles s'abattent sur de nombreux pays sahéliens. Les migrations et les déplacements de populations peuvent donner lieu à des flambées épidémiques catastrophiques. Le VIH/sida est prévalent en Afrique subsaharienne, et la « ceinture de la méningite » s'étend de la mer Rouge à l'océan Atlantique. Par le passé, les pays africains ont dû faire face à des flambées de rougeole, de choléra, de fièvre typhoïde, de polio, mais aussi des virus Ebola et Marburg. Voici un aperçu statistique des catastrophes naturelles survenues en Afrique de 1980 à 2008.

Catastrophes naturelles rapportées



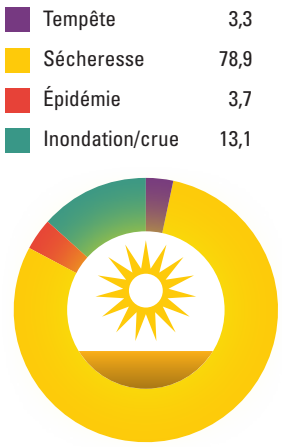
*Inclut les tsunamis

**Inclut les coulées de boue, les éboulements et d'autres chutes de débris provoquant des dommages.

Les 10 catastrophes les plus importantes : personnes affectées

Pays	Catastrophe	Date	NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AFFECTÉES (en millions)
1. Kenya	Sécheresse	1999	23,0
2. Afrique du Sud	Sécheresse	2004	15,0
3. Éthiopie	Sécheresse	2003	12,6
4. Ghana	Sécheresse	1983	12,5
5. Soudan	Sécheresse	1991	8,6
6. Soudan	Sécheresse	1983	8,4
7. Éthiopie	Sécheresse	1983	7,8
8. Éthiopie	Sécheresse	1987	7,0
9. Malawi	Sécheresse	1992	7,0
10. Éthiopie	Sécheresse	1989	6,5

Pourcentage de personnes affectées, par type de catastrophe

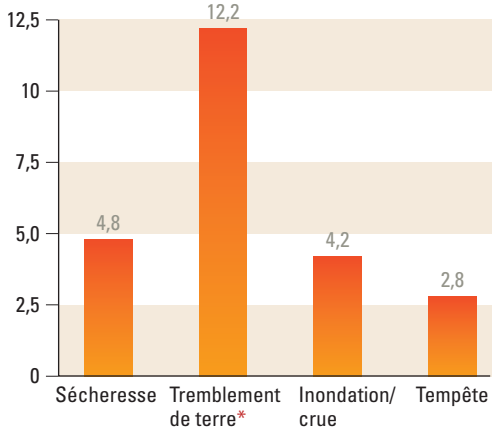


Les 10 catastrophes les plus importantes : dommages économiques

Pays	Catastrophe	Date	COÛT (en millions de dollars américains)
1. Algérie	Tremblement de terre	1980	5.200,0
2. Algérie	Tremblement de terre	2003	5.000,0
3. Zimbabwe	Sécheresse	1982	2.500,0
4. Égypte	Tremblement de terre	1992	1.200,0
5. Afrique du Sud	Sécheresse	1991	1.000,0
6. Maroc	Sécheresse	1999	900,0
7. Afrique du Sud	Inondation/crue	1987	765,3
8. Mozambique	Inondation/crue	2000	419,2
9. Maroc	Tremblement de terre	2004	400,0
10. Afrique du Sud	Tempête	1990	393,0

Estimation des dommages économiques rapportés par type de catastrophe

(en milliards de dollars américains)



Source : EM-DAT, la base de données internationale des catastrophes

THE ASSOCIATED PRESS

THE ASSOCIATED PRESS

À GAUCHE : une femme est emmenée en lieu sûr pendant les inondations survenues à Dar es Salaam, en Tanzanie, en décembre 2011. Les inondations arrivent au deuxième rang des catastrophes les plus fréquentes en Afrique, après les épidémies.

À DROITE : un homme est assis près d'un bâtiment détruit à Reghaia, en Algérie, à environ 30 kilomètres à l'est d'Alger, en 2003. Un puissant séisme a frappé l'Algérie, faisant plus de 2.000 victimes.

ILLUSTRATION D'*ADF*

Catastrophes majeures sur le continent africain

1. **Maroc**
   Un tremblement de terre survenu en 2004 dans le nord du Maroc a fait 629 victimes et a laissé plus de 15.000 personnes sans abri.

2. **Sahel**
   En 2004, des essaims de sauterelles ont dévoré des cultures en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Niger et dans d'autres pays du Sahel, entraînant des dommages économiques de 300 millions de dollars.

3. **Afrique du Sud**
   Une inondation en 1987 et une période de sécheresse en 1991 ont entraîné des dommages économiques de plus de 2 milliards de dollars.

4. **Algérie**
   En 2003, un tremblement de terre dont l'épicentre se trouvait dans la province de Boumerdès, au nord de l'Algérie, a fait plus de 2.000 victimes et laissé 200.000 personnes sans abri.

5. **Afrique de l'Est**
   Entre 2011 et 2012, la sécheresse a frappé l'Éthiopie, la Somalie, Djibouti, le Kenya et les pays limitrophes. Les estimations de la mortalité causée par cette sécheresse, désignée comme la pire s'étant produite en 60 ans, vont de 50.000 à plus de 250.000 victimes.

6. **Somalie**
   À l'automne 1997, une inondation a fait plus de 2.300 victimes dans le sud du pays.

7. **Madagascar, Maurice et La Réunion**
   Des cyclones tropicaux frappent régulièrement ces îles. En 2012, le cyclone Giovanna a durement touché Madagascar, laissant dans son sillage plus de 11.000 personnes sans abri.

8. **Mozambique**
   En 2000, une inondation a fait 800 victimes. En 2013, une autre inondation a fait plus de 100 victimes et a provoqué le déplacement de 185.000 personnes.

9. **Zimbabwe**
   En 2008-2009, une flambée de choléra a rendu malades près de 100.000 personnes et a fait 4.200 victimes.

DOMMAGES ÉCONOMIQUES ENTRAÎNÉS PAR LES CATASTROPHES 1971-2009

Mineurs
Modérés
Sévères

SOURCE : ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

LE VISAGE DE L'INTERVENTION EN CAS DE CATASTROPHES AU GHANA

Kofi Portuphy parle à *ADF* des projets réalisés par son pays et des problèmes liés à la gestion des situations d'urgence.

ARTICLE D'*ADF*, PHOTO D'ADJ. DAVID H. LIPP/GARDE NATIONALE AÉRIENNE DU DAKOTA DU NORD

Kofi Portuphy est coordinateur national de l'Organisation de gestion des catastrophes nationales du Ghana (National Disaster Management Organisation ou NADMO). En septembre 2013, il a parlé à ADF des catastrophes qui touchent son pays, de la manière dont NADMO renforce les capacités d'intervention et du nouveau Centre des opérations d'urgence du pays. Le texte ci-après est une compilation révisée de ses propos.

SUR LE TYPE DE CATASTROPHES LE PLUS FRÉQUENT AU GHANA

Nous sommes confrontés à des inondations, des incendies, des catastrophes géologiques mais aussi des infestations par des parasites et des insectes. Nous sommes touchés par la grippe pandémique et des épidémies. Enfin, il existe des catastrophes d'origine humaine (catastrophes nucléaires, radiologiques, etc.).

SUR LES INTERVENTIONS DU GHANA FACE À CES CATASTROPHES

Nous avons identifié ces risques. Nous avons créé des comités techniques relatifs à ces risques et nous avons établi une cartographie de tous ces types de risques. Nous avons aussi dressé des plans nationaux de gestion des catastrophes et nous avons instauré le Comité national de gestion des catastrophes, présidé par le ministre de l'Intérieur. Nous disposons également de comités régionaux de gestion des catastrophes, présidés par des ministres régionaux, et de comités de district de gestion des catastrophes, présidés par des chefs de district.

Nous sommes confrontés aujourd'hui aux inondations. À l'heure où je vous parle, la saison des pluies bat son plein dans deux districts au nord du Ghana et nous avons 10.000 personnes déplacées par les inondations. Nous nous préparons à une inondation majeure, causée par le rejet des eaux excédentaires du barrage de Bagre, chez notre voisin, le Burkina Faso, où les pluies sont extrêmement fortes. Les autorités de ce pays nous ont informés que, le 23 septembre, elles déverseraient de l'eau si les pluies persistent. Par le passé, nous avons dressé la carte du cours des affluents et défluents de la Volta, et nous connaissons le nombre des communautés concernées dans la région. Au total, 30 communautés seront touchées très sérieusement lorsque le barrage sera ouvert. Nous savons que plus de 200.000 personnes dans le Haut Ghana oriental seront déplacées ou touchées. Dans le cadre de notre plan de préparation, après avoir identifié les groupes vulnérables, nous avons établi des plans d'évacuation d'urgence. Nous allons développer des programmes d'éducation publique et de sensibilisation en conséquence.

SUR LA RÉACTION À L'EFFONDREMENT DU CENTRE COMMERCIAL ET À L'ACCIDENT À L'AÉROPORT EN 2012 [En novembre 2012, un centre commercial de six étages s'est effondré à Accra, faisant au moins neuf morts et des dizaines de blessés. En juin 2012, un avion de fret nigérian est sorti de la piste à l'aéroport international Kotoka d'Accra et a heurté une fourgonnette et un autre véhicule, faisant dix morts.]

Dans le cas de l'accident d'avion, les forces armées britanniques, la Garde nationale des États-Unis et l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) avaient heureusement tous organisé pour nous une série d'exercices. Ainsi, nous avons pu intervenir rapidement : nous avons pris le contrôle de la situation et emmené les survivants, y compris les pilotes, à l'hôpital. L'hôpital militaire se trouve à une minute en voiture du lieu de l'accident. De ce fait, cela ne nous a pas posé de gros problèmes, parce que nous étions bien préparés. En revanche, l'effondrement du centre commercial nous a posé de nombreux problèmes. Il a mis nos procédures d'intervention standard à l'épreuve. Cela nous a permis de reprendre nos procédures d'intervention standard. Par exemple, des gens ensevelis sous les décombres ont été sauvés. Notre loi nous permet de procéder à des réquisitions auprès d'entreprises et de particuliers, entre autres. C'était notre objectif et la population a volontiers mis son équipement à notre disposition, ce qui a grandement contribué à notre réussite.

La population a souhaité faire des dons pour soutenir notre activité. J'étais ravi parce que la presse ghanéenne s'est montrée à la hauteur de la tâche. Elle a couvert nos activités à chaque minute et exposé nos points faibles, nos besoins et nos exigences au public, qui a réagi de manière très impressionnante.

SUR L'AIDE DE L'ARMÉE GHANÉENNE EN CAS DE CATASTROPHES

Nadmo est légalement tenue de coordonner toutes les organisations de ce pays qui sont en charge de la gestion des catastrophes (préparation, réduction, sauvetage, réhabilitation). Depuis de nombreuses années, nous faisons appel à l'armée pour la préparation et le soutien. Dans le passé, nous avons demandé à l'armée de l'air, dans les limites de ses problèmes et contraintes, d'utiliser des avions, qui ne sont pas du tout prévus pour cela, pour [contrôler] le niveau des inondations. J'ai moi-même souvent pris part à ces vols. Cela a été un très très grand succès. Ainsi, nous avons pu également transporter des équipements d'urgence.

Dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest, nous avons été confrontés à des conflits en Sierra Leone, au Liberia, au Mali et au Niger. Dans ce cas, nous nous rendons sur place, appuyés par l'armée qui assure la sécurité, et nous recherchons les Ghanéens déplacés à l'intérieur de ces pays, et souvent aussi des étrangers. Nous avons évacué beaucoup de citoyens du Liberia avec notre ligne de transport maritime, la Black Star Line, en 1989-1990, lorsque la guerre a éclaté dans ce pays. Ensuite, nous avons ramené beaucoup d'étrangers et les avons remis à leurs ambassades qui les ont rapatriés chez eux. Les forces armées ghanéennes, la police ghanéenne, le service ghanéen de l'immigration fournissent ce genre d'aide.

SUR LE NOUVEAU CENTRE GHANÉEN DES OPÉRATIONS D'URGENCE

Vous savez, ce Centre d'opérations d'urgence est mon rêve. C'est mon rêve personnel pour le Ghana. Mon voyage au Dakota du Nord aux États-Unis d'Amérique a consolidé cette espérance, il y a quelques années. Après avoir vu comment le centre des opérations coordonne les interventions d'urgence aux États-Unis, j'ai décidé, quoi qu'il en coûte, de garantir que le gouvernement ghanéen donne son accord et c'est ce qu'il a fait. C'est ainsi que ces deux dernières années, nous avons mis en place une structure de quatre étages, NADMO ou le Centre national des opérations d'urgence. Après l'installation de la structure, l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et la Garde nationale du Dakota du Nord nous ont aidés à renforcer les capacités avec des programmes pour nos forces armées, pour le service d'immigration et pour des organisations locales, telles que la société ghanéenne de la Croix-Rouge et les organisations du système des Nations Unies, en matière de gestion des catastrophes.

SUR LA FORMATION AU CENTRE DES OPÉRATIONS D'URGENCE

Nous avons la formation du site Web du Centre des opérations d'urgence qui explique comment gérer le site du Centre. Nous avons les forces armées ghanéennes (armée de l'air, armée de terre et marine ghanéennes). Les représentants qui ont géré le centre sont en cours de formation. Il ne s'agit pas uniquement du site Web du Centre des opérations d'urgence, mais aussi des [systèmes d'information géographique], en termes de gestion des situations d'urgence. Nous avons aussi un programme de formation pour les urgences sanitaires.

SUR LA MANIÈRE DONT NADMO DOIT AMÉLIORER SES CAPACITÉS DE GESTION DES CATASTROPHES

La première priorité est l'équipement, à savoir des vêtements de protection et l'équipement d'intervention, dont nous manquons cruellement. Je peux dire avec certitude que, grâce au programme de formation mis en place, nous conférons à notre système NADMO et à nos partenaires beaucoup d'expertise et de savoirs, ce dont nous avons besoin. Ainsi, notre capacité en ressources humaines est constituée au niveau national. Cependant, en termes d'intervention d'urgence, nos partenaires, tout comme NADMO, doivent être équipés et c'est là que nous allons avoir besoin de beaucoup d'aide. ❑

DANS LES MOMENTS DIFFICILES

L'armée kenyane adopte résolument son rôle d'intervenant en cas de catastrophes

BERENIKA STEFANSKA

Un officier de l'armée kenyane coordonne les opérations de recherche et de sauvetage dans le site d'un bâtiment effondré à Nairobi en juin 2011.

REUTERS

Le Forces de défense du Kenya (KDF) ont retenu l'attention du monde entier au cours du terrible attentat terroriste dévastateur du centre commercial Westgate à Nairobi qui a fait plus de 60 victimes en septembre 2013. Cette crise a mis à l'épreuve la capacité de l'armée à prendre en charge et à contrôler un incident de sécurité de cette envergure sur le territoire national, comme peu d'autres événements l'ont fait dans l'histoire du pays. Et pourtant, chaque année, les KDF engagent un combat contre des calamités qui sont également meurtrières, les catastrophes naturelles. Ces catastrophes ne retiennent pas autant l'attention internationale, mais elles témoignent du rôle que jouent les KDF dans la société kenyane.

L'Unité de réponse aux catastrophes (DRU) du Kenya a été créée en 2006 peu après l'effondrement d'un immeuble de cinq étages dans le centre-ville de Nairobi. « Il y a eu des attentes croissantes de la part du public quant au rôle de l'armée dans la réponse aux catastrophes, a déclaré le lieutenant-colonel Joseph Maritim, commandant la DRU. Après cet incident, le public s'est posé des questions sur les raisons pour lesquelles nous faisons appel à la communauté internationale pour nous porter assistance alors que nous disposons de notre armée. Pourquoi ne nous formerions-nous pas afin de pouvoir être indépendants ? »

Des plans relatifs à une unité de réponse rapide sont en place depuis 1998 après l'attentat terroriste d'Al-Qaida contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi. Cet incident a abouti à la création du Centre national d'opérations en cas de catastrophe (NDOC), qui est responsable de la coordination des opérations de secours et de sauvetage dans tout le pays. Huit années plus tard, la DRU a été constituée en tant qu'unité des KDF, avec pour mission d'« intervenir en cas de catastrophe afin de sauver des vies et d'atténuer au maximum les dommages aux biens lorsqu'on fait appel à elle ».

Le NDOC est une institution gouvernementale, mais il a une dimension résolument militaire. Son directeur, le colonel Nathan Kigotho, est un officier à la retraite, avec à son acquis plus de 30 ans d'expérience militaire. « Traditionnellement, le centre a été dirigé par un officier de l'armée parce que le gouvernement s'est rendu compte qu'une personne ayant une formation militaire convient le mieux à la tâche de coordination de telles opérations », a-t-il indiqué.

Avant sa création, selon le commandant K.K. Yaa de la DRU, la réponse en situation de crise manquait souvent de coordination. « Par leur nature même, de tels événements sont chaotiques, a-t-il ajouté. Les bénévoles non qualifiés désirent sauver des vies. [Or,] ils finissent pas se mettre eux-mêmes en situation de danger, en plus de risquer de blesser ceux qui sont prisonniers des décombres, parce que les modalités de leur opération de recherche et de sauvetage ne sont pas mises en œuvre méthodiquement. Nous mettons de l'ordre dans ces initiatives d'intervention. »

Pour illustrer ce propos, K.K. Yaa s'est remémoré une opération de sauvetage conduite en 2012 par son unité, suite à l'effondrement d'un bâtiment à Mlolongo, une banlieue de Nairobi. Quand bien même cet immeuble de trois étages était en construction, certains Kenyans entreprenants avaient ouvert un restaurant au rez-de-chaussée. Les clients ont été enterrés vivants lorsque le bâtiment s'est effondré à six heures de l'après-midi un samedi de juin.

Pour réduire au maximum les risques encourus par les sauveteurs et coordonner efficacement la tâche des diverses agences participant à l'opération, la DRU a commencé par envoyer son équipe chargée d'effectuer l'évaluation initiale. « Ils ont remarqué qu'il y avait de l'eau dans le sous-sol et que certaines des pièces avaient des locataires car il y avait encore de l'électricité, a expliqué K.K Yaa. Ceci pouvait constituer un risque pour les sauveteurs, par exemple ceux de la Croix Rouge et de la police à mesure qu'ils arrivaient sur les lieux. Il nous a fallu faire appel à notre brigade du génie pour apporter l'équipement lourd nécessaire pour progresser dans les décombres et dégager les voies d'accès au sous-sol. »

Nathan Kigotho a fait valoir que l'autre avantage de l'armée est son effectif et sa capacité de déploiement rapide. « L'armée dispose par rapport aux civils d'un gros avantage, parce qu'elle est en mesure de mobiliser un important groupe de soldats très rapidement, et les militaires sont capables de venir sur place et de se mettre au travail de manière organisée et ordonnée, alors que les civils que l'on fait venir se pressent sur les lieux et font les choses de manière très désordonnée. »

Pendant l'effondrement du bâtiment en 2006, les passants ont essayé d'enlever les décombres à la main, en envoyant souvent des débris sur la tête des survivants enterrés dessous. Ceci ne devrait pas se produire à l'avenir, de l'avis des militaires, grâce à l'équipement ultramoderne que la DRU a reçu de l'armée allemande dans le cadre de la formation aux opérations de recherche et de sauvetage en milieu urbain. Ce nouvel équipement comporte des foreuses hydrauliques, des marteaux pneumatiques et des sacs gonflables, des supports, des cisailles à métaux et des coupe-béton, des pompes, des lampes et des caméras, ainsi que des générateurs d'alimentation de ces équipements et trois camions pour leur transport.

Les KDF utilisent également leurs capacités de transport aérien dans la réponse aux catastrophes, ce qui s'est avéré une aide très précieuse dans un pays aussi vaste que le Kenya. Ces capacités de transport aérien sont particulièrement nécessaires dans les provinces reculées et arides du nord et du nord-est du pays, où les villages sont rarement reliés entre eux par autre chose qu'une piste poussiéreuse. Il n'existe pas de couverture téléphonique mobile à part dans quelques centres

FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

Des soldats kenyans faisant partie de l'Unité de réponse aux catastrophes se servent d'outils fournis par l'armée allemande en 2012.

REUTERS

Des membres de la Croix Rouge kenyane récupèrent les corps de personnes tuées pendant les crues éclair dans une gorge du parc national Hell's Gate à Naivasha en avril 2012.

urbains de ces régions, et l'électricité y est un luxe. La sécheresse est une menace permanente, et si les pluies sont trop tardives, ou inexistantes, il ne reste alors pas grand chose pour assurer la subsistance des populations. 800.000 personnes nécessitent des vivres dans ces zones arides, selon le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (BCAH).

Cette région est également très durement affectée par de graves crues. Les pluies bi-annuelles apportent de la vie et un certain répit à ces paysages écrasés par une chaleur étouffante, mais si les pluies sont trop abondantes, les terres brûlées et les oueds étroits du désert (lits de rivière desséchés) ne peuvent pas absorber cet apport hydrique excédentaire. Les rivières débordent alors sur les rives, et des vagues de boues brunâtres sont précipitées sur les plaines sans relief, chassant les habitants de leurs logis. Selon le BCAH, chaque année, environ 60.000 personnes sont déplacées en raison des crues dans tout le pays.

C'est l'une de ces catastrophes qui a frappé en avril 2013. Des pluies diluviennes sont tombées près de la ville provinciale de Garissa et ont fait déborder le Tana, le plus important fleuve du Kenya, affectant plus de 1.000 personnes. « Les communautés locales qui se livrent à l'agriculture dans les plaines inondables en amont du fleuve ont été les plus durement touchées, a indiqué Abdikadir Bare Musa, qui enseigne au collège local. Parfois on avertit les habitants qu'ils doivent quitter les lieux, mais ils n'ont nulle part où aller. Il y a eu de terribles pertes de biens, des familles ont été séparées, la situation était très traumatisante et confuse. »

À cause du déversement des eaux torrentielles, de nombreuses personnes ont été coupées de l'aide extérieure. Certaines ont cherché refuge sur les hauteurs, et d'autres ont grimpé sur les grands acacias et baobabs. À bords des embarcations à flotteurs de la marine kenyane et des hélicoptères de l'armée de l'air du Kenya, des soldats se sont précipités à leur secours, embarquant des dizaines de personnes juchées sur la cime des arbres. « Il y a avait des hélicoptères militaires survolant le fleuve en amont et en aval, à la recherche des habitants juchés sur les arbres, organisant leur sauvetage, a ajouté Abdikadir Bare Musa. Ici, les gens n'ont pas d'embarcations, aussi doivent-ils grimper sur les arbres en emportant quelques possessions. »

C'est la même longue saison humide qui a affecté les villes de tout le nord du pays, notamment à Isiolo et à Merti. La plupart des personnes résidant dans ces régions vivent avec moins de 1 dollar par jour, et ne disposent pas de systèmes de sécurité en place — et les vivres et l'aide devaient leur être distribués dans les plus brefs délais. Suite à un ordre spécial d'Uhuru Kenyatta, le président alors nouvellement élu, les KDF ont acheminé les fournitures. Elles ont livré du maïs et des haricots, des couvertures, des toiles de tente et du savon à 2.000 victimes des pluies diluviennes.

Ces opérations ne sont pas exemptes de difficultés internes. L'armée collabore avec plusieurs ministères gouvernementaux tels que ceux qui sont chargés des routes, de la santé, de l'agriculture et de l'environnement. La police et le corps des sapeurs-pompiers jouent des rôles importants, de même que diverses organisations non gouvernementales et internationales, au premier chef la Croix Rouge kenyane. L'atout majeur du NDOC est ses relations de travail étroites avec l'armée, mais Nathan Kigotho insiste sur le fait que les partenaires civils devraient eux aussi se sentir inclus dans la planification.

La DRU est à mi-chemin d'un plan de renforcement des capacités de six ans élaboré sous l'égide de la « Combined Joined Task Force-Horn of Africa » (CJTF-HOA) la force opérationnelle interarmées combinée pour la Corne de l'Afrique, de l'état-major unifié des

Des secouristes et des policiers kenyans sécurisent l'emplacement d'un bâtiment effondré qui était en construction à Kiambu, à 20 kilomètres au nord-est de Nairobi, en 2009.

REUTERS

États-Unis pour l'Afrique. Bien que la CJTF-HOA assure une formation interarmées pour la région, l'un des objectifs principaux de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique est d'améliorer la coopération civilo-militaire. Elle vise à faire venir des partenaires pour leur assurer une formation permettant une mise en œuvre harmonieuse et efficace du système de commandement des interventions, que le Kenya s'efforce de mettre en place dans l'ensemble des agences à titre d'instrument normalisé pour les interventions en situation d'urgence.

Dans leur base d'Embakasi au sud de Nairobi, les KDF sont en train d'ajouter à l'Unité de réponse aux catastrophes, une nouvelle capacité, « Combat and Weapons of Mass Destruction and Hazardous Materials Mitigation » (atténuation des combats, des armes de destruction massive et des matériaux dangereux). Les KDF projettent par ailleurs d'unifier les procédures opérationnelles normalisées, les protocoles d'accord, ainsi que les conventions d'aide mutuelle entre l'armée et le NDOC.

Toutefois, l'armée ne souhaite pas devenir le premier intervenant pour toutes les catastrophes. Selon Joseph Maritim, l'assistance de l'armée ne devrait être sollicitée que dans des situations extrêmement précaires. « Notre rôle, en particulier, est de porter assistance aux autorités civiles lorsque leurs ressources ne leur permettent plus de faire face à la situation, a-t-il expliqué. Le NDOC a des discussions directes avec le DOD [Département de la Défense] au sujet des demandes. Après qu'il a été établi que toutes les ressources civiles disponibles ont été mises à contribution, […] nous sommes alors le dernier recours. »

Dans les dernières années, la réalité a été différente. L'armée a été régulièrement sollicitée pour porter assistance à l'occasion d'accidents de la circulation, d'accidents de terrain, du transport de biens ou même de forages. Un consensus semble se dégager sur le fait qu'à court terme, les KDF continueront de jouer un rôle central dans les interventions d'urgence en cas de catastrophe naturelle, jusqu'à ce que les autorités civiles renforcent leurs capacités.

« Nous sommes dans l'obligation de porter assistance, a reconnu Joseph Maritim. L'objectif des KDF est d'être au servir de l'intérêt du public, et nous avons une mission : la première est celle de la sécurité nationale, et la seconde est celle de la réponse aux catastrophes et aux situations d'urgence. En outre, lorsque surviennent des catastrophes, si elles affectent un secteur de la société, les répercussions en cascade affecteront également les militaires, soit en termes de stabilité des opérations, soit en termes de sécurité. J'estime que l'armée doit intervenir lorsque cela est nécessaire, parce que nous faisons partie intégrante de notre société. »

Le sergent-chef Roy G. Cheever III, qui est chargé au sein de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique d'organiser la formation de la DRU, a la conviction que le Kenya va dans la bonne direction. « Le Kenya sera un brillant exemple à suivre pour tous en matière de services en situation d'urgence, a-t-il affirmé. Je prévois, dans les 20 ou 25 prochaines années, que le Kenya obtiendra essentiellement les mêmes résultats dans les interventions en situation d'urgence que tout autre pays auquel vous pouvez penser en Europe ou dans les Amériques. » ❑

Berenika Stefanska est une journaliste indépendante basée à Nairobi. Elle couvre l'Afrique de l'Est pour Reuters et d'autres organes de presse.

Un Champion Olympique se lance dans la politique

AFP/GETTY IMAGES

BBC NEWS SUR LE SITE BBC.CO.UK/NEWS

LE LEGENDAIRE COUREUR DE FOND ETHIOPIEN HAILE GEBRSELASSIE a déclaré qu'il allait se lancer dans la politique et essayer de remporter un siège au parlement lors de l'élection de 2015. L'annonce faite en juillet 2013 par le champion âgé de 40 ans survient après des rumeurs qui couraient depuis un moment, selon lesquelles sa carrière sportive arrivait à son terme.

Haile Gebrselassie, qui dans le passé a établi un record du monde du marathon, est considéré comme une icône nationale par la plupart des Éthiopiens. Il n'a pas indiqué sous les couleurs de quel parti politique il serait candidat à cette élection. Le parti au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien, détient actuellement la majorité au Parlement qui compte un seul représentant de l'opposition.

« Nelson Mandela est mon modèle, a affirmé Haile Gebrselassie. Son combat pour son pays, pour la liberté, pour le changement et la force d'âme dont il a fait preuve pour pardonner à ceux qui lui ont fait subir toutes ces souffrances me poussent à ne pas renoncer à la lutte pour mon pays. »

Il n'a pas parlé de son programme, indiquant qu'il avait deux ans avant l'élection pour mener à bien sa réflexion sur ce point et préparer sa campagne. En revanche, parmi ses rêves figurent la création de davantage d'opportunités d'emploi, un engagement à travailler pour la paix et la stabilité ainsi que la construction d'un pays exempt de pauvreté.

Haile Gebrselassie a été quatre fois champion du monde du 10.000 mètres. Il a gagné la médaille d'or aux jeux Olympiques de 1996 et de 2000. Bien qu'il ait officiellement annoncé son retrait de la compétition sportive en 2010, il a tout de même continué à disputer des courses après s'être remis d'une blessure au genou.

En avril 2013, il a remporté sa troisième victoire consécutive au semi-marathon de Vienne et a également pris part au marathon de Boston.

AFP/GETTY IMAGES

Les cyclistes érythréens Jani Tewelde (à gauche) et Meron Russom s'entraînent dans les rues d'Asmara, la capitale.

L'ÉRYTHRÉE AFFIRME SA PRÉSENCE DANS LE MONDE DU CYCLISME

AGENCE FRANCE-PRESSE

Lorsque le coureur cycliste érythréen Natnael Berhane a franchi la ligne d'arrivée du Tour de Turquie en mai 2013, il est entré dans l'histoire non seulement pour son pays mais aussi pour son continent. Âgé de 22 ans à peine, Natnael Berhane a remporté la première place après la disqualification du vainqueur pour dopage. Il est ainsi devenu le premier sportif d'un pays de l'Afrique sub-saharienne à remporter une compétition de cette catégorie.

Plusieurs passionnés de cyclisme vivant dans ce pays africain de la Corne de l'Afrique sont en train de se faire un nom dans ce sport. Ils révèlent ainsi une autre facette de l'Érythrée qui fait habituellement davantage la une pour des pratiques de répression brutale que pour ses athlètes de classe mondiale.

L'Érythrée offre un cadre d'entraînement idéal pour les coureurs cyclistes chevronnés, avec ses routes vertigineuses à flanc de falaise à couper le souffle qui descendent en pente raide depuis la capitale Asmara, située dans les hautes terres à 2.325 mètres d'altitude, sur un tronçon de 100 kilomètres aboutissant à la mer Rouge. Les groupes de jeunes gens qui s'attaquent chaque fin de semaine aux routes de haute altitude en compagnie des coureurs professionnels sont de plus en plus nombreux.

« Lorsque je participe à une course en Europe, le but est de faire connaître notre pays au monde entier », affirme le coureur cycliste professionnel Meron Russom, vêtu de l'équipement jaune vif de son équipe sud-africaine MTN Qhubeka avant une séance d'entraînement. « Nous redoublons d'efforts pour faire de l'Érythrée une grande nation sportive, spécialisée en particulier dans le cyclisme », ajoute ce champion élancé âgé de 26 ans, ancien vainqueur du Tour d'Érythrée, une course s'inspirant du Tour de France.

Les coureurs cyclistes de l'Érythrée qui participent à des compétitions se sont propulsés au premier plan ces dernières années, stimulés par un centre d'entraînement établi en Afrique du Sud par l'Union cycliste internationale en 2005.

La tradition du cyclisme en Érythrée remonte à plus d'un siècle, lorsque les Italiens ont introduit ce sport dans la région. Bien que l'Érythrée ait déjà accueilli des compétitions internationales, il a fallu attendre la fin des années 1940 pour que les Érythréens soient autorisés à concourir côte à côte avec leurs occupants italiens.

Aujourd'hui, le cyclisme fait partie intégrante de la vie quotidienne des Érythréens. En effet, les automobiles disputent aux vélos (le moyen de transport quotidien pour de nombreux citoyens) les routes de la capitale. Le pays est fier de compter six coureurs cyclistes professionnels participant à des compétitions internationales et plus de 650 cyclistes dans la fédération nationale de cyclisme.

AFP/GETTY IMAGES

UN BEST-SELLER ABORDE *un passé douloureux*

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Nigériane Chimamanda Ngozi Adichie, auteure du succès de librairie *Half of a Yellow Sun* (La moitié d'un soleil jaune) a déclaré que l'écriture d'un roman sur la guerre civile qui a dévasté sa région natale a aidé la population à tisser des liens avec un passé que la plupart n'évoquent plus.

En octobre 2013, un mois après la première projection du film tiré du roman, Chimamanda Ngozi Adichie, âgée de 36 ans, s'est penchée sur l'impact du livre qui a pour cadre la Guerre du Biafra. Ce conflit a déchiré le Nigeria de 1967 à 1970 et a fait plus de 1 million de victimes après la tentative de sécession de la région du sud-est du pays, dont l'auteure est originaire.

« De nombreuses personnes qui ont lu *Half of a Yellow Sun* considèrent le roman comme un point d'entrée dans leur histoire », a observé Chimamanda Ngozi Adichie.

Elle a indiqué que les Igbos de sa génération, le groupe ethnique majoritaire de la région du sud-est, « ont grandi en sachant que ce terrible événement avait eu lieu et avait profondément affecté nos familles ». Cependant, ceux qui ont survécu à la guerre n'en parlaient pas. Ses parents étaient assistants à l'Université du Nigeria, Nsukka, la première université autochtone du pays créée peu après que cette nation a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1960.

« Ma mère évoquait souvent les pénuries liés à la guerre ou bien mon père parlait de son propre père, mon grand-père, que je n'ai jamais connu parce qu'il est mort en 1969 dans un camp de réfugiés, a confié Chimamanda Ngozi Adichie. La guerre a toujours existé là-bas. Je connaissais le terme « agha », qui signifie la guerre [en igbo]. J'ai toujours connu l'« agha ». Pourtant, je n'en connaissais pas les détails. »

Le roman, publié en 2006, s'est vendu à 800.000 exemplaires en anglais et a été traduit dans 35 autres langues.

Quant au film, projeté pour la première fois au Festival international du film de Toronto le 8 septembre 2013, Chimamanda Ngozi Adichie précise qu'elle avait besoin de rester à l'écart de sa production « pour préserver [son] équilibre mental ».

« C'est un ouvrage dont je suis très fière, mais c'est également un livre qui a, pour moi, une forte charge émotionnelle. [...] Chaque page de ce livre est importante », a-t-elle ajouté.

Le dernier roman de Chimamanda Ngozidichie *Americanah* publié en mai 2013 explore en partie les nuances de la culture américaine à partir du regard d'une Africaine fraîchement arrivée dans ce pays.

L'ALGÉRIE ADOPTE LE MANGA

AGENCE FRANCE-PRESSE

Il s'agit d'un type de livre extrêmement populaire au Japon, où cette littérature est devenue un véritable phénomène culturel. Aujourd'hui, les mangas connaissent également un très grand succès en Algérie. « Le manga algérien est notre marque de fabrique, a fièrement affirmé Salim Brahimi. C'est ce que l'on appelle le DZ manga. »

Salim Brahimi est le fondateur de Z-Link, la première maison d'édition de mangas d'Algérie. Les mangas de Z-Link sont 100 % algériens, depuis les illustrations jusqu'au scénario. Publiées en français, en arabe dialectal et bientôt dans la langue berbère de l'Afrique du Nord, les œuvres de DZ manga ont donné à un produit japonais d'importance majeure une touche locale particulière. Les mangas se vendent comme des petits pains.

« Nous tirons 3.000 exemplaires par titre », a précisé Kamal Bahloul, le représentant de Z-Link à un festival du livre de Tizi Ouzou, une ville de l'est du pays. « En 2008, nous écoulions 40 % du tirage, contre 70 % aujourd'hui. »

Depuis son lancement en 2007, Z-Link a diversifié son catalogue et étoffé son personnel.

« Au début de cette aventure, nous n'étions que deux, a rappelé Kamal Bahloul. Maintenant, nous avons près de 30 salariés. Nous réalisons chaque année 5 % de croissance en moyenne. »

En 2008, un an après le démarrage de Z-Link, Salim Brahimi, son co-fondateur, a lancé un outil essentiel dans sa panoplie de marketing, à savoir le magazine *Laabstore*. un mensuel consacré aux nouvelles productions culturelles en plein essor de l'Algérie (mangas, cinéma et jeux vidéo). *Laabstore* publie des extraits d'œuvres de jeunes auteurs de manga émergents et sert également de vitrine aux propres titres de Z-Link, son tirage passant de 2.000 à 10.000 exemplaires en cinq ans.

« Les histoires que l'on traite sont typiquement algériennes », a précisé Sid Ali Oudjiane, un auteur de manga. Sa série *Victory Road*, qui met en scène un écolier en quête de gloire sportive, lui a déjà permis, à 28 ans, de remporter trois prix nationaux. L'un des premiers succès majeurs des mangas locaux a été *Samy Kun* de Yacine Haddad, qui raconte l'histoire d'un adolescent impliqué dans les problèmes du Sahara algérien.

AFP/GETTY IMAGES

L'artiste de manga algérienne Fella Matougui, âgée de 18 ans, montre quelques-unes de ses œuvres.

L'Angola exporte du gaz naturel *au Brésil*

AGENCE FRANCE-PRESSE

En juin 2013, l'Angola a annoncé qu'il avait commencé à produire et à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) et que le premier chargement avait été envoyé au Brésil depuis les champs de Soyo, au nord-ouest du pays.

« Angola LNG fait son entrée sur le marché à un moment excitant », a déclaré le porte-parole Artur Pereira. Les détails de la transaction, portant sur une cargaison de 160.000 mètres cubes, n'ont pas été révélés. Toutefois, l'entreprise a déclaré qu'elle avait conclu des contrats d'achat avec de nombreuses sociétés d'énergie dans le monde entier.

Angola NLG prévoit de produire 5,2 millions de tonnes métriques de GNL par an grâce à l'usine de Soyo. Le projet s'étend sur au moins 30 ans.

Le président d'Angola LNG, Antonio Orfao, a affirmé que le pays projette de devenir un « fournisseur de gaz fiable et compétitif » qui propose une énergie propre. Les revenus du pétrole ont assuré à l'Angola une croissance de près de 10 % par an, ces dix dernières années.

Du gaz naturel brûle en haut d'une plate-forme offshore dans le golfe de Guinée.

AFP/GETTY IMAGES

Le pétrolier italien Anema e Core est amarré au large de la côte de Lomé, au Togo. Il a été détourné en 2011 vers le Bénin par des pirates et relâché quatre jours plus tard. IRIN

L'UE ET LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST S'ASSOCIENT CONTRE LA PIRATERIE

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Union européenne a annoncé des projets visant à renforcer la sécurisation dans le golfe de Guinée, en l'Afrique de l'Ouest, qui est devenu un foyer mondial de la piraterie.

Les nouvelles mesures n'incluront pas l'envoi de navires de guerre dans la région, grâce auxquels les attaques de pirates depuis l'Afrique de l'Est avaient diminué, a déclaré le contre-amiral Jurgen Ehle, qui dirige le groupe de travail militaire européen pour l'Afrique occidentale.

« L'UE est en train d'élaborer une stratégie pour le golfe de Guinée », a-t-il dit, ajoutant que les dirigeants européens finaliseraient probablement le document en octobre.

Lors d'une conférence sur la sécurité maritime à Lagos, au Nigeria, Jurgen Ehle a précisé que l'UE s'efforçait d'améliorer la coordination entre les Marines régionales, de mettre en place des formations et de prendre d'autres mesures, au lieu de déployer des troupes.

L'officier allemand a ajouté que l'accent est mis sur les conseils en matière militaire et des programmes civils visant à réduire la pauvreté, la principale cause de la majeure partie des troubles.

Selon le groupe de réflexion Chatham House, basé à Londres, le nombre d'attaques dans le golfe de Guinée est passé de 39 en 2010 à 53 en 2011, puis à 62 en 2012. De nombreuses attaques ont été dirigées contre des pétroliers dans le but de voler la cargaison de pétrole et de la revendre sur le marché noir.

Jurgen Ehle a aussi mentionné l'intérêt que porte l'UE à la réduction du problème grandissant du trafic de drogue, depuis les ports d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'à la lutte contre la pêche illicite. Il a souligné le succès des patrouilles internationales auxquelles participent l'UE, l'OTAN et la Chine, en Afrique de l'Est et dans le Golfe d'Aden, où les pirates somaliens, pour la plupart, perturbaient la navigation.

UN CHERCHEUR FAIT VENIR DES SCIENTIFIQUES AFRICAINS AU CERN

BBC NEWS SUR LE SITE BBC.CO.UK/NEWS

Un scientifique primé travaillant à l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (plus communément appelée CERN) a utilisé les gains qu'il a reçus pour promouvoir la physique des particules en Afrique.

Le professeur Tejinder Virdee, qui est né et a grandi au Kenya, faisait partie de l'équipe qui a joué un rôle prépondérant dans la découverte du boson de Higgs, un élément minuscule baptisé « particule de Dieu ». Tejinder Virdee, lauréat du prix de physique fondamentale en 2013, a utilisé son argent pour faire venir des professeurs de science africains au CERN à Genève, en Suisse. « Je voulais faire quelque chose pour promouvoir la science et l'éducation dans un contexte international, d'une manière qui ait un impact significatif », a-t-il déclaré.

Les professeurs de science ont participé au programme du CERN pour les enseignants, qui existe de longue date. Plus de 50 pays participent à ce programme destiné à l'origine aux professeurs de physique des États membres. Toutefois, jusqu'à présent, quasiment aucun pays d'Afrique n'en a bénéficié.

Le lien entre la physique des particules extrêmement complexe, étudiée au CERN, et les besoins en développement des pays pauvres n'est pas évident. Cependant, selon Calestous Juma, professeur de développement international à la Kennedy School de Harvard, il existe une forte relation.

« Les populations sont confrontées dans la vie courante aux principes sous-tendant la façon dont nous comprenons le monde, ce qui est réellement à l'origine des mathématiques et de la physique, a-t-il dit. De nombreuses idées théoriques influencent notre vie quotidienne avec lesquelles nous n'avons pas de lien physique direct : la religion est l'une d'entre elles ».

Le professeur de physique ougandais Mpamizo Gonzaga a trouvé l'expérience enrichissante.

« C'est l'aspect international qui m'a le plus plu ; nous avons partagé nos expériences de l'enseignement dans les écoles. Je n'ai pas eu de contacts avec les hauts responsables, mais avec les enseignants qui s'adressent aux enfants dans la classe. J'espère pouvoir partager cette même expérience avec mes collègues en Ouganda et améliorer nos méthodes d'enseignement des sciences ».

Il a souligné que la recherche scientifique de pointe, menée au CERN, devient de plus en plus pertinente. « Cela nous donne un aperçu ; nous pouvons aussi commencer à examiner les questions auxquelles le CERN cherche des réponses, notamment l'origine de l'univers », a ajouté Mpamizo Gonzaga. « Ces questions ont un impact sur les progrès de la technologie et sur les télécommunications. Il est grand temps que l'Afrique entreprenne de tels projets. »

George Omondi, professeur de physique à Kisumu, au Kenya, la ville où Tejinder Virdee est allé au lycée, a exprimé son intention d'utiliser ce qu'il a appris au CERN pour rendre la physique plus attrayante pour ses élèves.

« Dans notre pays, la majorité des cerveaux les plus brillants optent pour la médecine, pas pour la physique, parce que ce n'est pas très intéressant. C'est donc ce que nous voulons faire, la rendre plus intéressante ».

Dans le Globe de la Science et de l'Innovation à Genève, en Suisse, ont lieu des présentations développées par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire.
ADAM NIEMAN

Des élèves officiers de l'armée défilent pendant leur cérémonie de remise des diplômes à l'École militaire de Cherchell, à 90 kilomètres à l'ouest d'Alger, en 2012. L'Algérie a chargé son armée de lutter contre le trafic de drogue.

REUTERS

L'ARMÉE ALGÉRIENNE

S'ATTAQUE AUX TRAFICS

REUTERS

L'Algérie a chargé l'armée de lutter contre le trafic de drogue, considéré comme l'une des principales menaces à la sécurité nationale.

« Nous sommes en guerre. C'est une guerre contre une nouvelle forme de terrorisme, le trafic de drogue », a déclaré en juillet 2013 Daho Ould Kablia, alors ministre de l'Intérieur de l'Algérie, à l'APS, l'agence de presse officielle.

L'Algérie s'inquiète des liens entre l'extrémisme et l'aggravation du trafic de la drogue, en particulier dans la région du Sahel. Mokhtar Belmokhtar, un dirigeant de haut rang d'Al-Qaida qui a revendiqué la responsabilité de l'attaque mortelle perpétrée contre un complexe de gaz naturel algérien en janvier 2013, a dans le passé assuré la sécurité des trafiquants de drogue en Algérie contre de l'argent, d'après une source de l'appareil de sécurité qui s'est confiée à Reuters.

Le fait de confier cette responsabilité à l'armée envoie un signal fort indiquant que l'Algérie prend le problème au sérieux, selon les observateurs.

La mission de lutter contre le trafic de drogue relevait auparavant de la Gendarmerie nationale, des douanes et de la police des frontières.

« La contrebande fournit aux groupes armés et à AQMI [Al-Qaida au Maghreb islamique] dans le Sahara les moyens financiers d'acheter des armes et de recruter de nouveaux militants, a expliqué Anis Rahmani, expert de la sécurité et directeur de la publication du journal Ennahar. À l'évidence, la seule force capable de contrecarrer l'activité croissante de contrebande, y compris celle du trafic de drogue, est l'armée algérienne. »

Près de 78 tonnes de résine de cannabis ont été saisies au cours du premier semestre 2013, contre 71 tonnes durant la même période en 2012, selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT).

« Nous considérons que le trafic de drogue est à présent la menace numéro un pour la sécurité de l'Algérie, suivie par le terrorisme », a affirmé à Reuters un haut responsable de la sécurité.

L'ARMÉE LIBYENNE REÇOIT

200 HUMVEES

DES ÉTATS-UNIS

DEFENCEWEB

L'armé libyenne a réceptionné 200 véhicules sur roues, polyvalents et très mobiles, communément appelés Humvees, qui sont utilisés dans les patrouilles frontalières et les missions de sécurité. Le pays poursuit la réorganisation et le renforcement de ses forces armées dans un contexte d'insécurité croissante et de prolifération des milices et des groupes djihadistes transnationaux.

Ce don de l'armée américaine survient au moment où l'armée libyenne éprouve des difficultés à sécuriser ses frontières contre les trafiquants d'armes, les terroristes et les trafiquants de drogue qui profitent du vide sécuritaire créé par la chute de Mouammar Kadhafi en octobre 2011.

Les chefs de l'armée libyenne ont présenté les véhicules blindés à Tripoli en juillet 2013, en affirmant que le pays devait améliorer la mobilité de ses unités de patrouilles frontalières.

La Libye est en train de rebâtir et de rééquiper son armée avec l'aide de partenaires internationaux, en particulier la République tchèque, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la Turquie, les Émirats arabes unis et les États-Unis. L'armée combat des groupes extrémistes et d'anciennes milices qui refusent de restituer les armes obtenues en combattant pendant la révolution contre Mouammar Kadhafi.

L'armée libyenne emploiera 200 véhicules sur roues polyvalents et très mobiles, appelés Humvees, pour les missions de sécurité et les patrouilles frontalières.

SECOND MAÎTRE SHAWN HUSSONG/MARINE AMÉRICAINE

Des soldats nigériens patrouillent sur un terrain vague à Gao, au Mali, en février 2013. Le Niger y a envoyé des soldats dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, qui a précédé la mission des Nations Unies.

REUTERS

LA MAURITANIE ET LE NIGER SIGNENT UN PACTE DE DÉFENSE

MAGHAREBIA.COM

La Mauritanie et le Niger ont signé une convention de coopération militaire à Nouakchott en août 2013, qui, comme les deux parties l'espèrent, contribuera à la lutte contre le terrorisme dans le Sahel.

Le ministre nigérien des Affaires étrangères, Mohamed Bazoum, a signé la convention après la première session de la Commission conjointe Mauritanie-Niger, selon l'Agence France-Presse. Mohamed Bazoum a également rencontré le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz au cours des deux journées de la conférence.

« La Mauritanie et le Niger sont deux pays unis par un écheveau de relations historiques, culturelles, sociologiques, géographiques et de sécurité privilégiées, a rappelé à cette occasion le ministre mauritanien des Affaires étrangères Hamadi Ould Baba Ould Hamadi. Nos deux pays partagent effectivement une destinée commune sur trois plans, infrarégional, régional et international. »

Le Niger a été la cible d'une attaque terroriste majeure en mai 2013 qui a fait des dizaines de victimes. Un groupe dissident d'Al-Qaida dirigé par Mokhtar Belmokhtar a, par la suite, revendiqué les attentats à la bombe perpétrés à Arlit et à Agadez.

Le chef de la diplomatie mauritanienne a également déclaré que les deux parties avaient évoqué la crise du Mali, se félicitant de l'intervention française et africaine. « Cette intervention a brisé les reins de l'agression criminelle des bandes terroristes, a détruit leur infrastructure et a restauré la souveraineté du Mali sur la totalité de son territoire », a-t-il affirmé.

Le Niger a déjà détaché des troupes au Mali dans le cadre de la mission de maintien de la paix des Nations Unies, et la Mauritanie devait envoyer jusqu'à 1.800 soldats d'ici à la fin 2013.

Mohamed Bazoum a indiqué qu'il relevait avec satisfaction « la bonne volonté manifeste » des deux parties de poursuivre le renforcement de leurs liens de longue date. « Les valeurs de religion et de civilisation communes à nos deux peuples ainsi que notre foi en l'avenir des relations entre nos deux pays constituent un socle solide permettant de répondre aux attentes concernant la paix, la démocratie, la liberté et le développement de nos deux peuples fraternels », a-t-il ajouté.

L'expert en terrorisme Sidati Ould Cheikh a déclaré pour sa part que « les deux pays ont déjà obtenu de bons résultats dans le contexte de la coopération en matière de sécurité et ont convenu de renforcer leur collaboration afin d'agir pour la prévention de la criminalité transnationale organisée et de lutter plus efficacement contre elle sous toutes ses formes, en particulier le terrorisme, le trafic illicite des armes et de la drogue, la traite des êtres humains, les enlèvements, la prise d'otages et le blanchiment d'argent ».

LE MAROC ÉLIMINE UNE CELLULE D'AL-QAIDA

MAGHAREBIA.COM

Des officiers marocains de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) ont arrêté quatre membres d'une cellule terroriste opérant à Tiznit, à Fez, à Meknès et à Taounat, a annoncé le ministre de l'Intérieur en août 2013.

L'un des activistes les plus en vue sur les sites Web des djihadistes aurait organisé la cellule après avoir été chargé du recrutement pour Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

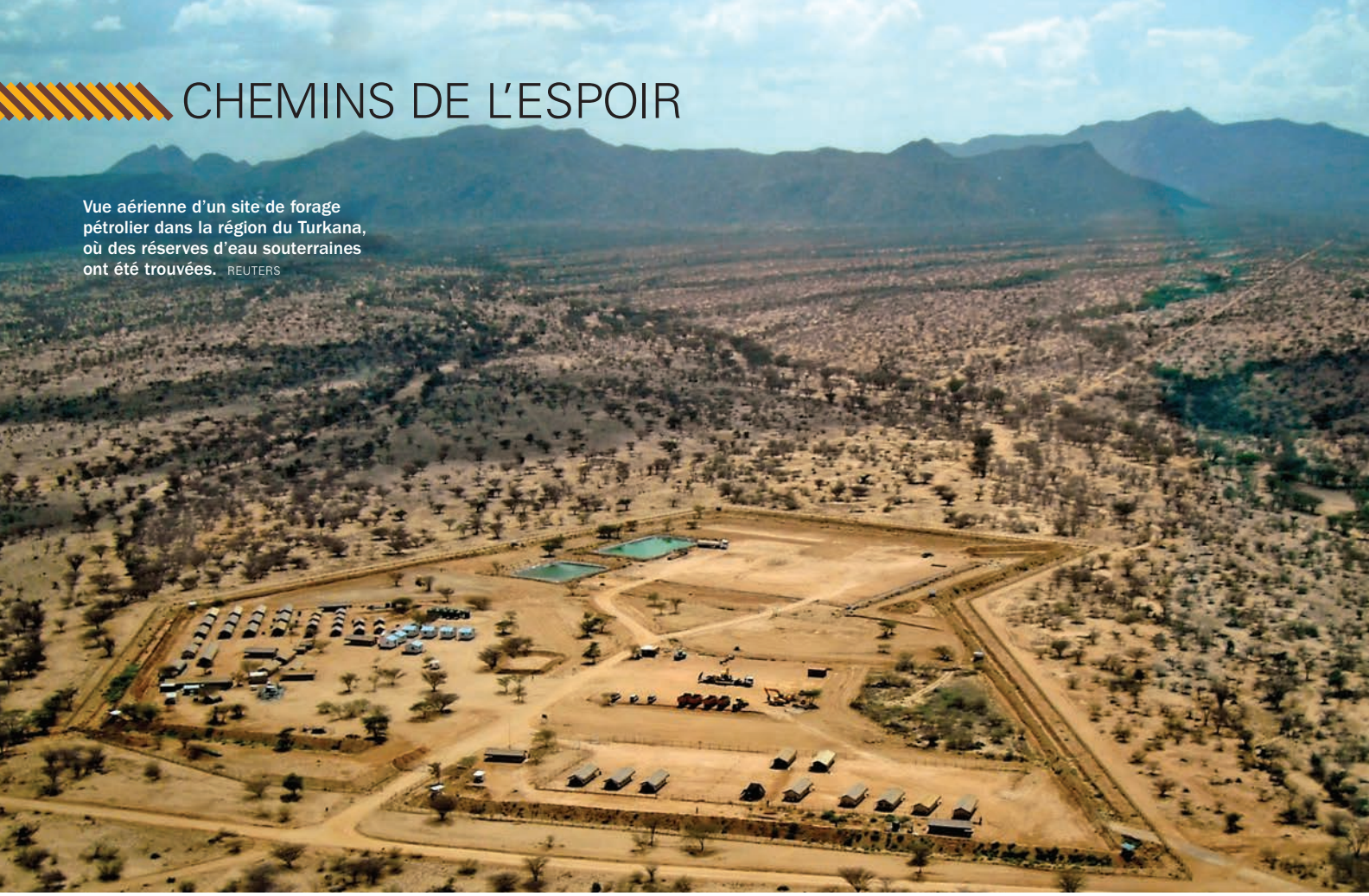
« Le responsable de cette cellule, qui a réussi à recruter des Marocains […] dont certains ont des liens avec les combattants opérant sous la bannière d'Al-Qaida en Syrie, les a vivement exhortés à perpétrer des actes de sabotage contre les institutions de l'État. Il projetait de mener à bien une opération ciblée conformément aux visées d'AQMI », a expliqué le ministre.

En novembre 2012, les autorités ont démantelé un réseau terroriste marocain qui recrutait des jeunes gens pour le compte d'un groupe dissident d'Al-Qaida, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). La cellule a envoyé plus de 20 jeunes Marocains dans le nord du Mali. Une fois sur le terrain, les recrues ont été formées « à participer aux opérations terroristes planifiées devant être exécutées dans la région ultérieurement », a expliqué le ministre de l'Intérieur.

Au cours de la dernière décennie, le Maroc a démantelé au moins 120 cellules terroristes endoctrinées dans l'idéologie djihadiste d'Al-Qaida. Depuis 2003, les services de sécurité ont également mis en échec plus de 260 opérations terroristes et ont arrêté 1.300 hommes suspectés de terrorisme.

La fréquence avec laquelle les organismes de sécurité démantèlent les cellules terroristes indique que les extrémistes continuent de recruter et d'endoctriner des jeunes gens pour le compte d'AQMI, observe le journaliste Moussa El Mouritani. « Après l'Afghanistan, le Sahel est toujours une base d'appui alternative pour AQMI, qui est encore capable de frapper à tout moment, en particulier à travers ses liens étroits avec les réseaux terroristes que le groupe tente d'établir dans les pays limitrophes du Sahel. »

Des enquêtes ont révélé que la Libye, le Mali et la Syrie figuraient parmi les destinations des recrues.



Vue aérienne d'un site de forage pétrolier dans la région du Turkana, où des réserves d'eau souterraines ont été trouvées. REUTERS

Découverte d'une **importante réserve d'eau** au Kenya

BBC NEWS SUR LE SITE BBC.CO.UK/NEWS

Une importante réserve d'eau a été découverte dans la région aride du Turkana, dans le nord du Kenya, qui pourrait fournir le pays en eau pendant 70 ans, selon le gouvernement.

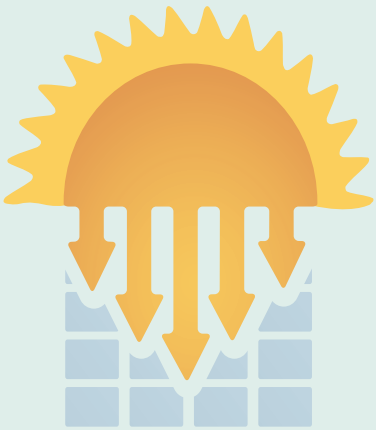
La découverte de deux aquifères apporte de l'espoir à cette région frappée par la sécheresse, a twitté le ministre de l'Environnement, Judi Wakhungu. Ils ont été détectés par des satellites et des radars dans le bassin du Turkana et celui du Lotikipi. Des forages exploratoires ont confirmé la présence d'eau souterraine. Un autre aquifère a récemment été découvert en Namibie, le pays le plus désertique d'Afrique subsaharienne.

L'une des régions les plus chaudes, désertiques et pauvres du Kenya, le Turkana a été dévasté par la sécheresse en 2012. Beaucoup d'habitants de cette région sont des bergers nomades qui sont particulièrement vulnérables à la sécheresse.

Les aquifères retiendraient 250 milliards de mètres cubes d'eau. Le Kenya utilise environ 3 milliards de mères cubes d'eau par an. En outre, d'importants gisements de pétroles ont été récemment découverts au Turkana.

Lorsqu'il pleut ou neige, la majeure partie de l'eau se déverse dans les fleuves ou sert à irriguer les cultures. Le reste s'infiltre dans les couches de roche souterraines. Comme une éponge géante, cette eau souterraine est retenue entre les roches et les petits interstices dans le grès.

Ces masses de roche mouillées sont appelées aquifères. L'eau souterraine n'est pas immobile dans l'aquifère : elle est tirée et poussée par la pesanteur et par le poids de l'eau au-dessus d'elle. Le déplacement de l'eau dans l'aquifère filtre les impuretés. Elle est souvent plus pure que l'eau de surface. Cette découverte est donc d'autant plus importante que, parmi les 41 millions d'habitants que compte le Kenya, environ 17 millions n'ont pas accès à l'eau potable.



La Guinée Bissau annonce la construction de sa première centrale solaire

AGENCE FRANCE-PRESSE

Une compagnie d'électricité américaine construit la première centrale solaire en Guinée Bissau, pays souvent privé d'électricité.

En mai 2013, le Premier Ministre Rui Duarte Barros a posé la première pierre de la centrale photovoltaïque Suntrough Energy, dont le coût est évalué à 30 millions de dollars, dans la banlieue de la capitale de ce pays ouest africain.

« Cette centrale nous aidera à résoudre les questions énergétiques tout en créant 200 emplois », a déclaré Rui Duarte Barros lors de cette cérémonie. Selon un responsable de Suntrough Energy, la construction devrait durer six mois.

Les coupures de courant sont fréquentes à Bissau, la capitale, en raison de l'incapacité de son unique centrale électrique à répondre à la demande.

Des panneaux solaires, comme ceux-ci au Kenya, seront utilisés en Guinée Bissau pour produire de l'électricité.
REUTERS

LE NIGERIA UTILISE UNE TECHNOLOGIE DE POINTE

POUR LUTTER CONTRE LA POLIO

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les yeux rivés sur son écran, Mahmud Zubairu observe la progression de ses équipes médicales réparties dans la ville de Kano, au nord du Nigeria, où sévit la polio.

Des dizaines d'équipes font du porte à porte pour vacciner les enfants de moins de 5 ans, dans le cadre d'une campagne offensive visant à éradiquer cette maladie invalidante. Toutefois, cette campagne est particulière : Mahmud Zubairu, médecin et coordinateur du projet de vaccination, peut suivre les soignants à distance, en temps réel, grâce à une technologie de pointe.

« Il est maintenant facile de contrôler les vaccinations effectuées par chaque équipe. En effet, les traceurs installés dans leurs téléphones émettent des repères qui s'inscrivent sur notre site Web, explique-t-il. Cela nous permet de connaître avec une grande précision le nombre de maisons couvertes chaque jour pendant la campagne de vaccination. »

L'État de Kano a été choisi en raison de la méfiance de certains parents qui rejettent les programmes de vaccination. Des petits points jaunes apparaissent sur la carte satellite de chacun des six quartiers concernés de Kano à chaque fois qu'une équipe passe plus de deux minutes à un endroit. Des lignes vertes quadrillent les différents quartiers, chaque carré représentant une maison.

« S'il n'y a pas de trace dans un carré, cela signifie que la maison n'a pas été visitée. Ainsi, nous pouvons calculer le nombre de maisons couvertes et le pourcentage de couverture sans nous laisser submerger par le nombre de traces valides enregistrées dans un quartier visité par les équipes de vaccination », a ajouté Mahmud Zubairu.

Le Nigeria, le Pakistan et l'Afghanistan (les trois derniers pays où la polio demeure endémique) sont au cœur des campagnes d'éradication de la maladie, dont l'incidence a fortement augmenté en Somalie et en Syrie, en raison des troubles actuels.

Cela n'a pas toujours été facile. Entre 2003 et 2004, l'État de Kano a suspendu les campagnes de vaccination contre la polio pendant 13 mois après des déclarations de dignitaires musulmans et de médecins. Ces derniers affirmaient que le vaccin pouvait rendre les filles stériles. En conséquence, l'État de Kano est devenu un foyer de transmission de ce virus très contagieux, qui peut provoquer une paralysie irréversible et la mort.

La campagne de vaccination est à nouveau sur les rails, grâce à une nouvelle prise de conscience et au soutien des leaders politiques locaux, des chefs nigérians traditionnels et des dignitaires religieux.

Une vaccinatrice contre la polio porte un téléphone doté d'un traceur GPS dans l'État de Kano, au Nigeria.
AFP/GETTY IMAGES

CROISSANCE ET PROGRÈS

DES AFRICAINS **INVESTISSENT** EN AFRIQUE

AFP/GETTY IMAGES

REUTERS

Les investisseurs d'Europe, d'Asie et des États-Unis ne sont pas les seuls à la recherche d'opportunités de croissance en Afrique en ce moment. Les Africains eux-mêmes sont en train de se rendre compte du potentiel existant dans leur arrière-cour.

Les mêmes tendances qui ont attiré les capitaux étrangers sur le continent (l'augmentation de la richesse, une croissance économique soutenue et une population jeune en expansion) attirent les investisseurs dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria et la Namibie.

Entre 2003 et 2011, la part du financement intra-africain dans de nouveaux projets d'investissements directs étrangers en Afrique s'est accrue à un rythme de 23 %. Depuis 2007, ce rythme de croissance a atteint 32,5 %, soit plus du double de la croissance de l'investissement provenant de marchés émergents non africains. Il est près de quatre fois plus rapide que pour les investissements directs étrangers sur les marchés développés.

Comme le ministre des Finances nigérian Ngozi Okonjo-Iweala l'a déclaré lors du Forum économique mondial sur l'Afrique, « nous nous focalisons tout le temps sur les investissements directs étrangers. Or, qu'en est-il des Africains investissant en Afrique ? »

L'investissement transfrontalier africain est destiné à s'accélérer à mesure que les entreprises locales recherchent de nouveaux marchés, que les pays riches en ressources naturelles lancent des fonds souverains et qu'augmentent les actifs détenus par les fonds de pension.

L'Afrique du Sud, la puissance économique la plus importante de l'Afrique, a donné l'impulsion à l'investissement intra-africain, avec des entreprises comme MTN et Shoprite, qui ont été parmi les premières à explorer les possibilités plus au nord. L'Afrique du Sud est à présent l'un des cinq premiers investisseurs mondiaux sur le continent. À l'est et à l'ouest, les locomotives économiques régionales que sont le Kenya et le Nigeria sont également des investisseurs transfrontaliers majeurs.

Dangote Cement, une société du Nigeria contrôlée par Aliko Dangote (en médaillon), l'homme le plus riche du pays, est en train d'investir 5 milliards de dollars pour bâtir un empire africain du ciment, avec des projets planifiés au Cameroun, au Sénégal, en Éthiopie, en Zambie et en Afrique du Sud.

Les banques kenyanes et nigérianes se sont également développées dans les régions limitrophes. La United Bank for Africa du Nigeria, qui exerce ses activités au sein de 18 autres nations africaines, dont le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie, devrait générer la moitié de son chiffre d'affaires dans les autres pays d'Afrique au cours des années à venir, contre 20 % à présent.

« Il y a un fort potentiel dans les secteurs comme le pétrole et le gaz naturel, qui dans les 10 prochaines années seront toujours en plein essor en Afrique », a affirmé Emmanuel Nnorom, directeur général de UBA Africa.

LA BANQUE MONDIALE FINANCE UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS

Le projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo fournira 80 mégawatts d'électricité aux populations du Burundi, du Rwanda et de la Tanzanie. Voici une photo des chutes situées à la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie. MARIO RUCKH

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Banque mondiale a approuvé un montage financier de 340 millions de dollars destiné à la construction d'une centrale hydroélectrique d'importance cruciale pour la région des grands lacs de l'Afrique, un projet retardé depuis longtemps par des conflits ethniques.

En août 2013, le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé le financement du projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo, qui fournira 80 mégawatts d'électricité aux populations du Burundi, du Rwanda et de la Tanzanie.

La centrale hydroélectrique au fil de l'eau aurait dû être achevée depuis des années. Cependant, ce projet a été retardé par les combats qui ont eu lieu dans la région. La banque a déclaré que le financement sera divisé de manière équitable entre les trois pays, comme le sera l'électricité produite par la centrale. Cette électricité contribuera à desservir 62 millions d'habitants dans une région où moins de 15 % de la population a accès à l'électricité.

« Ce projet phare aura un impact transformationnel, apportant une énergie à moindre coût aux ménages, aux entreprises et aux cliniques du Burundi, du Rwanda et de Tanzanie », a déclaré Colin Bruce, directeur de la stratégie, des opérations et de l'intégration régionale de la Banque mondiale.

La bourse éthiopienne des matières premières DYNAMISE LA CROISSANCE

AGENCE FRANCE-PRESSE

À la sonnerie de la cloche, sur le parquet de la bourse éthiopienne des matières premières se pressent les négociants vêtus d'habits colorés, faisant des signes de la main et lançant à haute voix leurs offres sur le café, les graines de sésame et les haricots secs.

Après les offres fébriles lancées de vive voix, les prix sont convenus, et le marché est conclu entre l'acheteur et le vendeur avec force congratulations.

Créée en 2008, l'innovante bourse éthiopienne des matières premières a stimulé les exportations en Éthiopie et a amélioré les conditions pour les producteurs. Désormais, elle représente une source d'inspiration dans une Afrique riche en ressources, en incitant les acteurs du marché à créer leurs propres bourses et à s'assurer que les personnes qu'ils représentent sont les principaux bénéficiaires des exportations de matières premières.

Anteneh Assefa, le directeur général de la bourse éthiopienne des matières premières, indique que cette dernière a permis aux exploitants agricoles de « découvrir les prix ». En effet, d'après ses explications, auparavant les producteurs connaissaient peu les prix du marché international et ne pouvaient compter que sur des intermédiaires qui empochaient des profits substantiels en vendant des produits à des prix majorés. En outre, environ un tiers des prix des produits vendus revenait aux exploitants. Toutefois, ceux qui vendaient leur production par le biais de la bourse éthiopienne des matières premières pouvaient recevoir jusqu'à 80 % du prix de vente.

La bourse éthiopienne des matières premières compte 329 membres inscrits, dont des négociants et des producteurs, qui travaillent avec environ 12.000 personnes dans tout le pays, depuis les exploitants jusqu'aux gérants d'entrepôts. C'est une organisation essentielle en Éthiopie, où l'agriculture représente 40 % du produit national brut et constitue la majeure partie des exportations du pays. Des produits d'une valeur dépassant 1,1 milliard de dollars ont été négociés dans cette bourse en 2012.

Le café est le produit de base dominant des exportations du pays : il a rapporté plus de 832 millions de dollars en 2012.

La bourse éthiopienne des matières premières a également un impact sur les acheteurs. Tout comme les producteurs, ils sont mieux informés de l'activité sur les marchés mondiaux grâce à elle. En outre, depuis qu'elle a mis en place des contrôles de qualité rigoureux, elle fait de son mieux pour s'assurer de la fiabilité des produits.

REUTERS

LE RAIL RELIERA TROIS PAYS

REUTERS

Une voix ferrée allant du Kenya en Ouganda sera prolongée jusqu'au Rwanda d'ici au mois de mars 2018, dans le cadre d'initiatives visant à approfondir les liens commerciaux dans la région. Ces pays, qui font partie du bloc commercial de la Communauté de l'Afrique de l'Est, projettent de prolonger la ligne ferroviaire partant du port de Mombasa au Kenya et de moderniser la ligne existante.

« Les ministres concernés doivent mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation pour s'assurer que le projet [de ligne ferroviaire] respecte les délais définis et les limites budgétaires imparties », aux termes de la déclaration signée par le président kenyan Uhuru Kenyatta, le président ougandais Yoweri Museveni et le président rwandais Paul Kagame en août 2013.

La modernisation de la voie ferrée entre Mombasa et Nairobi devait commencer en novembre 2013. Les trois présidents ont assisté auparavant à la mise en service d'un nouveau poste à quai d'une valeur de 67 millions de dollars, en mesure de prendre en charge de plus gros navires dans le port de Mombasa. Ce port est le point d'accès aux pays enclavés de l'Afrique de l'Est. Or, il est fortement saturé.

Un train de marchandises sur la ligne ferroviaire entre le Kenya et l'Ouganda traverse un bidonville de Nairobi. Le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda s'efforcent de développer et de moderniser le réseau ferré régional.

Askia le Grand a présidé aux destinées d'un empire en expansion

PERSONNEL *D'ADF*

Muhammad Touré était un homme politique, un souverain, un conquérant et un homme d'affaires. Vers la fin du XVe siècle, il a mis ses compétences considérables au service de l'expansion de l'Empire Songhaï, en en faisant l'un des plus grands pays de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest. À son apogée, l'empire s'étendait de l'océan Atlantique à l'actuel Niger.

Mohammed Touré a ouvert la voie au développement du commerce de l'Afrique avec l'Europe et l'Asie, et a fait de l'islam une composante majeure de sa stratégie politique. Il s'est fait connaître sous le nom d'Askia, ce qui signifie « celui qui s'impose ». À ce jour, on se rappelle de lui sous le nom d'Askia le Grand.

Mohammed Touré est parvenu au pouvoir à force de volonté, par les circonstances et à la force du poignet. À la mort du roi songhaï Sunni Ali Ber, son successeur désigné a refusé de se convertir à l'islam, ce qui a déclenché une rébellion au sein de l'armée. Une bataille sanglante s'en est suivie en 1493, à laquelle se sont livrés 150.000 soldats. Mohammed Touré, le général victorieux, est devenu le nouveau roi et a pris le nom d'Askia.

Le roi Askia a commencé à mettre en place à Tombouctou une bureaucratie bien huilée auparavant inconnue dans cette région. Ses réformes ont comporté des réglementations officielles du commerce ainsi que la surveillance des routes commerciales établies.

Pour tenir à l'écart les fidèles de l'ancienne dynastie Sunni, Askia s'est efforcé d'entrer dans les bonnes grâces des érudits musulmans de Tombouctou, se montrant leur bienfaiteur et encourageant leurs recherches. Ce faisant, il les a gardés au sein de son gouvernement, tout en les tenant éloignés du pouvoir.

Mohammed Touré a divisé l'empire en quatre régions et a nommé un vice-roi pour gouverner chacune d'entre elles. Parallèlement, il a fait la part belle à ses proches parents au gouvernement. Il a continué à consolider son pouvoir en épousant les filles de ses vassaux et en mariant à son tour ses propres filles à des hommes de pouvoir. Dans son royaume, il a tissé des liens de parenté avec la plupart des familles les plus en vue.

Le roi a mis sur pied deux armées puissantes ainsi qu'une unité de réserve. Il a armé des flottes de navires de guerre, de protection et de commerce, stationnant sa principale flotte au centre du fleuve Niger.

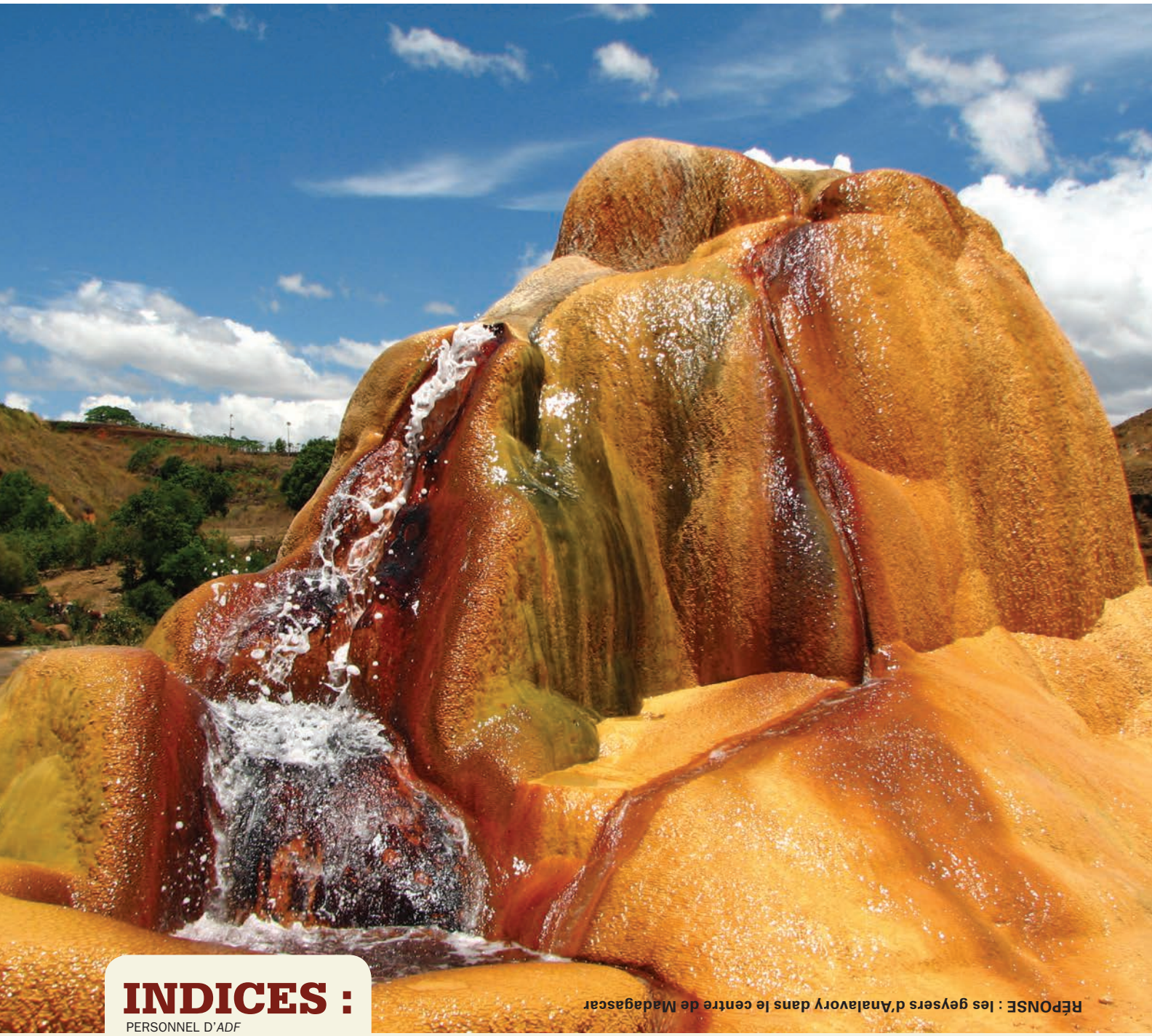
Sous son règne, ses ingénieurs ont supervisé la construction de ports et le creusement de canaux.

Mohammed Touré a établi des normes de poids et de mesures dans son royaume. Il a encouragé l'étude des sciences, à tel point que ses astronomes étaient parmi les meilleurs du monde.

En revanche, son règne a occasionné des coûts. Les promotions qu'il a accordées et sa vaste bureaucratie revenaient cher, ce qui nécessitait l'expansion d'une classe de nouveaux aristocrates. À leur tour, ceux-ci dépendaient du travail forcé et de l'esclavage pour produire de la nourriture, des fournitures et des armes. De plus, Askia n'était pas un souverain débonnaire ; quiconque menaçait son autorité était exécuté.

Askia a fini par perdre ses capacités à gouverner. Il est devenu aveugle en vieillissant, une cécité qu'il a cachée à ses sujets pendant des années. Ses fils l'ont renversé, l'exilant dans une île du fleuve Niger. Finalement, il a été autorisé à vivre le restant de ses jours au palais du roi, où il est mort à l'âge de 96 ans. Ses descendants ont régné pendant 50 ans avant que des guerres civiles internes et une invasion par le Maroc ne marquent la fin de son royaume. Pourtant, à une époque, l'Empire songhaï a été l'une des plus grandes civilisations au monde.

Des pèlerins musulmans visitent la tombe du roi Askia dans l'actuelle ville de Gao, au Mali. La tombe a été construite en 1495 pour le roi de l'Empire songhaï. REUTERS



RÉPONSE : les geysers d'Analavory dans le centre de Madagascar

ISTOCK

INDICES :

PERSONNEL D'*ADF*

1. Beaucoup de guides touristiques décrivent ce site comme un lieu où l'activité volcanique a formé des geysers naturels. En fait, ces sources sont froides et artificielles.

2. Une eau riche en dioxyde de carbone, en limon et en fer sort de conduites utilisées autrefois pour l'exploitation de mines situées à proximité.

3. Le limon et le fer dissous forment des monticules atteignant jusqu'à 4 mètres autour des bouches de ces geysers artificiels. Les métaux des pipelines qui se dissolvent donnent une couleur rouille orangée à l'eau.

4. Il existe au moins quatre (cinq selon certains) geysers d'eau froide de ce type dans la région. Ils sont devenus des attractions touristiques très prisées.

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

VEER

adf AFRICA DEFENSE FORUM